JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 NF ; ETRANGER : 40 NF
(Compte chèque postal 9063.13 Paris.)

FRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 NF

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

1^{re} Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

17061. — 21 septembre 1962. — M. Michel Sy expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en Belgique des parlementaires des deux groupes de la majorité viennent de déposer une proposition de loi renforçant les dispositions concernant la propriété commerciale et qu'en Italie, un projet de loi vient d'être adopté par la chambre des députés, instituant la propriété commerciale en vue d'améliorer et rénover le système de distribution. Il lui demande si, compte tenu de l'expérience de ces pays voisins, le Gouvernement envisage le maintien de la législation actuellement en vigueur, dont l'utilité apparaît ouvertement reconnue, et s'il compte garantir la protection de la propriété commerciale.

17062. — 24 septembre 1962. — M. Raoul Bayou demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il entend prendre pour assurer en 1962-1963 la rentabilité du marché du vin, rendre visibles les exploitations familiales et artisanales dans les régions viticoles, et répondre aux impératifs de l'heure présente, notamment en matière de fiscalité, de publicité et de prix.

17064. — 26 septembre 1962. — M. Motte expose à M. le Premier ministre que les listes électorales établies en janvier 1962, avant le retour de près de 600.000 Français réfugiés d'Algérie, ne reflètent plus la physionomie actuelle du peuple français ; que ces Français réfugiés sont placés dans une condition juridique inférieure tant à l'égard des métropolitains que des Français restés en Algérie ou résidant à l'étranger, et qu'ils se trouvent actuellement privés de l'exercice de tout droit civique. Il lui demande qu'à l'occasion du référendum qui doit intervenir dans les derniers mois de l'année, le Gouvernement fasse procéder par décret, comme il a été opéré dans des circonstances analogues en 1955 et en 1960, à la révision anticipée des listes électorales, selon une procédure accélérée, et en assouplissant les conditions de résidence exigées des électeurs inscrits, afin de permettre l'intégration civique la plus rapide des Français d'Algérie réfugiés ; intégration expressément promise par M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement à l'Assemblée nationale le 27 juillet 1962.

QUESTION ORALE SANS DEBAT

17063. — 24 septembre 1962. — M. Frédéric-Dupont demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques les mesures qu'il compte prendre pour améliorer la situation des personnes âgées et notamment de celles qui n'ont pour vivre que des allocations et des rentes viagères.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

PREMIER MINISTRE

17085. — 29 septembre 1962. — M. Radlus rappelle à M. le Premier ministre que la convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que son protocole additionnel, sont entrés en vigueur respectivement les 3 septembre 1953 et 18 mai 1954, et que jusqu'à ce jour quatorze pays membres du Conseil de l'Europe ont ratifié ces deux textes. Il lui demande si le Gouvernement français envisage de présenter au Parlement, dans un avenir prochain, le projet de loi de ratification de la convention et du protocole conformément à la promesse faite par M. le ministre des affaires étrangères devant l'Assemblée nationale en décembre 1960.

17086. — 29 septembre 1962. — M. Radlus expose à M. le Premier ministre que la charte sociale européenne, qui a été signée le 18 octobre 1961 par les pays membres du conseil de l'Europe, vient d'être ratifiée par la Grande-Bretagne et doit l'être prochainement par la Norvège. Il lui demande s'il n'estime pas que la France devrait être parmi les premiers pays à ratifier cette charte, et quelles dispositions le Gouvernement français envisage de prendre à cette fin.

17087. — 29 septembre 1962. — M. Rousseau expose à M. le Premier ministre que l'information parue dans la presse annonçant que le conseil des ministres avait donné son accord pour autoriser les autorités militaires à requérir la gendarmerie pour constituer les pelotons d'exécution a soulevé une profonde émotion dans la gendarmerie et parmi ses amis. La mesure envisagée irait en effet à l'encontre des règles établies par la loi du 28 germinal an VI, dont l'article 136 pose en principe que « les détachements de la gendarmerie nationale qui seront requis lors des exécutions serviront comme garde police et main-forte à la justice uniquement préposée pour maintenir l'ordre... ». Ces dispositions ont été reprises dans tous les décrets organiques qui ont régi les services de la gendarmerie depuis son origine et notamment par le décret du 20 mai 1903, qui précise dans son article 106 que : « lors de l'exécution des jugements des tribunaux militaires, la gendarmerie ne peut être commandée que pour assurer le maintien de l'ordre et reste étrangère à tous les détails de l'exécution ». La gendarmerie a vécu en Algérie un véritable drame, car, étant une force traditionnellement soumise au pouvoir, sa fidélité au Gouvernement a dressé contre elle une partie de l'armée et de la population. Aujourd'hui, elle doit retrouver l'estime de l'armée à laquelle elle appartient et l'estime des populations au milieu desquelles elle vit. Une décision qui en ferait la pourvoyeuse des pelotons d'exécution lui allénerait toutes les sympathies et la blesserait au plus profond d'elle-même. Une telle décision serait d'ailleurs entachée d'illégalité dans la mesure où elle ne modifierait pas la loi de germinal. Il lui demande s'il ne compte pas reconsidérer la décision qui, d'après la presse, aurait été prise, afin de ne pas jeter injustement l'opprobre sur une arme qui ne le mérite pas.

17088. — 29 septembre 1962. — M. Guy Ebrard attire l'attention de M. le Premier ministre sur la gravité du sous-emploi qui sévit dans certaines localités du département des Basses-Pyrénées. Il lui demande les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour pallier une telle situation, et s'il n'a pas l'intention de classer ce département en zone spéciale de conversion.

17089. — 29 septembre 1962. — M. Callemet demande à M. le Premier ministre quelles mesures il compte prendre en vue de l'indemnisation des dommages et pertes subis par les Français rapatriés.

17090. — 29 septembre 1962. — M. Robert Bailanger se réfère à la déclaration faite par le ministre des finances et des affaires économiques à la séance du 23 juillet 1962 de l'Assemblée nationale, et selon laquelle le Gouvernement a l'intention d'inclure dans les lois de finances ou les collectifs qui seront soumis au Parlement

un certain nombre de dispositions intéressant les pensions civiles et militaires, demande à M. le Premier ministre : A) si ces dispositions auront pour conséquence : 1° l'intégration dans le traitement soumis à retenue pour pension de l'indemnité de résidence allouée dans la zone du plus fort abattement ; 2° la péréquation intégrale des pensions telle qu'elle est prévue par l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 et qui a été violée à maintes reprises par des actes réglementaires ; 3° l'addition au maximum de la pension proportionnelle de toute bonification accordée en vertu d'une disposition légale ; 4° l'extension aux veuves de retraités proportionnels de l'article 36 de la loi du 20 septembre 1948 ; 5° la reversion à 50 p. 100 de la pension de la femme fonctionnaire au conjoint survivant ; 6° l'extension de la majoration par enfants élevés jusqu'à l'âge de 16 ans aux titulaires de pension proportionnelle ; 7° l'extension du droit à majoration pour les titulaires ayant recueilli des enfants de leur naissance jusqu'à l'âge de 16 ans ; 8° l'octroi d'une allocation-décès aux héritiers des retraités ; 9° l'attribution aux titulaires de pensions concédées de tous les avantages accordés aux futurs retraités de situation identique ; 10° l'amélioration de l'allocation aux « veuves sans pension » ; 11° la réintégration complète des pensions garanties (agents français ayant exercé au Maroc et en Tunisie) dans le régime général du code français des pensions ; B) si le Gouvernement envisage de communiquer aux fédérations syndicales de fonctionnaires et aux fédérations de retraités les textes relatifs aux pensions civiles et militaires qu'il a l'intention de proposer au Parlement.

17091. — 29 septembre 1962. — M. Ernest Denis demande à M. le Premier ministre si, à la suite du chaleureux accueil réservé par la population allemande au Chef de l'Etat français et après les propositions enthousiastes que ce dernier a prononcées au cours de son voyage pour marquer la réconciliation franco-allemande, son gouvernement envisage de réconcilier également les Français en réhabilitant officiellement la mémoire d'un maréchal de France, d'un président du conseil et d'autres Français condamnés après la Libération pour avoir préconisé la politique suivie actuellement par la France.

17092. — 29 septembre 1962. — M. Ernest Denis rappelle à M. le Premier ministre qu'au cours de sa dernière allocution du 20 septembre 1962, M. le Président de la République a précisé que la question soumise au prochain référendum ne concernait nullement sa personne quant au fond du problème. Sans tenir compte de l'aspect juridique de la question ni de se préoccuper de savoir quel serait le mode de scrutin le plus efficace pour assurer la continuité des Institutions, il lui rappelle qu'aux référendums précédents, et en particulier en 1961, des campagnes de propagande laissent entendre qu'en cas de réponse négative, M. le Président de la République se démettrait de ses fonctions. S'agissant aujourd'hui de demander l'avis de la nation sur une modalité future et non de formuler un jugement sur son action passée ou présente, il lui demande de lui préciser si une réponse négative entraînerait cette fois une vacance du pouvoir.

AFFAIRES ALGERIENNES

17093. — 29 septembre 1962. — M. Lefèvre d'Ormesson demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes quel est le nombre de Français enlevés en Algérie depuis le 1^{er} juillet 1962 jusqu'à ce jour, en violation des accords d'Evian.

17094. — 29 septembre 1962. — M. Lefèvre d'Ormesson demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes quel est le nombre de Français ou d'Européens massacrés en Algérie depuis le 1^{er} juillet 1962 jusqu'à ce jour, en violation des accords d'Evian.

17095. — 29 septembre 1962. — M. Lefèvre d'Ormesson demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes quel est le nombre d'Algériens fidèles à la France, enlevés ou arrêtés depuis le 1^{er} juillet 1962 jusqu'à ce jour, en violation des accords d'Evian.

17096. — 29 septembre 1962. — M. Lefèvre d'Ormesson demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes quel est le nombre d'Algériens fidèles à la France, massacrés depuis le 1^{er} juillet 1962 jusqu'à ce jour, en violation des accords d'Evian.

17097. — 29 septembre 1962. — M. Lefèvre d'Ormesson demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes : 1° s'il est exact qu'un Algérien, ancien député, maire d'une ville importante de l'Est algérien, ancien président du conseil général, est, actuellement, réduit à la condition de bagnard ; 2° dans l'affirmative, quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour lui prêter toute l'assistance qu'il lui doit et obtenir la réparation d'un tel outrage.

17098. — 29 septembre 1962. — M. Lazeze attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes sur un aspect particulier des récents protocoles signés entre le Gouvernement français et l'exécutif provisoire algérien. L'article premier a pour

objet de définir la situation des personnels français pendant le temps où ils se trouvent auprès de l'Etat algérien. Si, à l'article 2, on trouve une formule assez large parlant des « nationaux français », en parcourant le reste du texte, celui-ci ne semble s'appliquer qu'aux seuls fonctionnaires de l'Etat. L'article 8 prévoit que les fonctionnaires français qui continueront à servir en Algérie postérieurement au 1^{er} juillet 1962 pourront, sur leur demande, recevoir immédiatement la première moitié de la prime de réinstallation prévue par la réglementation française. Cette indemnité, fixée par le décret n° 62-799 du 16 juillet 1962 au profit des fonctionnaires titulaires des cadres de l'Etat, des magistrats et des fonctionnaires titulaires visés à l'article premier de l'ordonnance n° 62-401 du 11 avril 1962, ne semble pas s'appliquer aux agents des collectivités locales. Il lui demande si des dispositions particulières sont prévues pour ces agents ou s'ils tombent sous le coup du protocole du 29 août 1962.

17099. — 29 septembre 1962. — M. Fulchiron expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes que l'assassinat près de Paul-Cazelle, en Algérie, de M. Jacques Guérin, directeur de l'usine Berliet-Algérie et de son adjoint M. Philippe Ollibet, alors qu'ils allaient à la recherche de deux de leurs collaborateurs enlevés, a provoqué une intense émotion dans l'opinion publique, notamment dans la région lyonnaise où se trouve le siège de l'usine principale des automobiles Berliet dont l'essor fait honneur à cette région. Ces assassinats odieux faisant suite depuis les accords d'Evian à une série ininterrompue de meurtres et d'exactions atroces dont nos compatriotes, mais aussi des musulmans amis de la France et des ressortissants d'autres pays européens, sont les victimes, il lui demande : 1° quelle valeur représentent encore ces accords d'Evian sur le plan des garanties qu'ils comportaient ; 2° quelles mesures efficaces il compte prendre pour mettre fin à ces assassinats et à ces exactions et pour assurer enfin la sécurité de nos compatriotes et de tous ceux à qui la France doit protection, qu'ils soient musulmans amis de la France ou ressortissants étrangers établis en Algérie sous la garantie de la présence française.

17100. — 29 septembre 1962. — M. Godonnèche expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes qu'un certain nombre de négociants-voyageurs originaires du Massif central et exerçant leur profession en Algérie se trouvent dans une situation très pénible. Ayant leur domicile et étant inscrits au registre du commerce en métropole, ils n'ont pas été jusqu'à présent considérés comme rapatriés d'outre-mer. Cependant, ils ont subi du fait des événements d'Algérie de très graves préjudices : perte totale de leur clientèle, représentant parfois plusieurs générations de travail, perte des sommes investies en crédits et dont le recouvrement est devenu des plus problématiques, perte de leur stock de marchandises dont le rapatriement est jusqu'à ce jour impossible, perte de leurs biens meubles. De retour en France, ces négociants-voyageurs doivent envisager leur réinstallation. L'achat de nouvelle clientèle, la reconstitution de leur stock. Il lui demande : a) si des dispositions ont été prévues au titre de son ministère pour les aider dans cette situation difficile ; b) dans la négative, quel est le département ministériel habilité à connaître de semblables situations.

AFFAIRES ETRANGERES

17101. — 29 septembre 1962. — M. Radlus demande à M. le ministre des affaires étrangères si le Gouvernement français, qui a signé le 21 mai 1961 l'accord créant le centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes, envisage de faire ratifier cet accord prochainement par le Parlement.

AGRICULTURE

17102. — 29 septembre 1962. — M. Sourbet demande à M. le ministre de l'Agriculture : 1° s'il est exact que la France exporte du blé en République populaire de Chine, et provenant des silos de la Pallice ; 2° dans l'affirmative, quel est le prix départ de ce blé, et quel est le moyen de paiement retenu ?

17103. — 29 septembre 1962. — M. Billoux expose à M. le ministre de l'Agriculture qu'un projet de loi serait en cours d'élaboration en vue d'abroger l'article 434 du code rural et de classer les cours d'eau en 4 catégories, chacune de ces catégories correspondant à un taux déterminé de pollution. Les cours d'eau classés en 2^e et 3^e catégories pourraient être « raisonnablement pollués » et ceux classés en 4^e catégorie deviendraient de véritables égouts à ciel ouvert. De telles dispositions seraient particulièrement nocives au triple point de vue de la pisciculture, de l'hygiène publique, du développement de l'alimentation en eau (les besoins en eau ont été évalués à 57 milliards de mètres cubes en 1970). Il lui demande : 1° si ces informations sont exactes ; 2° dans l'affirmative, s'il ne pense pas devoir reconsidérer sa position à l'égard d'un projet aussi néfaste.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

17105. — 29 septembre 1962. — M. Lolive expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que les invalides militaires « hors guerre » qui ne sont pas pensionnés pour une infirmité nommément désignée (amputés, aveugles, paraplégiques ou blessés crâniens) ne peuvent bénéficier des allocations du statut de grand mutilé alors qu'ils sont atteints d'infirmités multiples graves ou d'impotence fonctionnelle remplissant les conditions relatives à la nature ou à la gravité des infirmités définies à l'article L. 37 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. Il lui rappelle que l'article 1^{er} (paragraphe 3) de la loi n° 55-1074 du 6 août 1955 a accordé à certains militaires blessés au cours des opérations de maintien de l'ordre les avantages prévus en faveur des militaires visés dudit article L. 37 bien qu'ils ne soient pas titulaires de la carte du combattant. Il lui demande s'il envisage de proposer au Parlement une modification du paragraphe a) de l'article L. 37 afin que les invalides militaires « hors guerre », atteints d'infirmités multiples ou d'impotence fonctionnelle remplissant les conditions de taux et d'origine, soient admis au bénéfice des majorations de pensions et des allocations spéciales du statut de grand mutilé.

17106. — 29 septembre 1962. — M. Lolive expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'avant le 30 octobre 1935, le minimum indemnisable était fixé à 10 p. 100 pour blessure ou maladie, et que pour toutes les maladies imputables au service du temps de paix après le 30 octobre 1935, ce minimum a été porté à 25 p. 100 puis à 30 p. 100 pour une maladie, et 40 p. 100 pour plusieurs maladies, ce régime n'étant pas applicable aux pensionnés de guerre. Seules, les maladies contractées en temps de paix antérieurement au 2 septembre 1939 et postérieurement au 1^{er} juin 1946 se voient donc appliquer le minimum indemnisable de 30 et 40 p. 100 (à l'exception depuis le 1^{er} janvier 1952 de celles contractées en Afrique du Nord). Or, rien ne justifie sur le plan médical la différence faite entre la blessure et la maladie, alors que cette dernière laisse parfois des séquelles plus gênantes que celles d'une blessure à consolidation plus rapide. D'autre part, les dispositions actuellement en vigueur sont injustes à un autre titre. C'est ainsi que les affections exotiques (paludisme, fièvre, dysenterie, etc.) n'ouvrent droit qu'à un taux inférieur à 30 p. 100 alors que les rechutes se manifestent fréquemment pendant plusieurs années, provoquant des interruptions de travail et des frais médicaux. Il lui demande s'il a l'intention de proposer au Parlement une modification de l'article L. 4 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, dans le sens suivant : « Les pensions sont établies d'après le degré d'invalidité. Sont prises en considération les infirmités entraînant une invalidité égale ou supérieure à 10 p. 100. En cas d'aggravation par le fait ou à l'occasion du service d'une infirmité étrangère à celui-ci, cette aggravation seule est prise en considération. Toutefois, si le pourcentage total de l'infirmité ainsi aggravée est égale ou supérieure à 60 p. 100, la pension est établie sur ce pourcentage ».

17107. — 29 septembre 1962. — M. Lolive expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que l'article 136 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre accorde le bénéfice de la sécurité sociale aux invalides non salariés (de guerre ou hors guerre) lorsqu'ils sont titulaires d'une pension d'invalidité au moins égale à 85 p. 100 ainsi qu'aux veuves de guerre non remariées, aux orphelins de guerre mineurs et aux orphelins de guerre majeurs inaptes au travail. Mais il n'en est pas de même pour les veuves non remariées et les orphelins « hors guerre ». Il lui demande les modifications dudit article 136 bis qu'il envisage de proposer au Parlement en vue de supprimer une discrimination particulièrement choquante.

17108. — 29 septembre 1962. — M. Lolive expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que l'article 14 de la loi n° 55-356 du 3 avril 1955 a fait bénéficier les invalides militaires « hors guerre » du barème le plus avantageux, mais que néanmoins ces invalides ne peuvent obtenir ni la majoration de 5 p. 100 pour inappariement d'un membre supérieur ni l'addition arithmétique du degré d'invalidité des troubles trophiques et névritiques de l'amputé, infirmités prévues aux guides-barèmes comme ouvrant droit à majoration à la suite de l'arrêt du Conseil d'Etat « Elaid » du 11 juin 1936. Il lui demande si, pour mettre fin à ces anomalies, il envisage de proposer au Parlement la modification du dernier alinéa de l'article L. 14 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, dans le sens suivant : « Par exception, les amputations du membre inférieur ou du membre supérieur, lorsqu'elles ne permettent aucunement le port d'un appareil de prothèse, ouvrent droit à une majoration de 5 p. 100 qui s'ajoute arithmétiquement au degré d'invalidité correspondant à l'amputation. Dans les mêmes conditions, s'ajoute arithmétiquement le degré d'invalidité résultant des infirmités prévues aux guides-barèmes comme ouvrant droit à majoration ».

17109. — 29 septembre 1962. — M. Dalbos expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que les lois du 27 février 1948 et du 14 décembre 1953, devenues l'article L. 8 bis du code des pensions, qui ont organisé le « rapport constant », risquent

de sublr les effets des dispositions nouvelles en faveur de certaines catégories de fonctionnaires et de mettre ainsi fin à ce « rapport constant ». Ces répercussions porteraient un grave préjudice aux pensions de la fonction publique, aux pensionnés de guerre et aux bénéficiaires de la retraite des anciens combattants. Il lui demande quelles sont les dispositions qui seront prises par le Gouvernement pour obtenir une application loyale du « rapport constant » et pour réaliser, dès le budget de 1963, l'application du nouveau plan quadriennal en faveur des anciens combattants et victimes de guerre.

Il lui demande également s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire de prendre les mesures qu'il convient, soit pour le respect du classement hiérarchique et l'augmentation des traitements pensions par la majoration du point indiciaire (article 8 bis du code des pensions), soit par la contrepartie pour les pensions du traitement nouveau des fonctionnaires qui étaient jadis à l'indice 170 (190 brut). Il lui demande enfin s'il n'estime pas souhaitable, pour l'application du nouveau plan quadriennal, que les représentants des organisations qui avaient constitué la commission des vœux soient consultés, afin d'établir une méthode satisfaisante dans la réalisation de ce plan quadriennal.

17110. — 29 septembre 1962. — M. Delbecq expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre les faits suivants. Des accords entre les puissances alliées et la République fédérale d'Allemagne ont été conclus en vue d'indemniser leurs ressortissants respectifs victimes des persécutions nazies. Il existe des cas spéciaux où des sujets belges résidant en France depuis plus de 25 ans ont été déportés et internés entre 1940 et 1945, leur qualité de « déporté » et « résistant » ayant été reconnue par le Gouvernement français. Ces anciens déportés ont introduit une demande d'indemnisation auprès du ministère des anciens combattants et victimes de guerre, mais il leur a été répondu qu'ils devaient s'adresser à leur pays d'origine. S'étant adressés au Gouvernement belge, il leur a été notifié que n'ayant pas fait les démarches nécessaires auprès de l'administration belge pour bénéficier du statut des prisonniers politiques dans leur pays d'origine, il ne pouvait être donné suite à leur demande. Il semblerait donc que ce soit le Gouvernement ayant reconnu les qualités de « déporté » et « résistant » qui soit le seul habilité à recevoir la demande d'indemnisation. Il lui demande : 1° s'il existe des accords latéraux entre gouvernements alliés permettant de régler ces situations spéciales et, dans l'affirmative, quelles sont les démarches à accomplir pour établir les dossiers ; 2° dans la négative, s'il n'estime pas utile d'engager dès à présent des pourparlers avec le ministre belge des anciens combattants, en vue de régler ces cas particuliers.

17111. — 29 septembre 1962. — M. Callemier rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que l'Allemagne de l'Ouest a versé à la France une indemnité de réparation de 52 milliards d'anciens francs, à répartir entre les déportés survivants et les ayants droit des déportés décédés. Il lui demande pour quels motifs le reversement de cette indemnité aux intéressés est réparti sur plusieurs années, alors que le Gouvernement français paraît avoir été mis par le Gouvernement allemand en possession d'intégralité de l'indemnité convenue.

17112. — 29 septembre 1962. — M. Godonnèche expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que deux décrets en date du 26 mai 1962 ont pour résultat d'abolir, de manière détournée, le rapport constant, établi par voie législative, entre les pensions d'invalidité de guerre et les traitements de la fonction publique, ce qui provoque de la part des invalides de guerre de légitimes protestations. Il lui demande s'il n'estime pas que des décisions d'une telle nature et d'une telle gravité relèvent du domaine législatif, et quelles mesures il entend prendre pour rétablir en l'espèce le respect de la loi.

ARMÉES

17113. — 29 septembre 1962. — M. Bourne demande à M. le ministre des armées s'il trouve logique la situation faite à une jeune recrue, dont les obligations, résultant de son appartenance au cadre des eaux et forêts, la conduisent à rester dans l'armée un temps plus long que le temps normal. Les faits sont les suivants. Pour être nommé agent technique des eaux et forêts, il est nécessaire d'effectuer six mois de service militaire en plus du temps légal. Ledit temps étant actuellement de dix-huit mois, cela oblige à un rengagement de six mois et à attendre une durée totale de vingt-quatre mois. Mais d'après les indications données, le rengagement ne pourra être accepté qu'à la fin du temps incombant au contingent auquel appartient la recrue, soit vingt mois et demi (classe 1961). L'intéressé sera donc obligé d'effectuer vingt-six mois et demi de service au lieu de vingt-quatre mois. Il lui demande si cela n'est pas contraire à la loi n° 52-836 du 18 juillet 1952, et si le jeune appelé fera le temps légal, soit : $18 + 6 = 24$ mois, ou s'il devra ajouter $20 \frac{1}{2} + 6 = 26$ mois $\frac{1}{2}$, soit une présence supplémentaire de 2 mois $\frac{1}{2}$ qui paraît injustifiée.

17114. — 29 septembre 1962. — M. Longueque expose à M. le ministre des armées que l'évolution politique actuelle, qui tend à rapprocher les intérêts économiques de divers pays d'Europe, semble devoir être grandement facilitée par une meilleure connaissance des langues qui y sont pratiquées. Il lui demande si, dans ces esprits, il n'estime pas souhaitable de faire dispenser des cours d'allemand aux militaires du contingent appelés à servir aux F. F. A. et qui manifesteraient le désir d'apprendre cette langue.

17115. — 29 septembre 1962. — M. Thomas expose à M. le ministre des armées le cas d'un militaire qui a été rayé des contrôles le 1^{er} septembre 1945, lequel désirerait que les sommes provenant des retenues effectuées sur sa solde pendant ses dix années de service militaire soient reversées à la caisse de sécurité sociale à laquelle il est présentement affilié, afin de lui permettre de totaliser à soixante-cinq ans les trente années d'assurance requises pour avoir droit à une pension de vieillesse au taux plein. En raison de la date de sa radiation des cadres, il semble que ce militaire ne puisse bénéficier des dispositions de l'article L 88, 1^{er} et 2^e alinéas, du code des pensions civiles et militaires de retraite (loi n° 53-1314 du 31 décembre 1953, article 8 I) en vertu duquel le fonctionnaire civil ou militaire qui vient à quitter le service pour quelque cause que ce soit, avant de pouvoir obtenir une pension, une rente viagère d'invalidité ou une solde de réforme, est rétabli, en ce qui concerne l'assurance vieillesse, dans la situation qu'il aurait eue s'il avait été affilié au régime général des assurances sociales pendant la période où il a été soumis au régime des pensions de la fonction publique. Il lui demande quelles décisions il envisage de prendre afin que les dispositions de l'article L 88 susvisé soient étendues à tous les fonctionnaires civils et militaires, quelle que soit la date de leur radiation des cadres, étant fait observer qu'en toute justice les intéressés doivent pouvoir obtenir une pension de vieillesse en contrepartie des sommes qui leur ont été retenues pendant leur activité comme fonctionnaires de l'Etat.

COMMERCE INTERIEUR

17116. — 29 septembre 1962. — M. Godonnèche expose à M. le secrétaire d'Etat au commerce intérieur qu'un certain nombre de négociants-voyageurs originaires du Massif Central et exerçant leur profession en Algérie se trouvent dans une situation très pénible. Ayant leur domicile et étant inscrits au registre du commerce en métropole, ils n'ont pas été jusqu'à présent considérés comme rapatriés d'outre-mer. Cependant, ils ont subi du fait des événements d'Algérie de très graves préjudices : perte totale de leur clientèle, représentant parfois plusieurs générations de travail ; perte des sommes investies en crédits, et dont le recouvrement est devenu des plus problématiques ; perte de leur stock de marchandises, dont le rapatriement est jusqu'à ce jour impossible ; perte de leur biens meubles. De retour en France, ces négociants-voyageurs doivent envisager leur réinstallation, l'achat de nouvelle clientèle, la reconstitution de leur stock. Il lui demande : a) si des dispositions ont été prévues au titre de son ministère pour les aider dans cette situation difficile ; b) dans la négative, quel est le département ministériel habilité à connaître de semblables situations.

17117. — 29 septembre 1962. — M. Lombard expose à M. le secrétaire d'Etat au commerce intérieur : 1° que le tarif de responsabilité des caisses de sécurité sociale en matière d'optique-lunetterie n'étant absolument plus en rapport avec les prix pratiqués par les fournisseurs, les frais demeurant à la charge de l'assuré sont en ce domaine particulièrement lourds ; 2° qu'une amélioration des conditions de remboursement des articles d'optique par les organismes de sécurité sociale ne peut résulter que d'une mise à jour, sur ce point, du tarif interministériel des prestations sanitaires, les prix actuels de ce tarif ayant été fixés d'après ceux d'un arrêté de taxation pris en 1955 par M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques ; 3° que la révision du tarif de remboursement des caisses de sécurité sociale par la commission interministérielle des prestations sanitaires ne pourra être envisagée que lorsque sera intervenue une nouvelle taxation du prix des articles d'optique-lunetterie. Il lui demande si ce nouvel arrêté de taxation qui conditionne la révision des tarifs de remboursement de la sécurité sociale en matière d'optique-lunetterie sera bientôt publié.

CONSTRUCTION

17118. — 29 septembre 1962. — M. Maurice Schumann expose à M. le ministre de la construction que le décret n° 60-1083 du 1^{er} octobre 1960 stipule que le coefficient d'entretien ne pourra excéder 1,70 que si le local comprend, entre autres éléments d'équipement, un W.-C. particulier avec effet d'eau et une salle d'eau. Il lui demande si le fait qu'il existe un lavabo à eau froide dans un W.-C. avec effet d'eau, lequel W.-C. est repris dans le décompte du prix du loyer pour 1 mètre carré, peut permettre d'obtenir un coefficient supérieur à 1,70 en prétendant qu'il existe un W.-C. particulier avec effet d'eau et une salle d'eau.

17119. — 29 septembre 1962. — M. Baudis demande à M. le ministre de la construction : 1° s'il est possible pour un entrepreneur de construire un immeuble de 8 ou 9 étages dans une grande ville, sans avoir obtenu au préalable le permis de construire et malgré les prescriptions légales concernant les distances à respecter, ainsi qu'au mépris des décisions judiciaires lui interdisant formellement toute poursuite des travaux ; 2° selon quelle procédure d'urgence ses services peuvent empêcher ou du moins arrêter sans délai de semblables abus.

17120. — 29 septembre 1962. — M. Maurice Thorez expose à M. le ministre de la construction qu'il a été affirmé en maintes occasions que son administration avait le droit et le devoir de veiller à l'application stricte des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'aide financière de l'Etat à la construction privée et à la bonne exécution des travaux qui en bénéficient, et que dans l'exercice de cette mission d'intérêt général, il était normal que les services compétents fournissent aux souscripteurs et acquéreurs de logements, lorsqu'ils les sollicitent, tous renseignements utiles à la défense de leurs intérêts. Il lui demande : 1° si, à la requête des souscripteurs, son administration a fait procéder récemment à une enquête sérieuse et approfondie sur les malfaçons techniques constatées dans un ensemble immobilier en copropriété dans la banlieue Sud de Paris ; 2° dans l'affirmative : a) à quelle date le rapport d'enquête sera communiqué aux souscripteurs ; b) quelles suites administratives et judiciaires il est susceptible de donner à cette affaire.

17121. — 29 septembre 1962. — M. Lollive demande à M. le ministre de la construction : 1° ce qu'il faut entendre par « salle d'eau » pour l'application de l'article 1^{er} du décret n° 60-1063 du 1^{er} octobre 1960 relatif au nouveau coefficient d'entretien ; 2° si, en particulier, un cabinet de toilette comportant un seul lavabo, alimenté uniquement en eau froide, peut être considéré comme une « salle d'eau », alors que jusqu'à maintenant on désignait sous cette appellation une pièce aménagée en salle de bains ou en salle de douches avec poste d'eau froide et poste d'eau chaude.

17122. — 29 septembre 1962. — M. Ernest Denis expose à M. le ministre de la construction que dans une commune totalement sinistrée, reconstruite sous l'empire d'un plan d'urbanisme, un sinistré s'est vu imposer la reconstruction de son immeuble d'habitation à un emplacement différent de celui où se trouvait sis son immeuble détruit. Par suite des exigences d'un plan d'urbanisme, l'immeuble de substitution a dû satisfaire à diverses exigences, entre autres : construction d'angle en pierre prétaillée, hauteur des plafonds peu courante (4 mètres au rez-de-chaussées), etc. Dans ce cas particulier, les exigences d'urbanisme imposées au sinistré ont été génératrices de lourdes dépenses non profitables pratiquement à ce même sinistré. Il lui demande : 1° si des dispositions ne prévoient pas l'indemnisation de ces dépenses non indispensables, mais imposées, qui au cas d'espèce ont absorbé la créance de ce sinistré de situation plus que modeste et se trouvant présentement dans l'impossibilité d'achever son immeuble ; 2° dans l'affirmative, quels sont les textes susceptibles de recevoir application en la circonstance, en vue de l'indemnisation des dépenses supplémentaires non rentables auxquelles s'est trouvé contraint de satisfaire ce sinistré.

EDUCATION NATIONALE

17123. — 29 septembre 1962. — M. Roulland expose à M. le ministre de l'éducation nationale que si la mesure de remise de 10 p. 100 sur le prix des manuels scolaires constitue une initiative louable et qui doit être l'amorce d'une gratuité totale, il observe que cette mesure ne constitue qu'une compensation dérisoire à l'inflation constante du volume des fournitures scolaires. Ces dépenses de toutes sortes, qui handicapent gravement, à la rentrée, les familles aux revenus modestes, risquent de contrarier à la longue l'effort entrepris pour la démocratisation de notre enseignement. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour qu'il soit tenu compte des incidences pécuniaires chaque fois qu'intervient un changement de programme, afin qu'il soit de règle que les manuels édités doivent rester en usage plusieurs années de suite ; 2° pour éviter la prolifération des livres scolaires au gré des intérêts ou des goûts particuliers, et pour établir durablement une liste de livres en usage dans le cadre de chaque établissement et si possible de chaque académie ; 3° pour rappeler au personnel enseignant que l'importance d'une discipline ne se mesure pas au volume des dépenses qu'elle entraîne et que, devant la disparité des ressources dont disposent les familles, la plus grande modération est nécessaire dans l'exigence des fournitures scolaires ou parascolaires, seules devant être obligatoires celles qui s'avèrent indispensables à l'efficacité de leur enseignement.

17124. — 29 septembre 1962. — M. Aiduy expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'aux termes des dispositions actuellement en vigueur, l'étudiant en droit qui, pour un motif ou un autre, échoue quatre fois consécutives à ses examens de fin d'année se

voit éliminer de façon définitive de cette discipline. Il lui demande s'il ne pense pas que ces mesures, quel que puisse être le soulci de l'Université d'opérer une véritable sélection des candidats et de relever le niveau des études juridiques, sont par trop rigoureuses, et s'il ne conviendrait pas en conséquence de faire mettre sans retard à l'étude et appliquer des dispositions plus souples et plus bienveillantes, tenant compte du nombre d'années déjà consacrées par le jeune étudiant dans la branche considérée, trois années paraissant être le point de départ de nouvelles mesures sollicitées. Autrement dit, celles-ci devraient s'appliquer aussi bien aux étudiants malheureux de deuxième année qu'à ceux de troisième et quatrième année, comme il semble que l'on voudrait actuellement considérer le problème. En effet, trois années d'études dans une branche donnée représentent pour un jeune une somme de travail et d'efforts importants, ce qui fait qu'il peut paraître difficilement concevable de l'obliger à renoncer à la voie dans laquelle il s'est engagé et à chercher une autre orientation.

17125. — 29 septembre 1962. — M. Rousseau expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les enfants justifiant d'un bulletin de scolarité signé par leur chef d'établissement bénéficient d'une réduction de 10 p. 100 sur le prix des livres scolaires. Or, il est évident que l'achat des livres scolaires est assuré dans une énorme proportion par les scolaires. En dehors de ces derniers, il intéresse quelques ouvriers ou agriculteurs qui désirent s'instruire. Cette mesure va donc injustement les pénaliser. Il lui demande s'il ne pourrait pas envisager d'étendre la réduction de 10 p. 100 à tous les citoyens qui désirent acquérir des livres scolaires.

17126. — 29 septembre 1962. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les étudiants ont parfois de longs voyages à effectuer pour se rendre du domicile de leurs parents à la ville où ils font leurs études — par exemple des élèves du département de la Mayenne sont étudiants à Lyon, ce qui représente une dépense élevée. Il lui demande s'il n'envisage pas que les étudiants bénéficiant du régime spécial de sécurité sociale puissent bénéficier également de quatre voyages aller et retour par an entre leur domicile et leur centre d'études au tarif des militaires permissionnaires.

17127. — 29 septembre 1962. — M. Diligent appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale à l'occasion de la rentrée scolaire, sur l'étonnement bien légitime qu'éprouvent de nombreux pères et mères de famille en constatant que fréquemment les livres de classe achetés l'année précédente pour leurs aînés ne peuvent plus servir pour leurs autres enfants en raison soit de l'impression d'éditions nouvelles, soit des changements de programmes survenus au cours de l'année écoulée. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour assurer plus de stabilité dans les programmes et une meilleure liaison entre les professeurs enseignant les mêmes disciplines dans un même établissement.

17128. — 29 septembre 1962. — M. Motte expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le nombre des citoyens français d'origine polonaise et des Polonais résidant en France depuis de nombreuses années, désirant faire, dans l'éducation de leurs enfants, une part à la langue polonaise, est particulièrement important. Un certain nombre de moniteurs polonais sont actuellement affectés dans divers départements, mais ce nombre semble devoir diminuer, certains postes étant en voie de suppression. La représentation de la Pologne en France pourrait, dans ces conditions, se substituer aux autorités françaises pour dispenser l'enseignement de la langue polonaise, situation particulièrement anormale quand on sait qu'une forte propagande politique sera exercée à cette occasion, et que, d'autre part, il est irrégulier de confier en France les enfants de nationalité française, ou susceptibles de l'acquérir, à une autorité étrangère. Il lui demande s'il entend rétablir des postes de moniteurs polonais là où ils sont en voie de suppression et, d'une façon générale, quelle est sa politique en ce qui concerne l'enseignement du polonais en France.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

17129. — 29 septembre 1962. — M. Richards demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui indiquer, pour chaque catégorie d'hôtel de tourisme une, deux, trois et quatre étoiles : 1° les prix moyens de pension pratiqués pendant les années 1955, 1956, 1957, 1958, 1959 et 1960 à Lourdes, Tarbes et Pau ; 2° les mêmes prix pendant la hors-saison, la demi-saison et la pleine saison ; 3° le pourcentage de fréquentation comparé avec les possibilités maxima d'occupation pendant les périodes ci-dessus.

17130. — 29 septembre 1962. — M. Richards, en rappelant à M. le ministre des finances et des affaires économiques sa question écrite n° 15778 du 30 mai 1962, lui demande si les dispositions de la réponse faite à la question écrite n° 2493 (Sénat) sont également applicables dans les mêmes conditions articulées de l'article 163 du code général des impôts et si, dans ces conditions, le contri-

buable en cause pourra joindre à la déclaration qu'il souscrira en 1963 en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû au titre de l'année 1962, une note indiquant le montant des revenus se rapportant aux années 1959, 1960 et 1961 et demander le rattachement desdits revenus aux années considérées.

17131. — 29 septembre 1962. — **M. Richards** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'à la suite de la réponse qui a été donnée à sa question écrite n° 16356 (J. O. du 8 septembre 1962) relative à une situation fiscale consécutive à une attribution préférentielle ordonnée par un tribunal dans une affaire de divorce, l'acquiescement réciproque des parties en cause, a, depuis, rendu le jugement définitif. L'attributaire a, d'autre part, acquitté les droits d'enregistrement sur la soule. Il lui demande : 1° si, du fait qu'un jugement est intervenu et a juridiquement consacré une sentence destinée à suppléer au consentement des parties et consécutive, par cela même, d'un véritable contrat, il est possible de traduire explicitement que l'attributaire est devenu, dès ce moment, sans contestation possible, le véritable propriétaire des biens attribués avec toutes ses conséquences que de droit ; 2° si, dans ces conditions, ladite soule ayant été acquittée dans les délais impartis entre les mains du notaire chargé de la liquidation de la communauté, l'attributaire est en droit de demander, dès maintenant, au conservateur des hypothèques, la transcription des biens attribués, ou bien s'il doit attendre que la liquidation ait été définitivement terminée ; 3° dans l'affirmative, si un acte de notoriété établi par le notaire est suffisant ou, dans la négative, quel est le document qui devrait être, éventuellement, produit pour obtenir la certification du titre de propriété correspondant à la dévolution décidée par le jugement ; 4° dans la négative, et alors qu'il faudrait attendre la liquidation définitive, comment il serait possible de concevoir qu'ayant acquitté et la soule représentant le prix et les droits de mutation, une interdiction légale, contraire au droit de propriété, pourrait empêcher la transcription, puisqu'il y a eu paiement chez le notaire.

17132. — 29 septembre 1962. — **M. Ulrich** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en application de l'article 10 du code des caisses d'épargne, 1° alinéa, le compte ouvert à chaque déposant ne peut, sauf par la capitalisation des intérêts, dépasser le montant de un million de francs ou dix mille nouveaux francs. Ce dernier chiffre a été fixé par la loi n° 58-218 du 4 mars 1958. En raison de la hausse généralisée des prix enregistrée depuis quatre ans, il semblerait opportun d'envisager son relèvement. Il lui demande s'il n'a pas l'intention d'introduire une disposition en ce sens dans le projet de loi de finances pour 1963.

17133. — 29 septembre 1962. — **M. Michel Sy** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'activité des commerçants et des entreprises se trouve entravée par des « voitures-ventouses », séjourant souvent plus de 24 heures à la même place, particulièrement au voisinage de la « zone bleue ». Or, au même moment, ces commerçants se trouvent frappés par une augmentation sensible des patentes. Il lui demande si, dans le cadre de l'équipement du district parisien, une part importante de ces plus-values ne devrait pas être affectée à la création de garages souterrains et à l'aménagement de parkings plus nombreux.

17134. — 29 septembre 1962. — **M. Bourne** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques**, si les immeubles bâtis, loués pour des colonies de vacances par bail enregistré, ne doivent pas, en cas de vente, bénéficier du tarif réduit de 4,20. En l'espèce, il s'agit d'une propriété comportant château et deux maisons d'habitation, prés et bois, sise dans une commune de l'Isère. Une grande partie de cette propriété est depuis longtemps affectée à usage de colonie de vacances ; elle est actuellement louée à la Société de Saint-Gobain pour plusieurs années. Elle est indivise entre deux personnes de la même famille. L'un des indivisaires veut céder sa part à l'autre. Il s'agit de savoir si cette cession sera soumise au tarif de 4,20. Ce tarif de 4,20 paraît d'autant plus applicable que dans cette propriété existent une maison à usage d'habitation réservée aux propriétaires, ainsi qu'une autre maison d'habitation servant de logement à un gardien de la propriété.

17135. — 29 septembre 1962. — **M. Davoust**, se référant à la réponse faite à sa question écrite n° 16226 (Journal officiel du 8 septembre 1962), demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** : 1° s'il considère que l'article 35 du Code général des impôts doit être « appliqué à la lettre » comme il est de règle pour les dispositions fiscales, ce qui paraît être l'opinion de la direction générale des impôts dans l'avis qu'elle a émis au sujet de la contribution pour frais de chambres et bourses de commerce (Bulletin officiel des contributions directes, 1952, 2° partie, p. 477) ou s'il y a lieu de considérer, à l'inverse, que cette disposition a été jusqu'à conférer le caractère commercial aux opérations

effectuées par les personnes visées par ce texte qui ne concerne que l'imposition de leurs bénéficiaires, et qu'il y a lieu de tenir pour nulle et non avenue la restriction d'un texte qui se limite à « l'application de la taxe proportionnelle » ; 2° s'il considère que les impôts cédulaires, supprimés par le décret de réforme fiscale du 9 décembre 1948, ne peuvent plus avoir d'effet ou de conséquence ou servir de référence depuis leur suppression effective le 1^{er} janvier 1949, ou s'il y a lieu de considérer, à l'inverse, que le champ d'application des taxes sur le chiffre d'affaires est actuellement déterminé en fonction de l'assujettissement à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux, et non pas uniquement, comme l'affirme l'article 256 du Code général des impôts, en fonction de la nature intrinsèque de l'activité exercée ; 3° s'il considère que les taxes sur le chiffre d'affaires et sur les prestations de services ont conservé leur caractère de « taxes incidentes » indues lorsque, par décision de l'autorité publique ou des tribunaux, et non par négligence, toute voie de récupération se trouve interdite à ceux qui auraient pu être considérés comme redevables de ces taxes, ou, au contraire, s'il y a des redevables de nature différente : les uns tenus de reverser au Trésor les taxes collectées sur leurs clients, les autres tenus de verser ce qui leur a été interdit de récupérer sur leurs clients ; 4° s'il reconnaît, conformément à la décision du Conseil d'Etat (arrêt du 9 avril 1962, n°s 20517, 20518 et 20519), que les exploitations directes des communes et les entreprises concessionnaires assurant la perception des droits prévus pour le stationnement et l'occupation temporaire du domaine public et qui ne peuvent pas être considérées comme exclues des dispositions de l'article 4 de la loi du 28 juin 1941 (art. 1654 du Code général des impôts) doivent, dans les conditions du droit commun, les mêmes droits fiscaux, les mêmes contributions, les mêmes taxes, les mêmes impôts de façon rigoureusement égale.

17136. — 29 septembre 1962. — **M. Le Theule** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'aucune prescription à l'égard de l'imposition sur le revenu des sommes allouées, à titre d'indemnisation, en application de l'accord franco-allemand du 15 juillet 1960 et du décret n° 61-971 du 29 août 1961, ne figure dans les instructions de l'administration. Il lui demande si les sommes provenant de cette indemnisation sont susceptibles d'être assujetties à l'impôt sur le revenu.

17137. — 29 septembre 1962. — **M. Carous** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 a décidé la construction d'immeubles de caractère définitif, constructions directes par l'Etat ou par les associations syndicales de reconstruction pour le compte de l'Etat. Il lui demande si l'on doit considérer comme immeubles d'Etat (au sens de l'article 22, alinéa 2, du Code général des impôts et de la décision ministérielle du 31 mars 1949 portant exemption de la contribution foncière pendant vingt-cinq ans) tous les immeubles, sans distinction, construits en application de cette ordonnance.

17138. — 29 septembre 1962. — **M. Pierre Ferri** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'instruction générale du 31 janvier 1928, article 16, note 1, prévoit que, pour la détermination des bénéfices industriels et commerciaux, le montant des achats doit être diminué du prix des marchandises que l'exploitant prélève dans son magasin pour son usage personnel ou celui de sa famille. Il lui demande : 1° si cette règle de l'évaluation des prélèvements personnels au prix de revient serait également applicable dans le cadre d'une cessation d'entreprise pour la totalité ou la fraction d'un stock que l'exploitant conserverait aux fins d'utilisation ou de consommation personnelle ; 2° dans l'affirmative, s'il en serait de même dans le cadre d'une société commerciale procédant à sa dissolution et dont le stock de marchandises serait réparti entre les associés pour leur usage personnel.

17139. — 29 septembre 1962. — **M. Jacques Féron** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le droit de bail n'est pas réclamé à raison des locaux mis à la disposition d'un salarié à titre d'accessoire du contrat de travail lorsqu'en raison de la nature du service requis, l'exécution du contrat de travail implique nécessairement, en droit ou en fait, l'occupation du logement mis à la disposition du salarié (réponse à la question écrite n° 14991, Journal officiel, débats Assemblée nationale, 27 juin 1962). Il lui demande : 1° s'il ne lui paraît pas possible d'admettre la même mesure de tempérament lorsqu'en raison de l'implantation d'une usine dans une région essentiellement agricole, où les possibilités de logement sont inexistantes, l'exécution du contrat de travail implique aussi nécessairement, en droit ou en fait, l'occupation du logement mis à la disposition du salarié ; 2° si la mesure de tempérament susvisée s'applique, que l'employeur réclame ou non une redevance d'occupation.

17140. — 29 septembre 1962. — **M. Turc** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** si une société d'économie mixte de rénovation urbaine, qui a passé avec la ville dont elle rénove un quartier une convention par laquelle elle est mandataire

de ladite ville pour la conduite de ses opérations, peut prétendre aux exonérations fiscales dont profite son mandant pour les acquisitions nécessaires à l'accomplissement de sa mission; l'ensemble de l'opération ayant été déclaré d'utilité publique et ayant fait l'objet d'une enquête parcellaire préalable à ladite déclaration en vue d'expropriation éventuelle.

17141. — 29 septembre 1962. — M. Godonnèche expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un certain nombre de négociants voyageurs originaires du Massif Central et exerçant leur profession en Algérie se trouvent dans une situation très pénible. Ayant leur domicile et étant inscrits au registre du commerce en métropole, ils n'ont pas été jusqu'à présent considérés comme rapatriés d'outre-mer. Cependant, ils ont subi du fait des événements d'Algérie de très graves préjudices: perte totale de leur clientèle, représentant parfois plusieurs générations de travail; perte des sommes investies en crédits, et dont le recouvrement est devenu des plus problématiques; perte de leur stock de marchandises, dont le rapatriement est jusqu'à ce jour impossible; perte de leurs biens, meubles. De retour en France, ces négociants voyageurs doivent envisager leur réinstallation, l'achat de nouvelle clientèle, la reconstitution de leur stock. Il lui demande: a) si des dispositions ont été prévues au titre de son ministère pour les aider dans cette situation difficile; b) dans la négative, quel est le département ministériel habilité à connaître de semblables situations.

17142. — 29 septembre 1962. — M. Dalbos attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la réponse adressée à la question écrite n° 13648 de M. Richards, député (J. O. du 10 mars 1962, débats A. N.), et dans laquelle il a indiqué sa position en ce qui concerne les délais à observer entre le début et la fin d'une vérification fiscale. Il résulte de cette réponse que la notification des résultats constitue la fin de la vérification et que cette notification peut intervenir jusqu'à l'expiration du délai de prescription, c'est-à-dire en matière d'impôts directs dans les quatre ans qui suivent l'année au titre de laquelle l'imposition est due (article 1966, paragraphe 1, du C. G. I.). Mais, la notification interrompant la prescription (loi du 2 avril 1955, paragraphe II, 2), il appelle son attention sur la pratique qui consiste pour l'administration à préserver ses droits présumés en notifiant les résultats qu'elle estime devoir apporter aux déclarations et ensuite à ne pas répondre aux observations faites par le contribuable en désaccord avec ces redressements. Aucun délai de réponse n'étant opposable à l'administration, le contribuable n'a aucune possibilité de savoir si ses arguments ont été pris en considération, si la procédure est close, ou si le vérificateur répondra dans un délai qu'aucune prescription, sinon celle trentenaire de droit commun, ne vient interrompre. Des inconvénients extrêmement sérieux résultent de cette pratique qui tend à se généraliser. Cecl, en particulier, dans le cas des sociétés qui sont tenues de présenter annuellement à leurs actionnaires des comptes rendus de la vie sociale, desquels ne saurait être exclue l'indication de vérifications fiscales en cours. Les assemblées générales, ignorant les disponibilités exactes de la société subordonnées aux résultats des vérifications, ne peuvent se prononcer sur les distributions de bénéfices. La vie sociale est paralysée dans ce qui constitue le but même de la société, le partage des bénéfices. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun qu'une mesure soit prise pour que l'administration soit dans l'obligation de faire connaître, dans les circonstances ci-dessus exposées, si elle maintient les prétentions qu'elle a notifiées, ou si elle se range à l'avis exprimé par le contribuable et abandonne ses conclusions primitives, afin que la véritable fin de la vérification soit connue sans ambiguïté dans un délai normal et impératif.

17143. — 29 septembre 1962. — M. Palméro expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les droits et taxes d'enregistrement sur les ventes de fonds de commerce ou de murs commerciaux, fixés à 20 p. 100 environ du prix de vente, sont jugés par les intéressés comme trop élevés et paraissent gêner les transactions. Il lui demande s'il n'envisage pas de réduire ces droits.

17144. — 29 septembre 1962. — M. Frédéric-Dupont demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques les raisons pour lesquelles les retraités de la caisse des dépôts et consignations n'ont pas encore touché le rappel d'augmentation prévu à compter du 1^{er} janvier 1962, alors que le personnel en activité l'a déjà touché depuis trois mois. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à une situation aussi injuste.

17145. — 29 septembre 1962. — M. Robert Ballanger attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les difficultés créées, notamment à certains fonctionnaires de l'Etat, agents des services publics ou des entreprises nationalisées qui, ayant acquis depuis moins de sept ans un terrain sur lequel ils envisageaient de faire construire un pavillon,

ont été dans l'obligation de le revendre pour acheter un terrain à bâtir plus proche de leur nouveau domicile ou de leur nouveau lieu de travail, par les dispositions de l'article 4 de la loi de finances pour 1962 instituant un prélèvement de 25 p. 100 sur les plus-values réalisées à l'occasion de la cession des terrains non bâtis et du décret d'application n° 62-606 du 23 mai 1962. Il lui demande si, au cas où les intéressés sont en mesure d'apporter la preuve que la cession a été faite pour des motifs de cet ordre, il n'envisage pas d'assouplir la réglementation, ou tout au moins de consentir à ces personnes physiques des délais de paiement compatibles avec leur rémunération.

17146. — 29 septembre 1962. — M. Nilès expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que de nombreux fonctionnaires retraités classés dans l'ancienne échelle 6 C attendent, avec une impatience que justifie amplement le coût de la vie, la révision de leur modeste pension et le paiement du rappel y afférent en application du décret n° 61-583 du 10 juin 1961 prenant effet du 1^{er} janvier 1961. Il lui demande: a) les raisons d'un tel retard; b) les dispositions qu'il compte prendre afin que les opérations de révision et de paiement des rappels de pension interviennent dans les plus brefs délais.

17147. — 29 septembre 1962. — M. Pic expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation des commis de préfecture qui n'ont pas bénéficié, comme les agents de même catégorie de certaines autres administrations de l'Etat (finances, travail, agriculture, etc.), des avantages prévus par le décret du 19 juillet 1958. Une intervention avait déjà été faite à ce propos à la tribune de l'Assemblée nationale, il y a quelques années, au moment du vote du budget du ministère de l'intérieur et des assurances avaient été données par M. le ministre de l'intérieur de l'époque en vue du règlement favorable de cette question pour les commis de préfecture. A l'heure actuelle, toutes les propositions qui ont été faites sont demeurées vaines, des motifs ayant été invoqués par le ministre des finances pour refuser le bénéfice des dispositions du décret du 19 juillet 1958 aux commis issus de la loi du 3 avril 1950, considérés comme recrutés en dehors des règles statutaires. Il semble que les commis de préfectures soient victimes d'une injustice puisque d'autres administrations de l'Etat ont fait application de ce texte à leurs agents recrutés en application de la loi sur l'auxiliaire. Par ailleurs, ces commis pourraient bénéficier de la réforme des cadres C et D puisqu'ils auraient acquis, par application du décret du 19 juillet 1958, l'ancienneté suffisante pour être admis dans l'échelle ES 4. M. le ministre de l'intérieur, dans sa réponse à une question écrite n° 15719, publiée au J. O. du 11 août 1962, a laissé espérer un règlement favorable de cette situation sous réserve de l'accord de M. le ministre des finances. Il lui demande dans quel délai les dispositions nécessaires seront prises pour rétablir la parité des commis de préfecture avec leurs homologues des autres administrations de l'Etat, en les faisant bénéficier des avantages prévus par le décret du 19 juillet 1958.

17148. — 29 septembre 1962. — M. Motte demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1° quel est le montant des sommes mises à la disposition du gouvernement polonais par le Gouvernement français pour le règlement des diverses sortes de prestations versées à des ouvriers polonais ayant travaillé en France et résidant actuellement en Pologne, et en quelle monnaie ces règlements sont faits aux autorités polonaises; 2° s'il est informé de la monnaie dans laquelle les bénéficiaires reçoivent leurs prestations; 3° dans l'hypothèse où ces règlements seraient effectués aux bénéficiaires en monnaie polonaise, s'il pourrait envisager, à l'occasion d'une prochaine négociation, de modifier cette situation et, soit d'obtenir que les bénéficiaires soient réglés en France, soit d'opérer désormais les versements correspondants aux autorités polonaises dans la monnaie de ce pays.

17149. — 29 septembre 1962. — M. Darras expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un particulier, ayant acquis pour se loger une construction en mauvais état, a eu par la suite des travaux considérables à effectuer pour sa remise en état; que ces travaux ont consisté en des opérations importantes, telles que ravalement, réfection de toitures, de clôtures, de cheminées, remise en état de l'installation électrique et peintures extérieures; que l'intéressé avait demandé que ces frais soient déductibles de son imposition sur le revenu, mais que l'administration lui a refusé cette déduction sous prétexte que les dépenses effectuées se trouvaient incluses dans la déduction forfaitaire de 30 p. 100. Il lui demande quelle est la liste des dépenses que la déduction forfaitaire de 30 p. 100 sur les revenus immobiliers est réputée couvrir.

17150. — 29 septembre 1962. — M. Mariotte expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que d'après la note administrative du 6 août 1962, les entreprises ayant fait des opérations somptuaires, professionnelles ou dans l'intérêt social,

peuvent obtenir exonération de certains impôts pour les années 1959 et 1960, à condition d'établir spontanément une déclaration spéciale à ce sujet. Deux problèmes se posent à ce sujet : 1° la déclaration spéciale est évidemment obligatoire s'il s'agit de dépenses faites dans l'intérêt de l'entreprise, mais elle semble inutile s'il s'agit d'un loueur de bateaux, de voitures de luxe ou de résidences de plaisance, car ni l'article 35 de la loi du 28 décembre 1959, ni l'article 5 de la loi du 21 décembre 1961 ne visent les activités de cette nature. Il y a donc lieu, en tel cas, de s'en tenir à la déclaration primitive des intéressés comportant mention de la profession et complétée, en général, par les statuts sociaux indiquant l'objet social. Ce serait les seules justifications exigibles. Si elles avaient déjà été produites, il n'y aurait pas lieu de les réitérer, ni de les rappeler. En cas de doute, les intéressés devraient être interrogés, par une proposition de rehaussement. Il lui demande si tel est bien le point de vue de ses services. 2° La déclaration doit évidemment être faite si l'impôt de distribution est seul en cause, c'est-à-dire s'il s'agit de contribuables soumis à l'impôt sur les sociétés. Mais il serait inadmissible d'exonérer de l'impôt sur le revenu des valeurs et de l'impôt général, les associés d'une société taxée à l'impôt sur les sociétés, tandis que les exploitants individuels et les associés en nom collectif seraient taxés non seulement à l'impôt sur les B. I. C. (taxe complémentaire), ce qui est normal, mais encore à l'impôt général sur le revenu. Il lui demande si les contribuables en question doivent établir la déclaration spontanée pour échapper à l'impôt général, ou bien, dans la négative, quelles mesures il envisage de prendre en vue de combler cette lacune de la loi.

FONCTION PUBLIQUE

17151. — 29 septembre 1962. — M. Dalbos demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique : 1° si le temps légal accompli par un fonctionnaire au titre du service militaire obligatoire doit être considéré comme « passé au service de l'Etat », quand il s'agit de décompter les années de service dues à l'Etat par un fonctionnaire démissionnaire. Il est à noter que le temps de service militaire est pris en compte par l'administration pour : le calcul de la retraite ; le calcul de l'ancienneté servant de base à l'avancement de grade ; 2° dans la négative, en vertu de quel critère il n'y a pas unité de vues dans les trois cas considérés.

17152. — 29 septembre 1962. — M. Lollive expose à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique que l'article 98 du code des pensions civiles et militaires a prévu, pour les fonctionnaires civils réformés de guerre, bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, atteints d'une invalidité de 25 p. 100 au moins, que l'âge exigé pour l'ouverture du droit à pension est réduit par 10 p. 100 d'invalidité à raison de 6 mois pour les agents des services sédentaires et de 3 mois pour les agents des services actifs. Mais les fonctionnaires civils, invalides militaires « hors guerre », ne bénéficient pas de ces dispositions, malgré le préjudice de carrière et les difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs fonctions du fait de leurs infirmités. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de proposer au Parlement une modification de l'article 98 du code des pensions afin qu'il soit applicable aux invalides militaires « hors guerre » dans les mêmes conditions qu'aux réformés de guerre.

INDUSTRIE

17153. — 29 septembre 1962. — M. Ulrich expose à M. le ministre de l'industrie que, d'après les informations qui lui sont parvenues, certaines sociétés de distribution de carburant s'opposent formellement à une fermeture des stations-service susceptible de permettre aux gérants de ces stations de bénéficier d'un congé payé annuel. Il semblerait possible de prévoir dans chaque département un plan de roulement établi par les soins de l'autorité préfectorale, suivant lequel chaque station fermerait à tour de rôle pendant une période égale à celle des congés payés. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre toutes décisions utiles afin que les gérants des stations-service bénéficient comme les autres travailleurs salariés d'un congé payé annuel.

INTERIEUR

17154. — 29 septembre 1962. — M. Lefevre d'Ormesson demande à M. le ministre de l'intérieur si, à la suite de la décision prise par M. le Président de la République de consulter prochainement le pays par voie de référendum, il ne lui paraît pas indispensable de faire procéder, préalablement, à la révision des listes électorales, afin de permettre aux nombreux Français réplés d'Algérie d'avoir la possibilité de s'y faire inscrire.

JUSTICE

17155. — 29 septembre 1962. — M. Lollive demande à M. le ministre de la justice si, en application de l'article 32 bis de la loi du 1^{er} septembre 1948 modifié par l'article 1^{er} du décret n° 60-1057 du 1^{er} octobre 1960, le propriétaire qui a notifié au locataire, par lettre recom-

mandée avec avis de réception, le décompte du nouveau coefficient d'entretien et à qui le locataire a fait connaître, dans le délai de deux mois, par lettre recommandée avec avis de réception, son désaccord motivé et le loyer qu'il propose, n'est pas forcloé s'il n'a pas notifié au locataire dans le délai de deux mois par lettre recommandée ou par acte extrajudiciaire, son désaccord avec le loyer proposé par le locataire.

17156. — 29 septembre 1962. — M. Ernest Denis expose à M. le ministre de la justice qu'un attentat a eu lieu le dimanche 16 septembre 1962 à Roubaix, faisant un mort et un blessé. Un des agresseurs arrêté après le meurtre avait été condamné à mort par le tribunal des forces armées de Lille le 10 mars 1959. Cette peine avait été commuée en travaux forcés et, à la faveur des accords d'Evian, ce meurtrier avait bénéficié d'une mesure d'amnistie. Il lui demande de lui préciser le nombre de terroristes F. L. N. condamnés à mort ayant bénéficié d'une mesure d'amnistie grâce aux accords d'Evian et résidant actuellement en France.

RAPATRIES

17157. — 29 septembre 1962. — M. Richards expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés, qu'un ressortissant français, qui résidait en Algérie, a été rapatrié avec son neveu mineur, lequel, depuis plusieurs années, est à sa charge. Il lui demande : 1° si, dans ces conditions, l'oncle peut être admis comme allocataire des frais exposés par lui et nécessités par le transfert en métropole de son neveu et ce, au titre des indemnités prévues pour les rapatriés ; 2° si le dossier de cet enfant doit être établi au nom de l'oncle ou à celui du neveu ; 3° si, dans cette dernière alternative, l'oncle ne se trouve pas, ipso facto, habilité pour déclarer, signer tous documents afférents audit transfert et à percevoir les indemnités au titre de rapatrié à l'exclusion du père défaillant qui n'assurait pas, jusqu'alors et encore, les frais inhérents à la présence de l'enfant mineur chez son oncle.

17158. — 29 septembre 1962. — M. Michel Sy expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés, que, depuis l'indépendance de la Guinée, de nombreux Français non salariés ont vu disparaître les caisses de retraite par répartition établies antérieurement dans ce pays et ont perdu soit les cotisations versées, soit même la retraite perçue de ces organismes ; que la loi du 30 juillet 1960 permettant aux rapatriés d'outre-mer et notamment d'Egypte et d'Indochine, de bénéficier des dispositions de la retraite volontaire vieillesse, n'a nullement limité le bénéfice de la loi à ces deux catégories de rapatriés et que les Français de Guinée, moins nombreux certes, ont les mêmes titres à la solidarité nationale. Il lui demande quelles mesures sont envisagées pour faire cesser la discrimination dont jusqu'ici ont été victimes les Français de Guinée rapatriés.

17159. — 29 septembre 1962. — M. Dalbos attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés, sur le fait que de très nombreux agents contractuels réplés d'Algérie, provenant de diverses administrations (gardiens de la paix, employés des P. et T., etc.) sollicitent fréquemment leur reclassement en métropole. Il lui demande quelles sont les mesures décidées à leur égard par le Gouvernement et comment ces agents doivent subsister en attendant leur réintégration en métropole.

17160. — 29 septembre 1962. — M. Godonnèche expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés, qu'un certain nombre de négociants-voyageurs originaires du Massif central et exerçant leur profession en Algérie se trouvent dans une situation très pénible. Ayant leur domicile et étant inscrits au registre du commerce en métropole, ils n'ont pas été jusqu'à présent considérés comme rapatriés d'outre-mer. Cependant, ils ont subi du fait des événements d'Algérie de très graves préjudices : perte totale de leur clientèle, représentant parfois plusieurs générations de travail, perte des sommes investies en crédits et dont le recouvrement est devenu de plus problématiques, perte de leur stock de marchandises dont le rapatriement est jusqu'à ce jour impossible, perte de leurs biens meubles. De retour en France, ces négociants-voyageurs doivent envisager leur réinstallation, l'achat de nouvelle clientèle, la reconstitution de leur stock. Il lui demande : a) si des dispositions ont été prévues au titre de son ministère pour les aider dans cette situation difficile ; b) dans la négative, quel est le département ministériel habilité à connaître de semblables situations.

TRAVAIL

17161. — 29 septembre 1962. — M. Richards expose à M. le ministre du travail que des grands-parents, par suite de la défaillance du père de leurs petits-enfants, ont ces derniers à leur charge et doivent ainsi leur assurer intégralement leur subsistance. Il lui demande : 1° si, dans ce cas particulier, les grands-parents, qui

assurent la subsistance de leurs petits-enfants, ont la possibilité de percevoir les allocations familiales au lieu et place du père défaillant ; 2° dans l'affirmative, quelles sont les formalités que lesdits grands-parents devraient accomplir pour leur permettre de bénéficier des dites allocations familiales, généralement versées à ceux qui ont des enfants à leur charge ; 3° dans la négative, si le père qui percevait les allocations familiales ne doit pas les reverser aux grands-parents, et éventuellement quels sont les moyens à employer pour l'y contraindre.

17162. — 29 septembre 1962. — **M. Rivain** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la nécessité urgente de définir la situation des étudiants en stage de vacances vis-à-vis de la sécurité sociale. Il lui demande : 1° si les stagiaires, employés dans les entreprises ayant en général un rapport avec les études qu'ils mènent, sont couverts par la sécurité sociale des étudiants s'ils s'engagent à continuer leurs études après le stage ; 2° s'ils doivent, au contraire, ce qui découragerait nombre d'entreprises à les accueillir, demander leur immatriculation à la sécurité sociale comme salarié complet pendant le temps du stage.

17163. — 29 septembre 1962. — **M. Callemet** demande à **M. le ministre du travail** si un salarié, qui est en droit de bénéficier d'un congé payé annuel de dix-huit jours ouvrables et qui n'a pas utilisé ce droit depuis son entrée chez son employeur, peut demander à bénéficier des congés payés non utilisés jusqu'à ce jour.

17164. — 29 septembre 1962. — **M. Callemet** demande à **M. le ministre du travail** quels sont les critères d'attribution des allocations exceptionnelles consenties par la caisse d'allocations familiales, à quel plafond sont soumises les ressources du foyer, et ce qu'il faut entendre, de façon précise, par « quotient familial ».

17165. — 29 septembre 1962. — **M. Callemet** demande à **M. le ministre du travail** quels sont les critères d'attribution du secours à l'enfance, à quel plafond sont soumises les ressources du foyer et ce qu'il faut entendre, de façon précise, par « quotient familial ».

17166. — 29 septembre 1962. — **M. Vaschet** expose à **M. le ministre du travail** qu'un rédacteur à la direction régionale de la sécurité sociale de Paris, qui a été admis sur concours au centre d'études supérieures de sécurité sociale, se trouve de ce fait victime d'une très sensible diminution de salaire pendant l'année de scolarité, au prétexte qu'étant fonctionnaire de l'Etat et élève du centre d'études supérieures de sécurité sociale issu du second concours, il n'est pas un cadre rémunéré par le centre alors qu'il en va différemment pour les élèves issus du premier concours (personnel des organismes de sécurité sociale). Or, un arrêté interministériel du 13 avril 1962 (J. O. du 25 avril 1962) a prévu que les élèves de ce centre d'études supérieures de sécurité sociale continueraient à être rémunérés par l'administration ou l'organisme de sécurité sociale dont ils falsaient partie avant leur entrée au centre. Il lui demande : 1° pour quelles raisons ses services refusent le bénéfice de cet arrêté aux élèves issus du second concours ; 2° dans l'hypothèse où ces raisons seraient fondées, s'il n'envisage pas de faire en sorte que le même régime soit appliqué à tous les élèves du centre, quel que soit le concours dont ils sont issus.

17167. — 29 septembre 1962. — **M. Motte** demande à **M. le ministre du travail** : 1° quel est le montant général des prestations versées à des ouvriers polonais qui, ayant travaillé en France, ont regagné ensuite la Pologne ; 2° quelles en sont les sommes pour le régime général et pour chaque genre de prestations (rentes et allocations de vieillesse, pensions d'invalidité, etc.), et pour les régimes particuliers (mines, agriculture, etc.) ; 3° par quelles voies ces prestations sont acheminées vers leurs bénéficiaires et quel est le contrôle français sur ces opérations ; 4° à quel taux et en quelle monnaie ces bénéficiaires reçoivent leurs prestations, et si les réclamations éventuelles peuvent être adressées aux organismes français compétents.

17168. — 29 septembre 1962. — **M. Richards** expose à **M. le ministre du travail** que, se référant à sa réponse à sa question écrite n° 15989 (J. O., A. N., séance du 11 juillet 1962), en ce qui concerne l'indemnité forfaitaire de panier, il est difficile de comprendre les mobiles qui voudraient que cette indemnité soit considérée comme un salaire. En effet, la jurisprudence récente (arrêts de la cour de cassation, chambre civile, des 12 juillet 1957 [Daloz 1958.55], 20 juillet 1957 [Gazette du Palais, 15 novembre 1957], 16 mars 1960 [Bull. cass., 1960 2. 2.] et plus près de nous un arrêt de la cour d'appel de Nîmes, jugeant sur renvoi de la cour de cassation, le 5 avril 1962, ont admis l'exonération de la cotisation de sécurité sociale pour les primes de panier. Il lui demande : 1° s'il n'est pas inconcevable de pouvoir penser que l'indemnité de panier, réglée aux ouvriers du bâtiment et des travaux publics, puisse avoir une commune ressemblance avec l'abattement supplémentaire de 10 p. 100, dont il a été parlé, dont le but principal

est de compenser l'usure prématurée des vêtements de travail, donc avec des frais professionnels spéciaux comme le sont les abattements qui permettent de les déduire à l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les commis d'agents de change, le personnel des grandes maisons de couture, modélistes et mannequins, les internes des hôpitaux de Paris, les ouvriers forestiers, les inspecteurs d'assurances sur la vie, le personnel des casinos et des cercles, comme certains membres de l'aviation marchande, etc. ; 2° si le fait de soutenir que l'ouvrier du bâtiment et des travaux publics ne pourrait prétendre qu'à une réduction de 10 p. 100 du montant forfaitaire de l'indemnité de panier perçue à l'occasion de l'éloignement de son domicile, n'est pas un non-sens comme contraire au droit, à l'équité la plus élémentaire ou à l'esprit humain le moins averti qui devrait présider à la solution de cette question ; 3° si cela aurait alors, pour signification expresse, que l'on voudrait dénier aux travailleurs les mêmes droits que possèdent certaines classes plus privilégiées dans la nation en faisant prélever sur un salaire inexistant des cotisations de sécurité sociale qui ne peuvent avoir leur raison d'être si ce n'est au nom de l'arbitraire ; 4° si, en effet, cela n'aurait pas pour conséquence pratique de faire dire qu'à Bordeaux, par exemple, où l'indemnité de panier est de 2,7250 NF ou 272,50 anciens francs, par journée de travail passée sur des chantiers très éloignés de son domicile, un ouvrier du bâtiment ou des travaux publics ne pourrait, légalement ainsi, avoir à sa disposition, hors du salaire qui lui est reconnu par la sécurité sociale, pour ses frais de nourriture en déplacement, que

ou 0,2725 NF ou 27,25 anciens francs, pour parfaire le

100 repas qu'il doit prendre dans des conditions inhabituelles ; 5° si les organisations patronales et ouvrières ayant convenu d'un prix forfaitaire permettant au salarié de compléter sa dépense exceptionnelle par l'indemnité à lui versée par son employeur n'est pas la meilleure formule à employer à l'instar d'ailleurs des administrations françaises ; 6° si, en conséquence de ce qui précède, on peut se rendre compte qu'il ne serait pas légalement inadmissible de considérer comme un salaire ce qui n'est, en réalité, que la contrepartie d'une dépense effectuée par un salarié, certes à l'occasion du travail, mais qui n'est pas remboursée sous cette forme, par l'employeur, que pour éviter des écritures fastidieuses et compliquées et une paperasserie parfaitement inutile ; 7° s'il ne serait peut-être pas possible de trouver dans la circulaire ministérielle n° 340 S.S. une solution qui voudrait que lorsque l'indemnité de panier est accordée au personnel du bâtiment et des travaux publics, alors « que les conditions de travail ont changé » — comme par exemple, un chantier éloigné où l'ouvrier en cause ne peut, dans l'amplitude de son travail, aller chez lui pour y prendre ses repas — l'indemnité de panier ne peut, en aucune manière, être assimilée à un salaire, mais résulter, uniquement, de la juste compensation d'une dépense extraordinaire, faite à l'occasion du travail, sans doute, mais qui ne peut être considérée comme un complément de rémunération puisqu'il est avéré que ledit salarié ne peut retirer aucun profit, bien au contraire, d'un avantage qui, en somme, n'en est pas un ; 8° si, en tout état de cause, l'arrêté du 14 septembre 1960 ne précise pas, quand même, en fait, que les sommes à déduire à titre de frais professionnels, s'entendent de celles qui sont versées aux salariés ou assimilés pour les couvrir des charges inhérentes à la fonction ou à l'emploi, soit sous forme d'allocation forfaitaire, comme c'est le cas de l'indemnité de résidence attribuée aux agents de l'Etat — ce qui est parfaitement normal — laquelle est exempte de la cotisation de sécurité sociale.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

17169. — 29 septembre 1962. — **M. Richards** demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** de lui indiquer, pour chaque catégorie d'hôtel de tourisme une, deux, trois et quatre étoiles, et pour les années 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, à Lourdes, Tarbes et Pau : 1° la capacité hôtelière de ces villes (nombre d'hôtels et nombre de chambres avec toilette, bains et chambres complètes avec W.-C.) ; 2° le nombre de lits représentés ; 3° la durée habituelle des saisons, en tenant compte : a) de la hors saison, b) de la demi-saison, c) de la pleine saison ; 4° le pourcentage de fréquentation comparé avec les possibilités maxima d'occupation ; 5° les prix moyens de pension pratiqués à la personne dans chaque catégorie d'hôtel, compte tenu de la qualité de chambre et de la période d'occupation.

17170. — 29 septembre 1962. — **M. Rousseau** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** qu'une enquête effectuée auprès des milieux industriels des régions économiques : Aquitaine, Auvergne, Bretagne, Centre, Languedoc, Limousin, Poitou, Charentes, Midi pyrénéen, pays de la Loire, fait apparaître que la plupart des entreprises de ces régions demeurent pénalisées par les nouveaux barèmes et la pondération des distances, même lorsqu'elles bénéficient des récentes dispositions correctives pour une fraction de leurs transports. Les atténuations accordées présentent un caractère précaire et risquent d'être remises en cause à bref délai en introduisant de graves distorsions nouvelles. Il en résulterait pour les régions précitées une lourde menace de régression économique, au bénéfice d'autres portions du territoire national déjà plus favorisées. Etant donné que nul ne peut encore déterminer les conséquences précises d'une telle réforme, qu'il

s'agisse de l'exploitation future de divers modes de transports ou de l'avenir des économies régionales, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas sage, en se rapportant aux positions prises par le Conseil économique et social, la grande majorité des chambres de commerce et d'industrie et des offices des transports, d'abandonner le projet de réforme de la tarification ferroviaire qui doit entrer en vigueur le 1^{er} octobre 1962.

17171. — 29 septembre 1962. — M. Guy Ebrard attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur la situation excentrée du département des Basses-Pyrénées et les graves incidences de la réforme tarifaire de la S. N. C. F. sur certaines industries locales et l'économie de la région en général. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour pallier les inconvénients qui pourraient résulter de cette réforme et, en particulier, pour instituer un correctif régional avant la mise en application de la réforme.

17172. — 29 septembre 1962. — M. Davoust, se référant à sa question écrite n° 16192 du 26 juin 1962, appelle l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur une catégorie de grands infirmes auxquels il serait particulièrement nécessaire d'accorder la possibilité de se faire accompagner gratuitement par un guide dans les chemins de fer et autres moyens de transports en commun. Il s'agit des enfants débiles mentaux titulaires de la carte de grand infirme en raison de leur quotient intellectuel inférieur à 65. Ces enfants peuvent accomplir les actes ordinaires de la vie courante sans avoir recours à l'aide d'une tierce personne; mais ils ne peuvent jamais sortir seuls dans la rue, ni emprunter un moyen de transport sans être accompagnés d'un guide. Un enfant débile mental est à cet égard dans une situation beaucoup plus difficile qu'un aveugle puisque celui-ci, s'il a besoin de quelqu'un pour le guider dans le train, le faire monter ou descendre d'un wagon, peut toujours demander son chemin et se faire aider par un tiers bienveillant. Au contraire, l'enfant grand infirme mental n'a presque jamais l'usage de la parole, il est souvent infirme moteur, et toujours tributaire d'une tierce personne pour voyager, même s'il peut manger seul ou accomplir seul les actes élémentaires de la vie courante. Il lui demande si, dans ces conditions, il ne lui paraît pas équitable de prendre rapidement toutes décisions utiles, en liaison avec les services du ministère de la santé publique et de la population, afin que la gratuité des transports soit accordée à la personne qui accompagne un enfant débile mental titulaire de la carte de grand infirme.

17173. — 29 septembre 1962. — M. Rousseau expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'il existe, à Périgueux, un centre de plein air pour enfants déficients. Lorsque les enfants qui fréquentent cet établissement appartiennent à une famille assujettie à la sécurité sociale, celle-ci bénéficie d'une participation de la caisse d'allocation familiale, établie en fonction du quotient familial. Par contre, s'ils appartiennent à une famille d'agent de la S. N. C. F., celle-ci ne peut prétendre à aucune participation de la caisse de prévoyance parce qu'il ne s'agit pas d'un internat. A salaire égal des parents, il existe donc une situation différente pour l'enfant d'un assuré social et l'enfant d'un cheminot. Celle-ci provoque un malaise profond dans les familles S. N. C. F. de Périgueux qui se trouvent ainsi injustement pénalisées. Il lui demande s'il ne pourrait pas envisager, dans un véritable souci d'équité, l'attribution d'une subvention au titre social pour les familles d'agents dont les enfants sont contraints, en raison de leur état de santé, de fréquenter l'établissement précité.

17174. — 29 septembre 1962. — M. Desouches expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la publication du projet d'installation d'un aéroport destiné à la formation aéronautique du travail aérien et des transports, sur le territoire de la commune de Bailleau-sous-Gallardon, a soulevé une juste émotion dans le monde aéronautique d'Eure-et-Loir, qui craint que cet aéroport ne fasse concurrence à celui de Chartres-Champhol, situé à proximité de la ville. Il lui demande s'il n'estime pas plus rationnel et plus logique de mettre tout en œuvre pour, sinon restituer à la base aérienne de Chartres une activité militaire, tout au moins utiliser au maximum ses possibilités, plutôt que de créer à grands frais de nouvelles installations concurrençant les premières.

17175. — 29 septembre 1962. — M. Cruels expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'à la suite d'une décision récente du Gouvernement, le commissariat général au plan a été chargé d'étudier l'incidence des nouveaux tarifs ferroviaires sur l'économie des régions. Il lui demande: 1° s'il estime logique et justifié d'autoriser la mise en application de cette réforme le 1^{er} octobre 1962, alors que ne sont pas encore connues les conclusions de cette étude; 2° si cette méthode ne risque pas de perturber gravement l'économie de certaines régions, que l'étude du commissariat général au plan révélerait comme particulièrement pénalisées par la réforme des tarifs de la S. N. C. F.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

15992. — M. Drouot-l'Hermine demande à M. le Premier ministre s'il ne lui paraît pas indispensable de faire en sorte que le droit de grève, qui est une liberté fondamentale et constitutionnelle de la République, ne puisse pas être pratiqué dans n'importe quelle condition par les salariés des services généraux de la nation, car il lui semble que si le droit de grève est une liberté républicaine, le droit au travail est également une liberté garantie par la République. Il est difficile d'admettre que, pour faire valoir des revendications qui sont sans doute justifiées, le personnel des services généraux de la nation, que ce soit des transports, de l'énergie ou des transmissions, puisse, par une simple décision de leurs leaders syndicaux, empêcher des millions d'autres travailleurs de percevoir les salaires auxquels ils auraient droit s'ils n'étaient pas dans l'impossibilité d'accomplir leur journée de travail. (Question du 14 juin 1962.)

Réponse. — En l'absence d'une réglementation générale du droit de grève déterminée par la loi, les conditions d'exercice de ce droit par les agents des services publics ont néanmoins été précisées par les pratiques administratives et les décisions des tribunaux administratifs et judiciaires. C'est ainsi qu'il a été admis la nécessité d'assurer la continuité du service public, la sécurité du pays et l'obligation de faire face aux besoins vitaux de la population, ne permettant ni le recours à la grève dans n'importe quelles conditions, ni l'emploi de n'importe quelle forme de grève, de telle sorte notamment que des actions inopinées ne puissent avoir pour conséquence une perturbation générale de la vie nationale. En outre, le Gouvernement, lorsqu'il le juge utile, peut avoir recours à l'exercice du droit de réquisition.

16732. — M. Mahias expose à M. le Premier ministre que les commissions départementales d'équipement chargées de donner leurs avis aux préfets sur la coordination des opérations d'équipement à l'échelon départemental et sur les plans régionaux de développement économique et social et d'aménagement du territoire, ne comprennent aucun représentant des intérêts professionnels. La création de sections spécialisées dont la composition n'est pas définie pour chaque secteur d'équipement et dont les commissions actuellement existantes peuvent tenir lieu, ne peut assurer la représentation correcte des intérêts professionnels en cause. Il lui demande s'il ne lui semble pas opportun que soient apportées à la circulaire interministérielle du 18 décembre 1961, toutes modifications utiles en vue d'instituer une représentation des chambres d'agriculture au sein des commissions départementales d'équipement. (Question du 11 août 1962.)

Réponse. — En décidant, par circulaire du 18 décembre 1961, la mise en place de commissions départementales de l'équipement, le Gouvernement a tenu tout spécialement à insister sur le caractère très souple que devait revêtir le statut de ces nouveaux organismes départementaux, afin d'éviter un bouleversement trop brutal de l'organisation administrative actuelle. C'est pourquoi il a paru préférable de ne pas fixer de façon formelle le nombre et la composition des sections spécialisées de ces commissions, mais de laisser toute latitude à cet égard aux Préfets mieux placés pour juger des nécessités locales, et d'utiliser, comme sections spécialisées, les diverses commissions départementales compétentes, à ce jour, pour les différents investissements. Cette formule permet aux représentants des intérêts professionnels de se faire entendre. Ainsi, en ce qui concerne plus spécialement l'agriculture, les comités départementaux d'équipement agricole doivent s'assurer le concours le plus complet des organismes professionnels, ainsi que le prévoit la circulaire AT 2/1/27 du 7 juillet 1962 relative à la conception des programmes d'investissement en vue de promouvoir le développement régional. Ce n'est qu'à la lumière des enseignements qu'apportera le fonctionnement de ces nouveaux organismes durant l'année en cours, et plus particulièrement des expériences poursuivies dans les quatre départements intéressés par le décret n° 62392 du 10 avril 1962 « portant expérience d'organisation nouvelle des services de l'Etat dans certains départements », que pourront être arrêtées de façon définitive la structure et la composition de ces commissions départementales de l'équipement et de leurs sections spécialisées.

AFFAIRES ALGERIENNES

15929. — M. Tomasini expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes les cas d'agents du cadre des préfectures qui, mutés en Algérie au titre de la loi du 1^{er} août 1957, se trouvent actuellement, à leur retour en métropole, dans l'impossibilité de faire suivre leur mobilier. De ce fait, ils se voient dans l'obligation de conserver leur logement dans les villes algériennes où ils étaient en fonction, les entreprises de déménagement se refusant à prendre la responsabilité d'entreposer ces mobiliers dans leur garde-meubles. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre, pour que les transports de mobiliers soient effectués d'Algérie en métropole. (Question du 8 juin 1962.)

Réponse. — L'ampleur prise par les rapatriements au cours du mois de juin 1962 n'a pas permis aux transports de mobilier de

suivre le rythme du mouvement des personnes pour lequel la totalité des moyens disponibles a dû être réservée en priorité. Mais, dès le mois de juillet, l'emploi de possibilités accrues a permis de réduire progressivement ce décalage, notamment par la mise à la disposition, jusqu'à fin octobre, de la totalité des cadres utilisés sur les lignes d'Afrique du Nord au bénéfice des entreprises assurant les transports de mobilier à partir de l'Algérie. Malgré les difficultés qui subsistent encore et qui sont dues au départ d'Algérie d'une partie du personnel spécialisé des entreprises de déménagement et à l'insuffisance des locaux disponibles pour assurer le gardiennage, le transport des mobiliers d'Algérie en France tend à se normaliser.

16782. — M. Mignot demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes quelles sont les démarches et diligences faites par le Gouvernement pour faire libérer les ressortissants français détenus dans des camps d'internement par l'A. L. N. notamment dans l'Algérois à Larba et à Mouzaïa, où se trouvent plusieurs centaines de personnes. (Question du 5 août 1962.)

Réponse. — Bien que le Gouvernement ne néglige aucune information sur la situation présumée des Français enlevés en Algérie, aucune des vérifications auxquelles il a été procédé à ce jour n'a permis la localisation de véritables camps où seraient détenus nos compatriotes. Des instructions ont été données à notre représentation diplomatique et consulaire, pour faire savoir aux diverses autorités la fermeté de notre détermination d'obtenir, outre la libération des personnes enlevées ou disparues, la condamnation des responsables de ces disparitions et l'adoption de mesures énergiques de nature à mettre fin à de telles exactions. D'autre part, M. le Premier ministre a rappelé le 1^{er} août « que la coopération entre la France et l'Algérie est liée à la coopération des communautés, elle est liée à la sécurité pour nos concitoyens en Algérie ». Aussi, comme le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes a été amené à l'exposer à l'Assemblée nationale le 24 juillet, il a été également fait observer à nos interlocuteurs que notre politique d'assistance financière, économique et sociale à l'Algérie « n'aurait pas de sens si la sécurité de nos compatriotes et les intérêts français en Algérie n'étaient pas défendus ». L'action entreprise et la vigilance de nos représentants ont permis de retrouver et de libérer, à la date du 15 août, deux cent quarante-trois personnes enlevées. Notre représentation diplomatique et consulaire poursuivra inlassablement ses efforts avec le concours de l'Association de sauvegarde. D'autre part, le Gouvernement a pris note de l'intention proclamée des autorités algériennes d'entreprendre une action vigoureuse pour restaurer la sécurité. Il ne saurait se satisfaire de manifestations d'intention et appréciera la situation en fonction des actes positifs qui les suivront.

16869. — M. Lefèvre d'Ormesson expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes que l'assistance à personne en danger — exigence de la loi française — est le plus grave problème présent créé par la situation intérieure de l'Algérie. Cette assistance, comme il a eu l'honneur de le rappeler à l'Assemblée nationale, le 24 juillet, est possible puisqu'elle a été prévue dans le texte et les commentaires des accords d'Evian, page 68, chapitre F. De même qu'il avait été prévu, au titre 2, chapitre 2, de ces accords, que nul ne pourrait faire l'objet de mesures de police, de justice, de sanction disciplinaire, de discrimination quelconque en raison de ses opinions ou d'actes commis à propos des événements d'Algérie avant le cessez-le-feu. Il lui signale, à ce sujet, que M. J.-F. Chauvel, dont la conscience et la précision des informations ne sauraient être mises en doute, a publié, dans *Le Figaro* du 28 juillet, page 5, colonne 1, un article dans lequel il signale que 423 dossiers de disparus avaient été établis par la Croix-Rouge internationale pour la seule région d'Oran et, qu'en outre, les anciens harkis, les moghaznis et autres partisans de la France avaient été arrêtés en masse dans toute l'Oranie depuis le 10 juillet. Un officier français, stationné à Tlaret, vient, de son côté, de lui écrire que les enlèvements continuaient et avaient un caractère sélectif. M. Ben Khedda, président du G. P. R. A. a, du reste, reconnu et confirmé pour sa part les exactions dont nos compatriotes sont les victimes. Dès lors, il apparaît impensable que le Gouvernement français puisse consentir le versement de prêts ou de subsides aux autorités algériennes, sur quelque poste budgétaire qu'ils puissent être prélevés, aussi longtemps que des Français et des musulmans ayant servi la France seront brimés, enlevés ou détenus sur le territoire algérien. De même qu'il apparaît hors de question que des pressions syndicales ou autres puissent être exercées sur des fonctionnaires, des professeurs, ou des instituteurs afin de les obliger à retourner en Algérie et cela aussi longtemps que leur sécurité ne sera pas assurée. Considérant que l'honneur et les lois de la France l'exigent, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour faire respecter, en Algérie, les citoyens français ainsi que les musulmans qui ont servi sous notre drapeau. (Question du 8 septembre 1962.)

Réponse. — M. le Premier ministre, dans son interview radiotélévisée du 1^{er} août, et le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes au cours des déclarations qu'il a faites à l'Assemblée nationale le 24 juillet 1962, ont l'un et l'autre précisé que « la coopération entre la France et l'Algérie était liée à la coopération des communautés » et que notre politique d'assistance financière, économique et sociale en Algérie « n'aurait pas de sens si la sécurité de nos compatriotes et les intérêts français en Algérie n'étaient pas défendus ». Il a également été souligné à de nombreuses reprises qu'aucune obligation ne pouvait être faite à des fonctionnaires fran-

çais de servir un Etat étranger. Le principe de l'assistance technique tel qu'il a été défini par les protocoles d'accord récemment signés entre le Gouvernement français et l'Exécutif provisoire, repose sur le volontariat. D'autre part notre représentation diplomatique et consulaire en Algérie a reçu des instructions très fermes pour faire savoir aux autorités algériennes notre détermination à obtenir de leur part l'adoption de mesures énergiques en vue de mettre fin à toutes les exactions.

AFFAIRES CULTURELLES

16739. — M. Mignot demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles s'il peut lui donner des explications sur le projet d'aménagement du Grand-Trianon, à Versailles, et lui fournir notamment les précisions suivantes : 1° en quoi consistent les travaux ; 2° quel en est le coût prévu et sur quels crédits sont-ils payés ; 3° dans quel but et à quelles fins sont-ils exécutés ; 4° la seule utilisation du Grand Trianon est-elle prévue sans qu'il soit question de rechercher l'utilisation de l'équipement hôtelier de Versailles qui est déjà nettement insuffisant. (Question du 11 août 1962.)

Réponse. — Les travaux envisagés au Grand Trianon, à Versailles, correspondent à un programme déjà ancien qui, grâce aux nouveaux crédits accordés par le Parlement, est susceptible d'être élargi, amélioré et accéléré. Dans le cadre de la loi-programme ainsi votée — et qui concerne sept grands monuments historiques — des travaux sont en cours d'engagement à Trianon pour assurer la restauration du gros-œuvre, la conservation du bâtiment et la réfection de ses éléments décoratifs, ce qui représente une dépense approximative de 15 millions de nouveaux francs. Ces travaux, ainsi qu'il est précisé ci-dessus, ont essentiellement pour but de remettre en état le domaine du Trianon, dont il n'est pas besoin de souligner l'état de vétusté et parfois de délabrement. Ainsi qu'il convient de procéder pour chacun des grands monuments visés par la loi-programme, il est nécessaire, afin d'assurer le plus grand effet aux travaux entrepris, de donner la meilleure affectation à ceux de ces édifices dont la mise en valeur intérieure se révèle aujourd'hui trop partielle ou insuffisante. Dans cet esprit, il est envisagé de faire en sorte que le Grand Trianon qui, fondamentalement doit redevenir un élément essentiel des musées de Versailles, puisse en outre recevoir occasionnellement les chefs d'Etat étrangers qui ne pourraient être normalement logés dans l'hôtel du ministre des affaires étrangères. Il n'est pas question de porter atteinte à l'équipement hôtelier de la ville de Versailles qui, ainsi que le souligne l'honorable parlementaire, doit être en conformité avec les besoins de cette prestigieuse cité.

16784. — M. Cailliemer demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles : 1° s'il est exact que le château du Grand Trianon, à Versailles, soit désormais fermé au public pour cause de remise en état ; 2° dans l'affirmative, quel est le montant de la dépense envisagée et à quelle date approximative le public sera de nouveau admis à visiter ce château. (Question du 25 août 1962.)

Réponse. — 1° Les travaux entrepris au Grand Trianon ont pour objet la restauration des intérieurs qui fait suite à la réfection des couvertures déjà exécutées. Ces travaux nécessiteront la fermeture du palais au public ; 2° la tranche de travaux en cours concerne la restauration des grands salons et de l'aile gauche du palais et, éventuellement, leur aménagement pour permettre d'y recevoir les hôtes de la France en visite officielle. La dépense pour ces travaux sera de l'ordre de 15 millions de nouveaux francs et le public sera admis de nouveau à visiter le château dans le courant de l'année 1964.

AGRICULTURE

14183. — Mme Ayme de la Chevellerie expose à M. le ministre de l'Agriculture qu'en application des articles 1112 et 1121 du code rural pour l'appréciation des ressources des requérants, soit à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées des professions agricoles, soit à l'allocation complémentaire de vieillesse instituée par la loi n° 61-1242 du 21 novembre 1961, il est tenu compte dans une certaine mesure du revenu fictif que sont censés procurer à l'intéressé les biens mobiliers et immobiliers dont il a fait donation au cours des années précédant la demande, aucune différence n'étant faite à cet égard entre les donations intervenues récemment et celles qui ont été faites plusieurs années auparavant. Au contraire, pour l'attribution de l'allocation supplémentaire, l'article 689 du code de sécurité sociale prévoit qu'il n'est pas tenu compte, dans l'appréciation des ressources, du revenu que sont censés procurer les biens mobiliers et immobiliers dont l'intéressé a fait donation au cours des dix années qui ont précédé la demande. Elle lui demande quelles raisons peuvent justifier cette différence de traitement entre, d'une part, les candidats à l'allocation de vieillesse des professions agricoles et, d'autre part, les candidats à l'allocation supplémentaire ; et s'il ne lui semble pas équitable d'envisager une harmonisation des dispositions des deux législations en cause. (Question du 3 mars 1962.)

Réponse. — Il paraît nécessaire de considérer la disposition particulière évoquée par l'honorable parlementaire non pas isolément, mais dans le cadre de l'ensemble des conditions d'appréciation des ressources prévues par les textes. En effet, la valeur des donations faites par les requérants à l'allocation de vieillesse ou à l'allocation

complémentaire agricole est retenue, quelle que soit leur date, pour l'appréciation de leurs ressources; mais ces dernières, en application des articles 1112 et 1122-1 du code rural sont évaluées à 3 p. 100 de la valeur des biens. En ce qui concerne l'allocation supplémentaire, une règle différente a été édictée, et c'est seulement lorsque les donations ont été faites par le requérant depuis moins de dix ans à la date de la demande, qu'il est tenu compte de leur valeur dans l'appréciation des ressources de l'intéressé. Mais ces ressources, conformément aux dispositions du règlement d'administration publique du 26 juillet 1956 prises en application de l'article L. 689, alinéa 1^{er}, du code de la sécurité sociale, sont évaluées à 10,09 p. 100 de la valeur des biens. Cette comparaison fait apparaître que les dispositions plus favorables en matière de donations ont été prises à l'égard des personnes qui sont soumises, en ce qui concerne le calcul de leurs revenus, à des règles nettement plus strictes.

16293. — M. Hostache expose à M. le ministre de l'agriculture que l'épidémie de fièvre aphteuse qui est apparue dans les Bouches-du-Rhône, si elle n'a pas eu d'effets mortels, a eu des conséquences financières très lourdes pour les éleveurs, dont le cheptel atteint ou non doit être abattu. Une indemnité doit être versée, mais la liquidation totale est faite à un prix bien au-dessous du prix de revient. Les éleveurs vont donc se heurter à des difficultés financières pour la reconstitution de leur élevage, indépendamment du long arrêt de l'exploitation. Il lui demande s'il n'envisage pas d'ajouter à l'indemnité compensatrice fixée une aide complémentaire sous une double forme: prime de remplacement et prêts pour calamité agricole à taux réduit et à échéance à moyen terme. (Question du 3 juillet 1962.)

Réponse. — Le ministre de l'agriculture ne dispose pas de crédit pour l'octroi de subventions en matière de calamités agricoles. Par contre, des prêts à taux réduit peuvent être demandés à la caisse régionale de crédit agricole mutuel par les agriculteurs se trouvant dans la zone délimitée par arrêté préfectoral, conformément aux dispositions de l'article 675 du code rural.

16404. — M. d'Aillères expose à M. le ministre de l'agriculture qu'un cultivateur se retirant à soixante ans pour convenance personnelle est radié de l'assurance maladie à dater du trentième jour qui suit le dernier semestre de cotisation versée en qualité d'exploitant. Il devra atteindre soixante-cinq ans, âge de la retraite, pour se faire réimmatriculer. Il va donc être tenu à l'écart du régime de l'assurance maladie, et ce pendant cinq ans. En matière d'assurance vieillesse le législateur a prévu la possibilité, en pareil cas, de continuer les versements à titre volontaire jusqu'à soixante-cinq ans. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre une mesure semblable pour les mêmes cas en matière d'assurance maladie. (Question du 10 juillet 1962.)

Réponse. — La rédaction actuelle de l'article 1106-1 du code rural ne permet pas de poursuivre l'assujettissement obligatoire, à l'assurance maladie des exploitants, des anciens membres des professions agricoles tant qu'ils ne sont pas titulaires de retraites ou d'allocations de vieillesse agricole. Une extension du bénéfice des prestations de l'assurance à de nouveaux assurés ne manquerait d'ailleurs pas de provoquer une augmentation des charges financières du régime. Compte tenu de l'importante participation déjà consentie par l'Etat au financement du régime, il n'apparaît donc pas possible, quant à présent, de maintenir les prestations de l'assurance aux exploitants agricoles ayant dû cesser leur activité avant l'âge de la retraite.

16621. — M. Raoul Bayou demande à M. le ministre de l'agriculture si les dispositions de l'article 4 du décret du 21 juillet 1962, qui spécifie que les quantités de vins produites par les exploitations dans lesquelles se trouvent des cépages prohibés ne peuvent sortir de la propriété, sauf à destination de la distillerie, s'appliquent indistinctement aux vins de consommation courante, aux vins délimités de qualité supérieure et aux vins à appellation d'origine contrôlée. (Question du 24 juillet 1962.)

Réponse. — Aux termes de l'article 13 du décret n° 62-826 du 21 juillet 1962 les dispositions de l'article 4 du même décret ne s'appliquent pas aux vins à appellation d'origine contrôlée dont la commercialisation fait l'objet de règles particulières arrêtées à chaque début de campagne ni aux vins ayant obtenu le label des vins délimités de qualité supérieure. Cependant il convient de préciser que le droit à l'appellation ou au label est perdu si les parcelles à appellation ou label comportent des cépages prohibés. Il est également perdu pour certaines appellations lorsque de tels cépages existent sur l'exploitation.

16623. — M. Raoul Bayou demande à M. le ministre de l'agriculture sous quelle forme il compte faire connaître aux viticulteurs le volume du quantum déterminé en application de l'article 3 du décret du 21 juillet 1962 relatif à l'organisation du marché du vin, ce décret spécifiant que le quantum sera fixé compte tenu des prévisions d'importations. Il conviendrait que le viticulteur puisse connaître: 1° le volume total des vins composant le quantum; 2° la répartition de ce volume entre les vins français et les vins importés. (Question du 24 juillet 1962.)

Réponse. — 1° Le volume total des vins composant le quantum a été fixé à 50 millions d'hectolitres par le décret n° 62-876 en date du 31 juillet 1962; 2° ce quantum a été fixé conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 62-826 du 21 juillet 1962 compte tenu des quantités de vin estimées nécessaires pour l'approvisionnement normal du marché et non selon les ressources que celles-ci soient d'origine nationale ou étrangère.

16689. — M. Raphaël-Leygues exprime à M. le ministre de l'agriculture ses craintes les plus vives concernant les perspectives de travaux dans le domaine de l'hydraulique agricole (irrigation, assainissement). Il semble que les programmes départementaux de travaux qui correspondent très généralement aux besoins exprimés par les populations agricoles soient voués à une stérilité décourageante. Un seul chiffre souligne l'ampleur de la tâche à accomplir; il existe en France 270.000 kilomètres de cours d'eau non domaniaux dont la plus grande partie appelle des aménagements. Au cours des quatre dernières années du plan (1958-1961), exclusion faite des grands aménagements régionaux (Bas-Rhône, coteaux de Gascogne, etc.), les besoins manifestés par l'ensemble des départements (demandes d'inscription au plan) se sont élevés à plus d'un milliard de nouveaux francs de travaux. En regard de ce chiffre, les autorisations de programme pour la même période n'ont permis d'engager que 273 millions de nouveaux francs, dont 41 millions de nouveaux francs seulement dans les treize départements du bassin d'Aquitaine (coteaux et landes de Gascogne exclus). Pour la prochaine période quadriennale (1962-1965), les besoins exprimés par la sous-commission de l'équipement rural du IV^e plan s'élevaient à 2.300 millions de nouveaux francs alors que les prévisions d'autorisation de programme du IV^e plan ne sont que de 266 millions de nouveaux francs de travaux. L'écart va donc en s'accroissant et les candidatures des collectivités pour des travaux d'hydraulique s'accumulent dans les bureaux des ingénieurs en chef du génie rural. Ceux-ci ne peuvent que mettre au point et parfaire des programmes d'ensemble dont la réalisation paraît aléatoire ou tout au moins lointaine; c'est notamment le cas de tout le bassin d'Aquitaine. De telles perspectives sont incompatibles avec le développement économique d'un grand pays moderne qui doit réaliser à bref délai en matière d'équipement agricole sa parité avec les autres membres du Marché commun. Enfin, l'introduction de l'irrigation constitue un facteur de stabilisation et de promotion sociale du monde agricole dont le Sud-Ouest a un grand besoin. Il lui demande les dispositions que compte prendre le Gouvernement pour doter dès 1963 le budget de crédits permettant d'établir la cadence des réalisations au niveau souhaitable. (Question du 4 août 1962.)

Réponse. — Le ministre de l'agriculture reconnaît le bien-fondé de ces observations sur la nécessité d'accroître les investissements pour les travaux d'hydraulique agricole (irrigation, drainage, aménagement d'émissaires et de rives) qui présentent, ainsi que l'honorable parlementaire le souligne, une grande importance pour le développement de l'économie agricole, notamment dans le bassin d'Aquitaine. Il fait observer qu'afin de ne pas décourager une demande en expansion continue, le Gouvernement s'efforce d'augmenter, dans toute la mesure du possible, les crédits budgétaires alloués pour le financement des travaux d'hydraulique agricole les plus intéressants. Le IV^e plan (cf. cahiers annexés au Journal officiel du 7 août 1962, P. E. 103) prévoit, en effet, pour le financement de ces travaux au cours de la période 1962-1965 des autorisations de programme s'élevant à la somme de 255 millions de nouveaux francs, alors que durant la période de mise en œuvre du III^e plan, le montant correspondant n'a été que de 152 millions. Cet effort peut être considéré comme un objectif minimum.

16759. — M. Junot, se référant à la réponse du ministre des finances et des affaires économiques à la question écrite n° 1 52 de M. Carou (Journal officiel, Débats parlementaires A. N. du 10 février 1962), selon laquelle les réserves des sociétés d'assurances autres que les caisses d'assurances mutuelles agricoles seraient souvent inférieures au coût réel des sinistres tel qu'il apparaissait lors des règlements effectués ultérieurement, demande à M. le ministre de l'agriculture: 1° si les caisses d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900 (caisse locale, caisse départementale ou caisse régionale, caisse centrale, etc.) sont soumises à des règles de constitution de réserves comme les sociétés d'assurances et s'il y a des mesures de contrôle permettant aux agriculteurs d'être certains que toutes dispositions de sécurité sont prises pour leur garantir une couverture normale de leurs risques; 2° s'il est possible à une caisse d'assurances mutuelles agricoles d'accorder à une autre caisse d'assurances mutuelles agricoles, à titre de prêt, les sommes qui lui seraient nécessaires pour compléter ses réserves insuffisantes. Les statuts de la mutualité agricole ne s'opposent-ils pas à ce que cette faculté puisse s'étendre éventuellement à une société d'assurance mutuelle ou à forme mutuelle non strictement agricole et non régie par la loi du 4 juillet 1900. Quelles garanties peuvent alors être données pour que les adhérents mutualistes ne courent aucun risque et ne se trouvent engagés malgré eux au-delà de leurs possibilités. (Les statuts des caisses d'assurances mutuelles agricoles prévoient en effet que, lorsque les réserves descendent au-dessous d'un certain niveau, l'assemblée générale peut décider une élévation de tarif); 3° si l'aide accordée par une caisse d'assurances mutuelles agricoles à une autre caisse peut revêtir, directement ou indirectement, la forme d'une subvention. Les statuts de la mutualité agricole ne

s'opposent-ils pas à ce que cette faculté puisse s'étendre éventuellement à une société d'assurance mutuelle ou à forme mutuelle non strictement agricole et non régie par la loi du 4 juillet 1900, puisque, dans ce cas, les excédents de cotisation des exploitants agricoles, au lieu d'être ristournés aux intéressés, pourraient être attribués à des personnes étrangères à la mutualité agricole. (Question du 11 août 1962.)

Réponse. — 1° Malgré l'absence des règlements d'administration publique prévus pour la mutualité agricole, à l'article 4 du décret-loi du 14 juin 1938 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances et dont la mise au point est en cours, les caisses d'assurance et de réassurance mutuelles agricoles sont actuellement assujetties au contrôle de l'Etat en vertu de l'article 1^{er} dudit décret-loi. A ce titre, les réserves techniques afférentes aux opérations d'assurance contre les accidents du travail et aux opérations concernant l'assurance des véhicules terrestres à moteur sont constituées dans des conditions analogues à celles qui sont prévues pour les autres entreprises d'assurance; 2° les caisses d'assurance ou de réassurance mutuelles agricoles régies par l'article 1235 du code rural sont soumises aux prescriptions du décret du 2 août 1923 et, en ce qui concerne les caisses pratiquant l'assurance contre les accidents du travail, aux prescriptions du décret du 22 août 1923. Au regard de cette réglementation, les prêts visés par l'honorable parlementaire sont admissibles entre caisses régies par l'article 1235 du code rural; ils ne sont pas admissibles si l'emprunteur est une société d'assurance mutuelle ou à forme mutuelle non régie par l'article 1235 du code rural; d'ailleurs une telle société ne peut contracter des emprunts que dans les conditions prévues à l'article 41 du règlement d'administration publique du 30 décembre 1938 rendu pour l'application du décret-loi du 14 juin 1938; 3° les statuts des caisses d'assurance ou de réassurance mutuelles agricoles prévoient l'affectation des excédents de recettes aux réserves jusqu'à concurrence d'un minimum déterminé. Au-delà de ce minimum, le surplus des excédents de recettes est à la disposition de l'assemblée générale.

16788. — M. Desalle demande à M. le ministre de l'agriculture dans quelles conditions il pense envisager l'amélioration matérielle des conseillers techniques détachés à titre d'agents contractuels dans certains centres de foyer agricole. Le recrutement de ceux-ci devient de plus en plus difficile, les départs de l'administration sont nombreux, et il serait infiniment regrettable de ne pas attirer et maintenir ces fonctionnaires dans des services agricoles qui rendent les plus grands services aux agriculteurs. (Question du 25 août 1962.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les conseillers agricoles, qui sont des agents contractuels exerçant leurs fonctions dans les foyers de progrès agricole, bénéficient d'une rémunération fixée par référence à des indices de la hiérarchie des personnels de l'Etat auxquels correspondent les indices bruts suivants: a) moyen: 355; b) maximum: 455. Compte tenu de la nécessité de maintenir un décalage entre la situation de ces agents et celle des fonctionnaires titulaires du corps des ingénieurs des travaux agricoles dont les conseillers agricoles sont les subordonnés, il n'apparaît pas possible, dans l'immédiat, d'envisager une augmentation de la rémunération de ces derniers. Cependant, aux termes du décret n° 62-985 du 14 août 1962 fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs des travaux agricoles, les conseillers agricoles justifiant de cinq ans de services en cette qualité ont la possibilité d'accéder à ce corps par la voie d'un concours interne sans avoir à justifier de la possession des diplômes exigés des candidats au concours normal d'accès à cet emploi dont l'échelonnement indiciaire est fixé à 265-635 en indices bruts. A titre transitoire il est prévu que la limite d'âge de quarante ans ne sera pas opposée aux candidats exerçant les fonctions de conseillers agricoles.

16790. — M. Douzans, considérant que le décompte du prix obtenu par les organismes stockeurs de blé dur situe le prix de cette céréale en dessous du cours de l'année dernière, considérant que les récentes décisions gouvernementales avaient pour objet de faire obtenir aux producteurs 56,50 NF au quintal, prime semences comprises, demande à M. le ministre de l'agriculture s'il compte prendre toutes mesures utiles pour que le prix minimum exigé par les producteurs soit effectivement payé au quintal livré, afin que soit respecté l'esprit de la loi d'orientation agricole et que soient réalisés les objectifs du IV^e plan. (Question du 25 août 1962.)

Réponse. — 1° Aux termes de l'article 1^{er} du décret n° 62-860 du 27 juillet 1962, le prix indicatif du blé dur est fixé, pour la zone de production, sortie organisme stockeur Carcassonne, à 54,30 NF par quintal de grains de qualité saine, loyale et marchande. Si on tient compte de la marge de l'organisme stockeur, le prix indicatif se situe, au stade de la production, à 53 NF environ. Un décret actuellement soumis à la signature des ministres intéressés prévoit qu'il s'y ajoutera une prime d'ensemencement de 3,50 NF, aboutissant ainsi au prix de 56,50 NF cité par l'honorable député; 2° la fixation du prix de seuil à l'exportation à un prix relativement important (55,99 NF au stade C. A. F. correspondant à 57,29 dérivé) permet de penser que le prix effectivement payé aux producteurs sera voisin des 56,50 NF susvisés. Le ministère de l'agriculture et les administrations compétentes s'y emploieront, au demeurant, au maximum de leurs possibilités.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

12880. — M. Fanton expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que la lecture de la liste des associations de la loi de 1901, subventionnées en 1960, fait apparaître qu'une somme de 30.000 nouveaux francs a été versée à un « comité international de la neutralité de la médecine en temps de guerre ». Il lui demande de lui faire connaître le siège, la nature et les activités de cette association au cours de l'année considérée. (Question du 29 novembre 1961.)

16099. — M. Fanton rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que, le 29 novembre 1961, il a posé, sous le n° 12880, une question écrite en vue de connaître le siège, la nature et les activités du comité international de la neutralité de la médecine en temps de guerre auquel une somme de 30.000 nouveaux francs aurait été versée en 1960. Aucune réponse ne lui ayant été faite à ce jour, il lui demande s'il compte lui faire connaître les motifs de ce retard. (Question du 20 juin 1962.)

Réponse. — Le comité international de la neutralité de la médecine en temps de guerre, dont le siège est 37, rue de Bellechasse, à Paris, fonctionne sous la présidence d'honneur du ministre des anciens combattants et victimes de guerre. Ce comité est présidé par M. le professeur Charles Richet, grand croix de la Légion d'honneur, membre de l'académie de médecine; ses vice-présidents sont, entre autres, M. le professeur Piedelievre, membre de l'académie de médecine, ancien président national du conseil de l'ordre des médecins, et le révérend père Riquet. Le comité international de la neutralité de la médecine en temps de guerre a pour tâches, d'une part, l'enseignement et la diffusion des conventions de Genève, d'autre part, la formation spécialisée des personnes qui, dans le domaine médical, juridique et moral, sont susceptibles de veiller à l'application de ces conventions, en collaboration avec le comité international de la Croix-Rouge. La subvention accordée est destinée au fonctionnement du comité international (organisation de colloques internationaux, impression de rapports, organisation de l'enseignement et de la diffusion des conventions de Genève, propagande dans les différents pays en faveur des buts poursuivis par les promoteurs du comité) ainsi qu'à l'organisation du deuxième congrès international de la neutralité de la médecine, qui se tiendra sous les auspices du ministre des anciens combattants et victimes de guerre, très prochainement.

14700. — M. Collette expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que l'article 13 de la loi du 31 décembre 1953 a créé une allocation spéciale dite aux « implacables » destinée à aider les invalides de guerre se trouvant dans une impossibilité médicalement constatée d'exercer une activité professionnelle quelconque; que cet article de loi fut abrogé après une application plus que sporadique par le décret du 31 décembre 1957; que, depuis, il n'a pas encore été apporté de solution à aucun dossier de demande d'allocation parce que le règlement d'administration publique n'a été publié que le 2 mai 1961 et que les instructions ministérielles afférentes ne sont pas encore diffusées; qu'il en résulte que la volonté du législateur d'apporter une juste réparation aux invalides de guerre ou militaires les plus dignes d'intérêt a été mise en échec. Il lui demande, en conséquence, de lui indiquer: 1° à quelle date il compte diffuser la circulaire d'application qui permet l'étude définitive des dossiers en instance; 2° quel est, pour le département du Pas-de-Calais, le nombre d'allocations aux implacables qui ont été effectivement concédées par décision ministérielle ou validées par arrêté interministériel depuis le 1^{er} mai 1954. (Question du 31 mars 1962.)

Réponse. — L'article 13 de la loi du 31 décembre 1953 a introduit dans la législation des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre une disposition nouvelle (codifiée à l'article L. 35 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre) créant une allocation d'un caractère particulier destinée à garantir un minimum de ressources convenable aux invalides qui, en raison des infirmités leur ouvrant droit à pension, se sont trouvés ou se trouvent dans l'impossibilité d'avoir une activité professionnelle leur permettant de se reclasser socialement. Ce texte initial de l'article L. 35 bis était trop peu explicite pour fonder une application correspondant à la volonté du législateur; aussi a-t-il été, non pas abrogé, mais modifié et complété par le décret n° 57-1400 du 31 décembre 1957 pris dans le cadre des pouvoirs spéciaux accordés au Gouvernement, texte qui à son tour prévoyait un règlement d'administration publique. Sans attendre la publication de ce dernier texte, le 6 mai 1961 (décret n° 61-443 du 2 mai 1961), des décisions attribuant l'allocation spéciale ont été prises à l'égard des invalides dont le cas relève nettement des dispositions déjà incluses dans la loi du 31 décembre 1953 et reprises par le décret du 31 décembre 1957. Les dossiers des invalides dont la situation ne pouvait être réglée avant la publication du décret du 2 mai 1961 donneront lieu à décision lorsque l'instruction définitive d'application des textes concernant l'allocation spéciale aura été diffusée. Il est actuellement procédé à l'ultime mise au point de ce texte, en accord avec le ministère des finances. Pour répondre à la deuxième question posée par l'honorable parlementaire, il est précisé qu'il y a actuellement en paiement dans le département du Pas-de-Calais vingt pensions portées au montant de l'allocation spéciale.

14811. — M. Dumortier expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que l'article 13 de la loi du 31 décembre 1953 a créé une allocation spéciale aux « implaçables » destinée à aider les invalides de guerre se trouvant dans une impossibilité médicalement constatée d'exercer une activité professionnelle quelconque ; que cet article de loi fut abrogé après une application plus que sporadique par le décret du 31 décembre 1957 ; que le règlement d'administration publique n'a été publié que le 2 mai 1961 et que les instructions ministérielles d'application ne sont pas encore diffusées ; qu'il en résulte que la volonté du législateur d'apporter une juste réparation à une catégorie d'invalides de guerre ou militaires très digne d'intérêt a été mise en échec. Il lui demande de lui indiquer : 1° à quelle date il compte diffuser sa circulaire d'application qui permettrait l'étude définitive des dossiers en souffrance ; 2° quel est, pour le département du Pas-de-Calais, le nombre d'allocations aux implaçables qui auraient été effectivement concédées par décision ministérielle ou validées par arrêté interministériel depuis le 1^{er} mai 1954. (Question du 7 avril 1962.)

Réponse. — L'article 13 de la loi du 31 décembre 1953 a introduit dans la législation des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre une disposition nouvelle (codifiée à l'article L. 35 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre) créant une allocation d'un caractère particulier destinée à garantir un minimum de ressources convenable aux invalides qui, en raison des infirmités leur ouvrant droit à pension, se sont trouvés ou se trouvent dans l'impossibilité d'avoir une activité professionnelle leur permettant de se reclasser socialement. Ce texte initial de l'article L. 35 bis était trop peu explicite pour fonder une application correspondant à la volonté du législateur ; aussi a-t-il été non pas abrogé mais modifié et complété par le décret n° 57-1400 du 31 décembre 1957 pris dans le cadre des pouvoirs spéciaux accordés au Gouvernement, texte qui à son tour prévoyait un règlement d'administration publique. Sans attendre la publication de ce dernier texte, le 6 mai 1961 (décret n° 61-443 du 2 mai 1961), des décisions attribuant l'allocation spéciale ont été prises à l'égard des invalides dont le cas relève nettement des dispositions déjà incluses dans la loi du 31 décembre 1953 et reprises par le décret du 31 décembre 1957. Les dossiers des invalides dont la situation ne pouvait être réglée avant la publication du décret du 2 mai 1961 donneront lieu à décision lorsque l'instruction définitive d'application des textes concernant l'allocation spéciale aura été diffusée. Il est actuellement procédé à l'ultime mise au point de ce texte, en accord avec le ministère des finances. Pour répondre à la deuxième question posée par l'honorable parlementaire, il est précisé qu'il y a actuellement en paiement dans le département du Pas-de-Calais vingt pensions portées au montant de l'allocation spéciale.

15510. — M. Van der Meersch signale à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre le profond désarroi d'anciens déportés qui ne trouvent pas toujours l'audience sacrée qu'ils méritent auprès des diverses administrations. Dans certains cas, il s'agit de tergiversations inutiles que les anciens déportés, malades nerveux, ne peuvent plus supporter. Il en résulte des suicides, par suite de dépression nerveuse et d'incompréhension multiples. Ces déficiences physiques et morales sont aggravées par l'insuffisance des pensions. Leur impécuniosité, malgré l'effort des familles et de leurs camarades, ne leur permet pas toujours de se nourrir normalement et de recevoir des soins qui leur sont indispensables. Il est certain qu'il n'est pas toujours agréable de supporter la mauvaise humeur, l'obstination et l'état de surexcitation mentale de ces malheureux poursuivis par leurs souvenirs. Il lui demande s'il envisage la création dans chaque direction interdépartementale et service départemental de son ministère d'un poste qui relèvera plus de l'apostolat que de la fonction, confié à un élément patient à l'extrême, psychologue, conciliant et surtout qualifié pour analyser tous dossiers, relevant des administrations civiles et militaires prises dans leur ensemble, capable de conseiller les intéressés sans les heurter et d'assurer avec persévérance et en leur nom une coordination entre les bureaux à consulter. En un mot, transmettre avec commentaires, s'il y a lieu, les conclusions négatives des problèmes présentés, qu'il s'agisse de pensions, de dommages de guerre, de questions familiales, etc. Il précise qu'il ne s'agit pas de cas relevant du département du Nord et que sa suggestion est formulée sur le plan national. (Question du 16 mai 1962.)

Réponse. — La fonction d'information et de conseil, alliée à la plus grande compréhension, dont la création est suggérée par l'honorable parlementaire, en faveur des déportés, incombe à l'heure actuelle, à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre. En effet, cet établissement public est depuis sa création, un organisme essentiellement social. Il consacre son activité, ainsi que la loi lui en fait obligation, au patronage matériel et moral de ses ressortissants. Ces derniers viennent chercher auprès de lui les conseils, l'aide et la protection dont ils ont besoin. Une des tâches essentielles des services départementaux de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre est précisément d'aider les ressortissants dans la constitution de leurs dossiers et également dans toutes les demandes et interventions qu'ils sont susceptibles de faire auprès des autres services publics. La circulaire ministérielle du 27 novembre 1961 IG a rappelé en particulier cette mission. Les victimes de guerre sont du reste accueillies dans ces services par un personnel spécialement formé en vue de l'exercice de cette vocation sociale et qui, au surplus, est lui-même en majorité composé d'anciens combattants et victimes de guerre. Les ressortissants ont donc pour interlocuteurs non seulement des profession-

nels des questions sociales, mais encore des personnes ayant connu les épreuves de la guerre. Ils sont donc assurés de rencontrer dans les services dont il s'agit, le maximum de compréhension et de sympathie.

15743. — M. Denvers expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre : 1° que l'article 13 de la loi du 31 décembre 1953 a créé une allocation spéciale dite « aux implaçables » destinée à aider les invalides de guerre se trouvant dans une impossibilité médicalement constatée d'exercer une activité professionnelle quelconque ; 2° que cet article de loi fut abrogé, après une application plus que sporadique, par le décret du 31 décembre 1957 ; que depuis il n'a encore été solutionné aucune dossier de demande d'allocation parce que le règlement d'administration publique n'a été publié que le 2 mai 1961 et que les instructions ministérielles afférentes ne sont pas encore diffusées ; 3° qu'il résulte de l'exposé ci-dessus que la volonté du législateur d'apporter une juste réparation aux invalides de guerre ou militaires les plus dignes d'intérêt a été mise systématiquement en échec. Il lui demande à quelle date il compte diffuser sa circulaire d'application qui permettra l'étude des dossiers en souffrance et aussi de lui faire savoir, pour les départements respectivement du Nord et du Pas-de-Calais, le nombre d'allocations aux « implaçables » qui ont effectivement été concédées, par décisions ministérielles ou validées par arrêté interministériel depuis le 1^{er} mai 1954. (Question du 29 mai 1962.)

Réponse. — L'article 13 de la loi du 31 décembre 1953 a introduit dans la législation des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre une disposition nouvelle (codifiée à l'article L. 35 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre) créant une allocation d'un caractère particulier destinée à garantir un minimum de ressources convenable aux invalides qui, en raison des infirmités leur ouvrant droit à pension, se sont trouvés, ou se trouvent dans l'impossibilité d'avoir une activité professionnelle leur permettant de se reclasser socialement. Ce texte initial de l'article L. 35 bis était trop peu explicite pour fonder une application correspondant à la volonté du législateur ; aussi a-t-il, non pas abrogé, mais modifié et complété par le décret n° 57-1400 du 31 décembre 1957 pris dans le cadre des pouvoirs spéciaux accordés au Gouvernement, texte qui, à son tour, prévoyait un règlement d'administration publique. Sans attendre la publication de ce dernier texte, le 6 mai 1961 (décret n° 61-443 du 2 mai 1961) des décisions attribuant le bénéfice de l'allocation spéciale ont été prises à l'égard des invalides dont le cas relève nettement des dispositions déjà incluses dans la loi du 31 décembre 1953 et reprises par le décret du 31 décembre 1957. Les dossiers des invalides dont la situation ne pouvait être réglée avant la publication du décret du 2 mai 1961 donneront lieu à décision lorsque l'instruction définitive d'application des textes concernant l'allocation spéciale aura été diffusée. Il est actuellement procédé à l'ultime mise au point de ce texte en accord avec le ministère des finances. Pour répondre à la deuxième question posée in fine par l'honorable parlementaire, il est précisé qu'il y a actuellement en paiement vingt pensions portées au montant de l'allocation spéciale dans le département du Pas-de-Calais et treize dans le département du Nord.

15794. — M. Devemy expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que dans l'état actuel de la législation (art. L. 36 et L. 37 du code des pensions militaires d'invalidité), les invalides militaires hors guerre qui ne sont pas pensionnés pour une infirmité nommée désignée (amputés, aveugles, paraplégiques ou blessés crâniens) ne peuvent bénéficier du statut des grands mutilés de guerre ni de l'allocation spéciale aux grands mutilés, alors qu'ils sont atteints d'infirmités multiples graves résultant de blessures reçues en service commandé. Cette exclusion constitue manifestement une injustice à laquelle il serait possible de remédier sans entraîner une dépense importante, en raison du nombre peu élevé des invalides militaires hors guerre atteints d'infirmités multiples ou d'impotence fonctionnelle remplissant les conditions de taux et d'origine prévues par la loi. Il lui demande s'il envisage pas de proposer au vote du Parlement une modification de l'article L. 37 du code des pensions militaires d'invalidité en vue d'admettre à bénéficier des majorations de pensions et des allocations spéciales prévues par les articles L. 17 et L. 38 les grands invalides pensionnés par suite de blessures pour une infirmité entraînant à elle seule un degré d'invalidité d'au moins 85 p. 100, ou pour infirmités multiples entraînant globalement un degré égal ou supérieur à 85 p. 100, calculé dans les conditions définies par l'article L. 36. (Question du 30 mai 1962.)

Réponse. — Les dispositions des articles L. 36 et L. 37 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ont pour objet : 1° d'une part, de conférer aux titulaires de pensions militaires d'invalidité dont les infirmités répondent à certaines conditions d'origine et de nature ou de gravité la qualification de « Grand mutilé de guerre », titre honorifique auquel s'attachent certains avantages (allocations aux grands mutilés, règles spéciales concernant le calcul des infirmités multiples) prévus respectivement par les articles L. 38 et L. 17 du code ; 2° d'autre part, d'étendre à certains grands invalides qui ne peuvent se prévaloir de la qualification de grand mutilé de guerre le bénéfice des avantages précités. En tout état de cause, sous réserve du cas des grands invalides atteints d'infirmités particulièrement graves, visés à l'article L. 37 a) du code, c'est-à-dire des grands invalides qui, par suite de blessure reçue ou de maladie contractée par le fait ou à l'occasion du service sont amputés, aveugles, paraplégiques ou atteints de lésion crânienne

avec épilepsie, équivalents épileptiques ou aliénation mentale, la condition fondamentale exigée, sans préjudice des conditions spéciales à l'une ou à l'autre d'entre elles, de l'ensemble des catégories de grands invalides visés par les articles L. 36 et L. 37, est que leurs infirmités aient été contractées soit au cours de la guerre 1914-1918, soit au cours de la guerre 1939-1945, soit au cours d'une expédition déclarée campagne de guerre par l'autorité compétente. Dans ces conditions, étant donné au surplus que les pensionnés « hors guerre » les plus gravement atteints sont d'ores et déjà susceptibles de prétendre aux allocations de l'espèce, il ne paraît pas possible, sous peine d'enlever à l'institution son caractère, d'envisager une modification des textes en cause dans le sens proposé par l'honorable parlementaire.

16469. — M. Rieunaud expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que les anciens résistants, déportés et internés, lorsqu'ils entendent contester les décisions prises à leur encontre pour l'application des statuts d'attribution des titres, doivent se pourvoir devant la juridiction administrative. Depuis la loi n° 56-557 du 7 juin 1956, il est admis que « le silence gardé par l'administration pendant quatre mois sur une réclamation équivaut à un rejet implicite », lequel peut être attaqué dans le délai contentieux de deux mois. Pendant des années, les délais contentieux ont couru depuis la notification de la décision négative du ministre. L'intéressé disposait alors de deux mois, soit pour se pourvoir directement devant le tribunal administratif, soit pour présenter un recours gracieux. Si, sur ce recours gracieux, l'administration gardait le silence pendant quatre mois, la notion de rejet implicite était acquise, permettant de saisir le juge de l'excès de pouvoir, et ce, dans un délai de deux mois. Cette interprétation des conditions de recevabilité fut celle du Conseil d'Etat et de l'ensemble des tribunaux administratifs, sauf de l'un de ces tribunaux, celui de Nice. Ce dernier jugea qu'il fallait interpréter le mot « réclamation » comme se rapportant non pas au recours gracieux, mais bien à la demande initiale. Il s'ensuivait qu'aucune décision n'étant jamais intervenue dans un délai de quatre mois à partir de la demande initiale, en raison des longs délais nécessaires pour examiner les dossiers, tous les recours devant la juridiction administrative étaient en fait irrecevables. Quand il eut à se prononcer sur des cas de l'espèce, le Conseil d'Etat a confirmé cette manière de voir. Les anciens résistants déportés et internés se trouvent ainsi privés des voies normales de recours. La bonne foi des uns et des autres a été d'autant plus surprise que les indications données par le ministre des anciens combattants et par l'office national mentionnaient la notification comme point de départ des délais de recours. Il lui demande : 1° s'il n'envisage pas de prendre toutes décisions utiles afin de remédier à la situation qui s'est trouvée ainsi créée, et d'obtenir que les anciens résistants déportés et internés puissent jouir intégralement des délais de recours qui leur ont été accordés pendant des années, étant bien précisé que les délais prévus auront comme point de départ la notification explicite de la décision du ministre ; 2° s'il ne lui semble pas opportun de rendre gratuite la procédure en la matière par analogie avec ce qui existe pour la procédure devant le tribunal des pensions, en décidant que, pour les dossiers de l'espèce, la dispense des frais de justice, prévue à l'article 43 de la loi du 4 août 1956, sera ordonnée de plein droit en première instance. (Question du 27 juillet 1962.)

Réponse. — La difficulté soulevée par l'honorable parlementaire a été examinée dès le mois d'avril 1962 par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre. C'est en effet une décision du 2 mars 1962 rendue par le Conseil d'Etat sur un appel d'un sieur M... dirigé contre un jugement du tribunal administratif de Nice en date du 14 décembre 1960, qui a fait application à cette espèce des principes de droit commun, en matière de délais, tels qu'ils ressortent des dispositions des articles 1, 2, 3 et 4 de l'article 1^{er} de la loi du 7 juin 1956. Il résulte de cette jurisprudence qu'une demande d'attribution d'un des titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : déporté, résistant, politique, etc., qui n'a fait l'objet d'aucune décision de la part du ministre dans un délai de quatre mois à compter de la date de l'enregistrement de sa demande par l'administration, est réputée avoir été implicitement rejetée. L'intéressé peut et pouvait alors se pourvoir devant le tribunal administratif régional, juge du 1^{er} degré, dans le délai de deux mois à compter du jour de l'expiration de la période de quatre mois susvisée, ou former un recours gracieux au cours de ce même délai de deux mois. Il convient d'observer enfin que lorsqu'une décision explicite de rejet prise par un ministre intervient dans ce délai (deux mois) elle fait à nouveau courir le délai du pourvoi. Ce mécanisme assez complexe qui constitue le droit commun des règles applicables en matière de délais administratifs, réserve étant faite de l'existence de règles et de délais spéciaux prévus par des textes particuliers, notamment en matière de pension, est d'une application délicate lorsque, comme en l'espèce, les réclamations des administrés doivent, préalablement à la décision du ministre, être soumises à l'avis de divers organismes consultatifs. C'est dire qu'il est à peu près impossible à l'administration de procéder à l'examen des dossiers dont elle est saisie, dans le délai susmentionné de six mois (quatre plus deux). Il convient dans ces conditions de repenser cette question, à l'effet que soient sauvegardés les droits des intéressés. Le Conseil d'Etat est actuellement saisi du problème et une solution doit intervenir très prochainement. En second lieu, il semble difficile de prévoir, même en cette matière, une dispense automatique des frais de justice institués par l'article 43 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956. La juridiction administrative a en effet

la faculté de dispenser les parties du paiement de tous droits ainsi que le prévoit l'article 48 de ce même texte, et ce, même en cas de rejet de la demande : une telle disposition d'inspiration libérale est très largement appliquée par les tribunaux administratifs régionaux, juges du premier degré.

16748. — M. Ziller demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, se référant aux arrêtés des 15 janvier 1951 et 5 novembre 1952 faisant état des différents lieux de déportation sur le territoire allemand au cours des deux dernières guerres, si une liste des lieux de déportation en Italie au cours de la guerre 1939-1945 a été établie, et dans l'affirmative : a) si cette liste est définitive ; b) si elle comprend la prison de Vintimille ; c) quels sont les camps et prisons faisant l'objet de cette liste. (Question du 11 août 1962.)

Réponse. — Les travaux entrepris dans le cadre de l'article R. 288 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre par la commission nationale des déportés et internés résistants en vue de la classification éventuelle des camps et prisons italiens n'ont pas permis en ce qui concerne ceux-ci de dresser une liste analogue à celles qui ont été publiées pour l'Allemagne. Il est apparu, en effet, qu'aucun des camps ouverts sur le territoire italien pendant le dernier conflit mondial ne répondait aux critères de l'univers concentrationnaire, et qu'en ce qui concerne les prisons, des régimes extrêmement différents avaient été appliqués à l'intérieur de chacune d'elles, de telle sorte qu'il importait de donner la qualification en fonction du régime individuel plutôt que général. Dans ces conditions, il a été décidé d'examiner attentivement les demandes tendant à obtenir le titre de déporté, formulées par des personnes incarcérées en Italie et d'inviter la commission nationale à formuler pour chacune d'elles l'avis prévu par le deuxième alinéa dudit article R. 288 ainsi conçu : « ... Si la déportation a eu lieu dans un camp ou une prison ne figurant pas sur la liste des lieux de déportation, le titre de déporté ne peut être attribué qu'après avis de la commission nationale ». J'ajoute que les services intéressés de mon département ont pour instructions permanentes d'apporter un soin particulier à la mise en état des dossiers de l'espèce en recueillant des renseignements aussi précis que possible sur le régime et les conditions de vie imposés afin de mettre en mesure la commission nationale de donner son avis en toute connaissance de cause.

16887. — M. Lacaze signale à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que la circulaire d'application du décret du 2 mai 1961 relatif à l'attribution d'une allocation spéciale aux implégables n'est toujours pas parue. Compte tenu de la situation précaire de certains pensionnés qui ne peuvent trouver un emploi correspondant à leur capacité de travail, et en fonction des espérances que le décret du 2 mai 1961 leur a procurées, il lui demande si l'étude des modalités d'application de ce texte ne pourrait être accélérée et permettre ainsi aux intéressés de bénéficier du secours qu'il prévoit. (Question du 8 septembre 1962.)

Réponse. — L'article 13 de la loi du 31 décembre 1953 a introduit dans la législation des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre une disposition nouvelle (codifiée à l'article L. 35 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre) créant une allocation d'un caractère particulier, destinée à garantir un minimum de ressources convenable aux invalides qui, en raison des infirmités leur ouvrant droit à pension, se sont trouvés ou se trouvent dans l'impossibilité d'avoir une activité professionnelle leur permettant de se reclasser socialement. Ce texte initial de l'article L. 35 bis étant trop peu explicite pour fonder une application correspondant à la volonté du législateur, il a été non pas abrogé, mais modifié et complété par le décret n° 57-1400 du 31 décembre 1957 pris dans le cadre des pouvoirs spéciaux accordés au Gouvernement, texte qui à son tour prévoyait un règlement d'administration publique. Sans attendre la publication de ce dernier texte, intervenue le 6 mai 1961 (décret n° 61-443 du 2 mai 1961), des décisions comportant le bénéfice de l'allocation spéciale ont été prises à l'égard des invalides dont le cas relève nettement des dispositions déjà incluses dans la loi du 31 décembre 1953 et reprises par le décret du 31 décembre 1957. Les dossiers des invalides dont la situation ne pouvait être réglée avant la publication du décret du 2 mai 1961 donneront lieu à décision lorsque l'instruction définitive d'application des textes concernant l'allocation spéciale aura été diffusée. Il est actuellement procédé à l'ultime mise au point de ce texte, en accord avec le ministère des finances.

ARMÉES

16498. — M. Jean-Paul Palewski demande à M. le ministre des armées s'il n'estime pas que la situation actuelle peut permettre d'assouplir les conditions prévues pour l'octroi des sursis aux étudiants, notamment en ce qui concerne les jeunes gens reçus à la première partie du baccalauréat et qui atteignent ou vont atteindre leur vingtième année en 1962, ainsi que ceux qui ont été retardés dans leurs études par suite de maladies ou d'accidents, même s'ils n'ont pas été reçus à la première partie. (Question du 17 juillet 1962.)

Réponse. — Les dispositions du décret n° 62-1045 du 3 septembre 1962 modifiant le décret n° 61-118 du 31 janvier 1961 répondent aux préoccupations de l'honorable parlementaire. Désormais, les jeunes

gens qui obtiennent la première partie du baccalauréat dans l'année civile où ils atteignent l'âge de vingt ans peuvent bénéficier d'un renouvellement de leur sursis pour préparer la seconde partie du baccalauréat. Aucune autre modification n'est envisagée en ce qui concerne les candidats au baccalauréat.

16543. — **M. Fourmond** rappelle à **M. le ministre des armées** qu'en vertu des dispositions de l'article 2 du décret n° 61-118 du 31 janvier 1961, les jeunes gens qui effectuent des études secondaires peuvent bénéficier d'un sursis d'incorporation, pour préparer le baccalauréat, dans les limites d'âge suivantes : première partie : jusqu'au 31 octobre de l'année civile où ils ont vingt ans ; deuxième partie, jusqu'au 31 octobre de l'année civile où ils ont vingt et un ans. Au cours de l'année civile 1962, les jeunes gens qui n'ont réussi à l'examen de la première partie du baccalauréat que dans l'année civile où ils ont vingt ans ne peuvent obtenir le renouvellement de leur sursis pour préparer la seconde partie que s'ils ont réussi à l'examen de la première partie avec une mention : très bien, bien ou assez bien. Les jeunes gens dont le sursis est renouvelé jusqu'au 31 octobre de l'année civile où ils ont vingt et un ans pour se présenter à l'examen de la seconde partie du baccalauréat sont incorporés quel que soit le résultat de l'examen. Il résulte de ces dispositions que tout bachelier de l'enseignement secondaire n'ayant pu obtenir la deuxième partie que dans l'année civile où il a vingt et un ans est obligé de partir sous les drapeaux, et se trouve privé du bénéfice d'un sursis d'incorporation pour continuer ses études supérieures. Cette réglementation porte un lourd préjudice à une catégorie d'enfants qui ont déjà été désavantagés, la plupart du temps, par des circonstances ou par la maladie. Il lui demande s'il n'envisage pas de modifier la réglementation actuelle, afin de permettre à ces enfants de continuer leurs études, une interruption de vingt-quatre mois étant néfaste pour le bon aboutissement de celles-ci. (Question du 19 juillet 1962.)

Réponse. — Les termes du décret n° 62-1045 du 3 septembre 1962 publié au *Journal officiel* du 4 septembre 1962, modifiant le décret n° 61-118 du 31 janvier 1961 répondent aux préoccupations de l'honorable parlementaire en ce qui concerne les jeunes gens nés en 1942, candidats à la deuxième partie du baccalauréat. En revanche, aucune modification de la réglementation actuelle n'est envisagée en ce qui concerne les jeunes gens qui obtiennent la seconde partie du baccalauréat dans l'année civile où ils atteignent l'âge de vingt et un ans.

16626. — **M. Pierre Vilon** signale à **M. le ministre des armées** qu'au B. E. T. A. P. à Pau, un officier et un sous-officier ont un comportement inadmissible à l'égard des soldats du contingent. Ainsi, pour un manquement futile, ils ont fait subir à des soldats la peine dite du « rodéo », qui consiste à les faire ramper, chargés d'une musette remplie de cailloux, tout en les frappant à coups de ceinturon ou à coups de pied. Les faits ayant été vérifiés, il lui demande les mesures qu'il compte prendre : 1° pour faire cesser immédiatement de telles pratiques ; 2° pour infliger à leurs auteurs les sanctions disciplinaires qu'ils méritent. Il lui demande en outre quelles dispositions il a prises pour interdire les sévices et brimades de tous ordres contre les soldats du contingent, en particulier dans les unités de parachutistes. (Question du 24 juillet 1962.)

Réponse. — A la suite de l'enquête effectuée au sujet d'un incident survenu à la base école des troupes aéroportées de Pau, auquel fait allusion l'honorable parlementaire, il est apparu qu'à aucun moment un soldat du contingent n'a été soumis à des exercices physiques spéciaux. Il est certain que l'entraînement physique des parachutistes demande des efforts intenses. Celui-ci reste conforme aux règlements en vigueur et fait partie des tests physiques normaux.

16629. — **M. Joyon** expose à **M. le ministre des armées** que la cessation des hostilités en Algérie, la réduction de la durée du service militaire, ainsi que la modernisation de l'armée, permettent d'espérer la libération du régime des sursis d'incorporation réglementé par le décret n° 61-118 du 31 janvier 1961 et n° 62-360 du 30 mars 1962. L'assouplissement des dispositions prévues par les textes précités mettrait, en effet, heureusement fin aux difficultés supportées dans leurs études par de nombreux jeunes gens depuis plusieurs années en raison des circonstances. Il lui demande s'il n'envisage pas, par exemple : a) de supprimer l'obligation d'obtenir une mention pour les jeunes gens n'ayant été reçu à la première partie du baccalauréat que dans l'année où ils ont vingt ans et désirant obtenir le renouvellement de leur sursis en vue de se présenter à la seconde partie ; b) d'autoriser à poursuivre des études supérieures, sans interruption, les étudiants dont le sursis a été renouvelé jusqu'au 31 octobre de l'année où ils ont vingt et un ans pour qu'ils puissent se présenter à la seconde partie du baccalauréat, s'ils ont subi avec succès cet examen. (Question du 24 juillet 1962.)

Réponse. — Les termes du décret 62-1045 du 3 septembre 1962 modifiant le décret 61-118 du 31 janvier 1961 répondent aux préoccupations de l'honorable parlementaire en ce qui concerne les jeunes gens nés en 1942. En effet, ce décret dispose en son article 2 « les jeunes gens qui effectuent des études secondaires peuvent bénéficier d'un sursis d'incorporation pour préparer le baccalauréat dans les limites d'âge suivantes : première partie : jusqu'au 31 octobre

de l'année où ils ont vingt ans ; deuxième partie : jusqu'au 31 octobre de l'année où ils ont vingt et un ans. » Le paragraphe B du précédent décret prescrivant l'obtention d'une mention est annulé. L'évolution de la réglementation dans un sens libéral telle qu'elle résulte des nouvelles dispositions représente le maximum de ce qui peut être fait actuellement.

16733. — **M. Callièmer** signale à **M. le ministre des armées** la situation d'un certain nombre de Français qui, avant d'entrer dans la gendarmerie nationale, ont travaillé dans les mines pendant plusieurs années. Il lui demande si les années de travail accomplies dans les mines comptent comme annuités pour la retraite et, dans la négative, de quelle manière il peut être tenu compte des cotisations versées au titre de ce travail antérieur. (Question du 11 août 1962.)

Réponse. — Les services accomplis dans les conditions indiquées dans la présente question, par des fonctionnaires civils ou militaires, ne sont pas susceptibles d'être pris en compte dans la liquidation d'une pension servie au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite. D'autre part, les conditions dans lesquelles les personnels en cause peuvent recevoir application du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1945, portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, et notamment des dispositions relatives au versement d'une rente ou au remboursement éventuel des cotisations, relèvent de la compétence de **M. le ministre de l'Industrie**.

16735. — **M. Rombeaut** indique à **M. le ministre des armées** que des unités de l'armée française, désarmées au moment des accords d'Evian, sont encore cantonnées dans des secteurs où les effectifs ont été considérablement réduits et dans des conditions d'isolement telles qu'elles s'apparentent à l'abandon, de même que les conditions de séjour qui leur sont faites ressemblent à celles qui sont réservées aux prisonniers de guerre. Considérant que lorsque le Gouvernement a présenté les accords d'Evian à la ratification de l'Assemblée, il n'a pas été question que l'armée française devrait livrer des prisonniers au F.L.N., il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cesse une situation dont l'existence est inadmissible et dont la prolongation serait intolérable. (Question du 11 août 1962.)

Réponse. — En exécution des accords d'Evian, le Gouvernement a décidé de procéder à la désation des effectifs militaires français en Algérie. Pour ce faire, les unités ont été progressivement regroupées et, à l'heure actuelle, en principe, aucune unité isolée n'est d'un niveau inférieur à celui du bataillon. Cependant, il peut encore exister provisoirement quelques exceptions à cette règle, par exemple pour des relais de télécommunications militaires ou civiles. S'il a parfois été jugé nécessaire de prendre des mesures très strictes de contrôle de l'armement, aucune unité des forces armées françaises en Algérie n'a été désarmée, et il n'est pas prévu de donner des instructions dans ce sens.

16749. — **M. Motte** expose à **M. le ministre des armées** qu'au début de juillet 1962, **M. le ministre de l'intérieur** a communiqué aux syndicats de la police le projet qu'il avait établi en vue de la revalorisation de la situation des policiers en civil et en tenue, après consultation et accord de divers autres ministères. Il résulte de ce projet, notamment, que les indices maxima passeraient : pour le gardien et le sous-brigadier, de 300 à 315 ; pour le brigadier, de 320 à 335 ; que le grade de brigadier-chef, supprimé depuis le 1^{er} janvier 1960, serait rétabli et recevrait l'indice de 355 (au lieu de 335 qui lui avait été attribué en tant que grade d'extinction). Or, les personnels non-officiers de la gendarmerie se trouvent actuellement à parité avec ceux de la police en tenue sur les bases suivantes (indices plafond) : gardien et sous-brigadier = gendarme et gendarme de 1^{re} classe, 300 ; brigadier = adjudant, 320 ; brigadier-chef (grade d'extinction) = adjudant-chef (grade d'extinction), proposer pour que toute revalorisation qui pourrait intervenir en 335. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre ou de proposer pour que toute revalorisation qui pourrait intervenir en faveur de la police se fasse, non seulement « dans le respect des parités sécurité nationale-préfecture de police, mais aussi dans le respect de la parité gendarmerie-police, voulue par le législateur en 1955, et que toutes sortes de raisons commandent de maintenir, plus particulièrement au sortir des épreuves que le pays vient de traverser, et au cours desquelles « l'accroissement des tâches » que les exigences de l'ordre public ont imposées à la gendarmerie, n'a pas été moindre que celui qu'a supporté la police. (Question du 11 août 1962.)

Réponse. — Malgré la différence de statut, militaire pour les uns, civils pour les autres, les corps de militaires non-officiers de la gendarmerie et de fonctionnaires en tenue des services de police présentent de nombreuses analogies tant par leur articulation que par le mode de recrutement, le déroulement de carrière, les limites d'âge du personnel, ainsi que par les sujétions inhérentes aux fonctions. Cette situation a conduit, en matière de rémunération à l'établissement en 1947, d'une parité entre les gendarmes et les personnels homologues de la police qui a été maintenue en 1961. Dans le cas où les fonctionnaires de police bénéficieraient d'améliorations indiciaires, il serait examiné dans quelle mesure les soldes de la gendarmerie pourraient s'en trouver affectés.

16750. — M. Jean Albert-Sorel demande à M. le ministre des armées s'il n'estime pas que la situation militaire actuelle permettrait un assouplissement de la réglementation des sursis d'incorporation et il lui demande, dans l'affirmative, quelles mesures il compte prendre pour permettre aux jeunes gens en cours d'études d'achever celles qu'ils ont entreprises avant d'être incorporés. (Question du 11 août 1962.)

16796. — M. Saitenave demande à M. le ministre des armées si, en raison de la fin des opérations militaires en Algérie, il n'envisage pas de revenir à des dispositions plus libérales en matière d'octroi de sursis d'incorporation aux jeunes étudiants et, en particulier, dans la perspective des conseils de révision qui se réuniront, à cet effet, fin septembre, d'assouplir les règles très strictes qui avaient été édictées, notamment en 1959, dans un souci compréhensible d'égalité, mais qui sont aujourd'hui difficilement justifiables. (Question du 25 août 1962.)

Réponse. — Les récentes dispositions du décret n° 621045 (Journal officiel du 4 septembre 1962, p. 8653) répondent aux préoccupations exprimées par les honorables parlementaires. Désormais: a) les jeunes gens en apprentissage, ainsi que ceux poursuivant des études dans des écoles de formation professionnelle ne donnant pas droit à la sécurité sociale étudiante, peuvent solliciter un sursis d'incorporation se terminant le 31 octobre de l'année civile où ils ont vingt et un ans, au lieu de vingt ans; b) les jeunes gens candidats à la deuxième partie du baccalauréat dans l'année civile où ils ont vingt ans peuvent obtenir un sursis pour préparer cet examen; le paragraphe b de l'article 11 du précédent décret prescrivant l'obtention d'une mention lors de la première partie est annulé; c) les candidats à la licence peuvent solliciter un sursis d'incorporation ou son renouvellement jusqu'au 31 octobre de l'année civile où ils ont vingt-cinq ans, au lieu de vingt-quatre ans; d) les élèves appartenant aux écoles énumérées dans la liste A' peuvent bénéficier d'un sursis d'incorporation pour la durée de leur scolarité, dans la mesure où celle-ci peut se terminer au plus tard le 31 octobre de l'année civile où ils ont vingt-cinq ans, au lieu de vingt-quatre ans. L'évolution de la réglementation dans un sens libéral, telle qu'elle résulte des dispositions énoncées ci-dessus, représente le maximum de ce qui peut être fait actuellement.

16793. — M. Lacaze expose à M. le ministre des armées que l'ordonnance n° 61-118 du 31 janvier 1961, toujours applicable en matière de sursis d'incorporation, stipule que les étudiants qui ont obtenu leur baccalauréat, première partie, dans l'année civile de leurs vingt ans ne peuvent obtenir le renouvellement pour une durée de ce sursis afin de présenter leur deuxième partie que s'ils ont obtenu une mention. Il lui demande: 1° s'il estime que cette mesure prise en fonctions de certaines circonstances et alors que les besoins en effectifs étaient importants, se justifie toujours; 2° s'il n'estime pas que le moment serait venu d'une manière générale de renoncer aux restrictions que nous avons dû apporter en matière de sursis d'incorporation et de revenir au régime antérieur. (Question du 25 août 1962.)

Réponse. — Les termes du décret n° 62-1045 du 3 septembre 1962 modifiant le décret n° 61-118 du 31 janvier 1961 répondent aux préoccupations de l'honorable parlementaire en ce qui concerne les jeunes gens nés en 1942. En effet, ce décret dispose en son article 11 que « les jeunes gens qui effectuent des études secondaires peuvent bénéficier d'un sursis d'incorporation pour préparer le baccalauréat dans les limites d'âge suivantes: première partie: jusqu'au 31 octobre de l'année où ils ont vingt ans; deuxième partie: jusqu'au 31 octobre de l'année où ils ont vingt et un ans ». Le paragraphe « B » du précédent décret prescrivant l'obtention d'une mention est annulé. L'évolution de la réglementation dans un sens libéral telle qu'elle résulte des nouvelles dispositions représente le maximum de ce qui peut être fait actuellement.

16945. — M. François Bénard demande à M. le ministre des armées s'il compte apporter un assouplissement au régime des sursis d'incorporation en faveur des jeunes gens qui, par suite de maladie grave, ont été retardés dans la poursuite de leurs études secondaires et n'ont pu obtenir la seconde partie du baccalauréat qu'à l'âge de vingt et un ans, afin de permettre leur inscription à une faculté de leur choix pour terminer leurs études supérieures sans discontinuité. En effet, un jeune homme désirant obtenir son doctorat en médecine doit, au préalable, subir l'examen probatoire du P. C. B. qui lui confère, par la suite, le droit de s'inscrire à une faculté de médecine. Comme le P. C. B. ne constitue pas une inscription valable pour l'octroi d'un sursis, celui-ci est refusé par la commission départementale siégeant à la préfecture. (Question du 15 septembre 1962.)

Réponse. — Les récentes dispositions du décret n° 62-1045 du 3 septembre 1962 (Journal officiel du 4 septembre 1962, p. 8653) modifiant le décret n° 61-118 du 31 janvier 1961, ont fait évoluer dans un sens plus libéral la réglementation relative à l'attribution et au renouvellement des sursis. Les mesures prises représentent le maximum de ce qui peut être fait actuellement et il ne peut être envisagé, comme le souhaite l'honorable parlementaire, de modifier la réglementation actuelle en faveur des jeunes gens qui obtiennent la deuxième partie du baccalauréat dans l'année civile où ils atteignent

l'âge de vingt et un ans. D'autre part, dans le cas particulier visé, il convient de signaler que le P. C. B. constitue une inscription valable pour l'octroi d'un sursis dans la mesure où l'intéressé est titulaire du baccalauréat complet dans l'année civile où il a vingt ans.

CONSTRUCTION

16797. — M. Ziller demande à M. le ministre de la construction si deux personnes qui ont acquis une propriété indivisiblement et à raison d'une moitié chacun (zone 5.000 mètres carrés), et qui veulent partager et faire cesser l'indivision (art. 815 du C. C.), peuvent envisager ce partage, et comment. (Question du 25 août 1962.)

Réponse. — Constitue un lotissement au sens de l'article 1^{er} du décret n° 58-1486 du 31 décembre 1958 « l'opération et le résultat de l'opération ayant pour objet ou ayant eu pour effet la division volontaire en lots d'une ou plusieurs propriétés foncières par ventes ou locations simultanées ou successives en vue de la création d'habitations, de jardins ou d'établissements industriels ou commerciaux ». Le partage d'un terrain acquis en indivision, en vue de l'attribution à chacun des copropriétaires d'une parcelle individualisée, est assimilable à un lotissement. En raison de l'effet déclaratif du partage (art. 883 du code civil) chacun des copartageants est censé avoir acquis son lot du vendeur originaire, si bien que l'opération s'analyse en une série de ventes. Elle répond donc à la définition susindiquée du lotissement. Les formalités à accomplir par les indivisaires sont fixées par le décret n° 59-898 du 28 juillet 1959. Conformément aux dispositions de l'article 7 dudit décret, ces formalités peuvent se trouver simplifiées et les délais d'instruction réduits si le terrain à lotir ne nécessite pas d'équipements collectifs ou l'institution de servitudes d'intérêt général. Quant à la prise en charge des travaux qui peuvent être éventuellement imposés par l'arrêté préfectoral autorisant le lotissement, elle incombe aux indivisaires.

EDUCATION NATIONALE

13758. — M. Fanton rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que, lors de la séance du 4 novembre 1960, la discussion d'un amendement qu'il avait déposé en vue de supprimer la subvention de 300 nouveaux francs à l'association « Jeunesse au plein air », avait amené un de ses prédecesseurs à répondre que si ladite organisation était autorisée à quêter sur la voie publique, elle ne bénéficierait, en la matière, d'aucun monopole, et que toute organisation pouvait profiter de quêtes de ce genre. Or, c'est avec quelque surprise qu'il a pris connaissance de la liste des quêtes autorisées au cours de l'année 1962, qui comporte la seule organisation « Jeunesse au plein air », à l'exception de toute autre alors que, à la question précise de savoir qu'il « acceptait en ce qui le concerne, d'autoriser toutes les associations organisant des colonies de vacances à quêter le même jour », le ministre de l'éducation nationale avait répondu affirmativement, il lui demande: 1° de lui faire connaître les raisons pour lesquelles la demande présentée le 9 novembre 1960 par l'union française des colonies de vacances, organisme national particulièrement représentatif puisqu'il groupe près de 40 p. 100 des œuvres de vacances françaises, n'a pas été retenu; 2° compte tenu de la date rapprochée qui a été fixée pour la campagne de « Jeunesse au plein air », de lui donner l'assurance que les engagements pris par son prédecesseur le 4 novembre 1960, seront tenus au cours des prochaines années et qu'en attendant le produit de la campagne organisée au profit exclusif de l'association « Jeunesse au plein air » sera, dès cette année, réparti entre toutes les organisations participant à l'établissement de colonies de vacances. (Question du 3 février 1962.)

16095. — M. Fanton rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que, le 3 février 1962, il lui a posé une question écrite sous le n° 13758, à laquelle aucune réponse n'a été faite à ce jour. Il lui demande s'il compte reprendre les termes de cette question et y répondre, aussi précisément que possible, dans les délais les plus rapides. (Question du 20 juin 1962.)

Réponse. — L'union française des colonies de vacances ayant obtenu satisfaction, la question posée par l'honorable parlementaire devient sans objet.

13985. — M. René Ribière rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que dans le calendrier des appels à la générosité publique figure pour la période du 2 février au 1^{er} mars la campagne de la « jeunesse au plein air » (avec quête le 11 février). Il lui demande de lui faire connaître l'affectation qui sera réservée aux fonds recueillis et de lui préciser notamment si, comme la justice l'exigerait, toutes les œuvres de colonies de vacances dûment autorisées, seront appelées à bénéficier du produit de cette collecte. (Question du 17 février 1962.)

Réponse. — L'union française des colonies de vacances ayant obtenu satisfaction, la question posée par l'honorable parlementaire devient sans objet.

14477. — M. Motte appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le fait qu'avant la guerre, « la croisade de l'air pur » était organisée par un comité national groupant les différentes associations organisant des vacances collectives et qui

bénéficiaient des résultats de la collecte au prorata de leurs efforts, après déduction des frais matériels d'organisation. Il lui demande s'il ne serait pas conforme à l'équité et aux principes du pluralisme, maintes fois affirmés en la matière par le Gouvernement, de revenir à cette pratique. (Question du 17 mars 1962.)

Réponse. — L'union française des colonies de vacances ayant obtenu satisfaction, la question posée par l'honorable parlementaire devient sans objet.

14487. — M. Dellaune demande à M. le ministre de l'éducation nationale les motifs pour lesquels le calendrier des appels à la générosité publique pour 1962 comporte des mesures discriminatoires entre les organismes s'occupant de vacances sur le plan national, alors qu'en la matière le Gouvernement a manifesté à plusieurs reprises son attachement au principe du pluralisme et que, sur le point particulier évoqué, des engagements sans équivoque ont été pris devant l'Assemblée nationale par un de ses prédécesseurs (troisième séance du 4 décembre 1960). (Question du 17 mars 1962.)

Réponse. — L'union française des colonies de vacances ayant obtenu satisfaction, la question posée par l'honorable parlementaire devient sans objet.

16298. — M. Boudet expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les professeurs techniques adjoints des lycées techniques ont obtenu, par décret du 8 août 1961, une échelle indiciaire dont l'indice terminal est de 475 (il est actuellement de 460). Or, le bénéfice de ce décret ne sera accordé qu'après réforme statutaire du cadre des professeurs techniques adjoints. Cette réforme est conditionnée par la parution du décret portant modification du concours et création du centre de formation des professeurs techniques adjoints à l'école supérieure de l'enseignement technique (E. N. S. E. T.). Il lui demande s'il envisage la parution prochaine de ce décret, qui permettrait l'application de celui du 8 août 1961. (Question du 3 juillet 1962.)

Réponse. — Trois projet de textes concernant la réforme statutaire du cadre des professeurs techniques adjoints des lycées techniques ont été préparés par les services du ministère de l'éducation nationale : un projet de décret modifiant les conditions de recrutement des professeurs techniques adjoints ; un autre créant un centre de formation des professeurs techniques et des professeurs techniques adjoints ; enfin, un projet d'arrêté fixant le traitement des élèves professeurs de ce centre de formation. Ils sont actuellement étudiés par les autres départements ministériels intéressés. Le ministre de l'éducation nationale espère fermement que leur mise au point définitive et leur signature pourront être obtenues dans un délai rapproché.

16326. — M. Rieunaud expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, d'après les informations qui lui sont parvenues, un projet de décret tendant à aménager les maxima de services des professeurs techniques et professeurs techniques adjoints des lycées techniques a été approuvé par le conseil de l'enseignement technique le 15 décembre 1960. Depuis lors aucun texte n'a été publié et ce retard suscite un certain mécontentement parmi les professeurs techniques et professeurs techniques adjoints qui constatent que le décret aménageant les maxima de services des professeurs agrégés et certifiés a été publié au *Journal officiel* du 6 décembre 1961 avec effet rétroactif au 15 septembre 1960. Il lui demande quelles sont les raisons de ce retard apporté à la publication du décret tendant à aménager les maxima de services des professeurs techniques et professeurs techniques adjoints et s'il peut lui donner l'assurance que ledit décret sera prochainement publié. (Question du 4 juillet 1962.)

Réponse. — Le projet de décret concernant les maxima de services est actuellement à l'étude. Un accord ayant été réalisé avec M. le ministre des finances et des affaires économiques sur un certain nombre de points en litige la publication de ce décret pourrait être envisagée dans un délai assez proche.

16335. — M. Caillemer demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° quel est, parmi les membres des enseignements élémentaires et complémentaires, et les adjoints d'enseignement et maîtres auxiliaires, le nombre de ceux qui, ayant toujours été au service de l'éducation nationale, sont âgés de plus de trente-cinq ans, et ne pourraient ou ne peuvent, faute du C. A. P. E. S., prétendre au titre de professeurs certifiés de lycée ; 2° si, dans le cas où ces maîtres licenciés enseignent depuis plus de quinze ans sont déjà entrés ou désireraient entrer dans l'enseignement secondaire, ils ne seraient pas dignes d'une attention particulière, même dans les disciplines non déficataires, au moment où l'on accepte des contractuels sans vocation et où de jeunes licenciés sans expérience se sont vus dispensés de épreuves écrites du C. A. P. E. S. ; 3° s'il compte prendre, en cette période de pénurie d'enseignants en même temps que de promotion du travail, des mesures exceptionnelles pour favoriser la titularisation rapide de ces quelques licenciés dans le cadre des professeurs certifiés, étant donné que, du fait de leur notable ancienneté de service dans l'enseignement, de leur qualification professionnelle indéniable et du petit nombre de

professeurs intéressés, ces mesures de faveur de caractère très limitées ne sauraient entraîner une détérioration de la qualité du corps enseignant. (Question du 4 juillet 1962.)

Réponse. — 1° Il n'est pas possible de répondre actuellement à la première question. Une enquête va être entreprise pour obtenir le renseignement demandé ; 2° plusieurs textes ont été pris, valables pour l'ensemble des disciplines, en vue de permettre aux licenciés d'enseignement de devenir professeurs certifiés. Le décret n° 47-1888 du 26 septembre 1947 a permis la titularisation sans concours, en qualité de professeurs, des candidats titulaires d'une licence d'enseignement qui étaient en fonctions avant le 1^{er} octobre 1947 dans un établissement d'enseignement public. Les demandes d'inscription sur la liste d'aptitude à une délégation ministérielle pouvant mener à cette titularisation, dite liste du plan de liquidation, furent admises jusqu'au 1^{er} novembre 1956. Des nominations au bénéfice de ce texte ont encore été faites à la rentrée scolaire de 1961. Par la suite, le décret n° 58-1082 du 7 novembre 1958 a permis de déléguer dans les fonctions de professeur, pour les années scolaires 1958-1959 et 1959-1960, les adjoints d'enseignement titulaires ou stagiaires pourvus d'une licence d'enseignement ainsi que les licenciés d'enseignement ayant accompli au moins deux ans de service dans un établissement d'enseignement public et titulaires de leur licence depuis deux ans au moins. Les bénéficiaires de cette mesure étaient titularisés dans le cadre des professeurs certifiés à l'issue d'une année d'enseignement et sous réserve d'avoir été admis aux épreuves pratiques du C. A. P. E. S. ou à l'épreuve constituée par les deux leçons de la deuxième partie du C. A. P. E. T. D'autres textes valables seulement pour certaines disciplines (mathématiques et sciences physiques [décret n° 59-932 du 3 août 1959], lettres classiques et lettres modernes [décret n° 61-937 du 24 août 1961]) permettent à des licenciés d'enseignement de devenir professeurs certifiés ; 3° un texte actuellement à l'étude va reprendre les dispositions du décret du 7 novembre 1958 et permettra le recrutement de licenciés de toutes disciplines.

16557. — M. Raphaël-Leygues expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le statut des professeurs bi-admissibles à l'agrégation a été fixé par la loi du 30 avril 1921 et que, selon ce statut, l'indemnité soumise à retenue pour pension était égale au tiers de l'indemnité d'agrégation. La catégorie des bi-admissibles, supprimée sans compensation en 1948, a été rétablie l'année suivante, mais le tiers de l'indemnité des agrégés n'a pas été maintenu pour les bi-admissibles et leurs indices terminaux ont été fixés sans motif à 560 au lieu de 585. Par ailleurs, ils avaient un maximum de seize heures hebdomadaires de 1921 à 1946, soit une heure de plus que les agrégés ; par suite de la fusion des anciennes E. P. S. avec certains collèges, certains d'entre eux sont passés au maximum de dix-huit heures, alors que la plus grande partie de leurs collègues restaient à seize heures. Il lui demande s'il n'entre pas dans ses intentions de réparer ces injustices. (Question du 20 juillet 1962.)

Réponse. — La loi du 30 avril 1921 n'a pas donné un statut aux professeurs bi-admissibles à l'agrégation. Elle a seulement attribué aux fonctionnaires de l'enseignement secondaire qui avaient été deux fois admissibles à l'agrégation une indemnité personnelle de 500 francs par an (soumise à retenue pour pension civile). Cette indemnité était égale au tiers de l'indemnité d'agrégation accordée aux professeurs de collège, fixée à 1.500 francs. Quant aux professeurs agrégés des lycées, ils avaient leur indemnité incorporée dans leur traitement. L'indemnité de bi-admissibilité à l'agrégation fut supprimée lors de l'intervention du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois du personnel de l'Etat qui stipulait dans son article 4 que les fonctionnaires ne pouvaient bénéficier d'aucune indemnité autre que celles appartenant aux catégories prévues à l'article 31 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires (travaux supplémentaires, etc.). Ce n'est que l'année suivante que le décret n° 49-508 du 14 avril 1949 donna aux professeurs bi-admissibles un classement hiérarchique (275-550) différent de celui des professeurs certifiés (250-510) sans qu'aucun texte réglementaire n'ait été pris pour créer un cadre de professeurs bi-admissibles. Un classement hiérarchique différent de celui des professeurs certifiés a été maintenu pour les professeurs bi-admissibles par le décret n° 61-881 du 8 août 1961 mais les indices terminaux des deux catégories se sont rapprochés (560 et 550) en raison de la création d'une échelle 2 chez les professeurs certifiés. Le décret n° 61-881 du 8 août 1961 a fait l'objet d'un pourvoi devant le Conseil d'Etat. Il y a lieu d'attendre l'arrêt de celui-ci pour procéder à une nouvelle étude du classement hiérarchique des professeurs bi-admissibles. Par ailleurs, le décret du 11 février 1932 relatif au service des professeurs des lycées et collèges disposait que le maximum de service des professeurs titulaires licenciés ou certifiés des lycées, âgés de moins de cinquante ans, était supérieur d'une heure au service des professeurs titulaires agrégés donnant le même enseignement. Ce maximum était donc de 16 heures. Mais le même texte fixait à 18 heures celui des professeurs de collèges de garçons et de jeunes filles, portant même à 20 heures celui des professeurs de grammaire. Aucune disposition particulière n'existait pour les professeurs bi-admissibles à l'agrégation. Par la suite, un décret du 22 décembre 1945 supprima les cadres spéciaux aux lycées et collèges et les remplaça par un cadre supérieur et un cadre normal. Le décret n° 46-915 du 3 mai 1946 modifia en conséquence les maxima de service. Les professeurs certifiés du cadre supérieur conservèrent le maximum de seize heures des anciens professeurs titulaires de

lycées, les professeurs certifiés du cadre normal (1^{re} catégorie) celui de dix-huit heures des anciens professeurs de collèges, les professeurs certifiés du cadre normal (2^e catégorie) celui de vingt heures des anciens professeurs de grammaire. Le décret n° 50-381 du 25 mai 1950 modifia à nouveau les maxima de service pour tenir compte du remplacement des cadres supérieur et normal par un cadre unique résultant du décret n° 49-303 du 8 juillet 1949; le maximum de service des professeurs agrégés fut fixé à quinze heures et celui des professeurs certifiés à dix-huit heures. Il résulte des considérations précédentes que les professeurs bi-admissibles à l'agrégation n'ont jamais bénéficié de maxima de services spéciaux. Ils ont toujours eu le même maximum de service que les professeurs certifiés selon qu'ils exerçaient dans un lycée ou dans un collège, selon qu'ils appartenaient au cadre supérieur ou au cadre normal. Il ne semble pas qu'il y ait lieu maintenant de leur donner un maximum de service spécial.

16624. — M. Cance attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le grand nombre de maîtres auxiliaires de l'enseignement technique public dont la valeur professionnelle et pédagogique est admise par son département puisqu'il leur confie des élèves depuis plusieurs années, et sur la nécessité des mesures exceptionnelles tendant à une plus large titularisation de ces maîtres auxiliaires. Certes, en 1962, deux concours ont été ouverts aux seuls maîtres auxiliaires pour le recrutement de professeurs d'enseignement technique de dessin industriel et de professeurs techniques adjoints, mais il ne peut s'agir, à l'évidence, que de premiers pas dans cette voie. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre: 1° dans l'immédiat: a) pour généraliser à toutes les catégories masculines et féminines et pour toutes les spécialités les mesures de recrutement exceptionnel parmi les maîtres auxiliaires; b) pour autoriser exceptionnellement et conformément au vœu du conseil de l'enseignement technique, les maîtres auxiliaires professeurs d'enseignement général, titulaires du baccalauréat et en fonction depuis trois ans, à se présenter au concours de recrutement des professeurs d'enseignement général et en particulier au concours qui doit avoir lieu en septembre 1962; 2° en règle générale, pour titulariser les maîtres auxiliaires après un stage probatoire à l'école normale nationale d'apprentissage qui leur permettrait d'obtenir le certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement technique, étant entendu que ce stage probatoire serait ouvert aux maîtres auxiliaires ayant au moins trois ans de fonctions et dont la valeur pédagogique et professionnelle aurait été appréciée par une commission mixte. (Question du 24 juillet 1962.)

Réponse. — Les arrêtés du 9 octobre 1961 ont institué des concours spéciaux pour le recrutement des professeurs d'enseignement technique théorique de dessin industriel et des professeurs techniques adjoints de collèges d'enseignement technique. Une session a déjà eu lieu et il est prévu que d'autres concours seront ouverts à compter du 16 octobre 1962. Un texte actuellement en cours d'étude prévoit des mesures destinées à permettre, dans certaines conditions, aux maîtres auxiliaires de se présenter aux concours de recrutement des professeurs d'enseignement général de collèges d'enseignement technique. Ce texte a été transmis aux différents départements ministériels intéressés. La titularisation des maîtres auxiliaires après examen ne peut être envisagée, car elle constituerait une mesure dérogatoire au principe général de recrutement par concours des catégories A et B prévu par le statut des fonctionnaires.

16625. — M. Cance expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le projet de décret relatif aux maîtres auxiliaires de l'enseignement technique comporterait au moins deux graves lacunes. D'une part, les maîtres auxiliaires de l'enseignement technique pourraient, à toute époque de l'année scolaire, faire l'objet d'une mesure de licenciement sans préavis, par simple arrêté rectoral. D'autre part, ils n'auraient pas droit à la prise en compte pour l'avancement des services accomplis à partir de l'âge de vingt ans soit dans l'industrie, soit en qualité de maître d'internat ou de surveillant d'externat. Il lui demande: 1° si ces informations sont exactes; 2° dans l'affirmative, s'il ne pense pas devoir modifier le projet de décret afin que: a) le licenciement des maîtres auxiliaires de l'enseignement technique ne puisse avoir lieu, ni sans un préavis au moins égal à celui dont bénéficient les travailleurs du secteur privé à rémunération mensuelle, ni au cours de l'année scolaire; b) soient pris en compte pour l'avancement des intéressés les services d'industrie effectués à partir de l'âge de vingt ans et pour une durée de cinq années ainsi que les services de maîtres d'internat et surveillants d'externat. (Question du 24 juillet 1962.)

Réponse. — Le décret n° 62-379 du 3 avril 1962 a fixé les dispositions réglementaires applicables aux maîtres auxiliaires des écoles normales primaires et des établissements des enseignements classiques, modernes, techniques et professionnels. Son article 10 stipule qu'en raison de la nature de leurs fonctions les maîtres auxiliaires peuvent, à toute époque de l'année scolaire, faire l'objet d'une mesure de licenciement sans préavis, par arrêté rectoral. D'autre part, aux termes de l'article 5, les maîtres auxiliaires sont rangés, lors de leur recrutement, au premier échelon de leur catégorie. Il ne semble pas possible de modifier les dispositions de l'article 10. En effet, les maîtres auxiliaires occupent des emplois qui peuvent, à toute époque de l'année, être attribués à des fonctionnaires titulaires auxquels l'administration doit un poste. Par contre, des négociations sont actuellement en cours pour que les services

accomplis soit dans l'industrie, soit dans l'enseignement public, antérieurement à la première nomination, puissent être pris en compte dans le calcul de l'ancienneté valable pour l'avancement.

16700. — M. Ulrich expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les personnels de l'éducation physique et sportive (maîtres d'E.P.S. professeurs adjoints, chargés d'enseignement) n'ont pas bénéficié de l'augmentation indiciaire de 35 à 50 points qui a été accordée à toutes les autres catégories d'enseignants, à la suite de l'institution de l'échelle 2. Aucune raison ne semble justifier une telle discrimination au détriment des personnels de l'éducation physique et sportive. D'autre part, les mesures envisagées en faveur des maîtres d'E.P.S. (création de 100 postes de chargés d'enseignement et de 700 postes de professeurs adjoints pour près de 3.000 maîtres) dont l'application devait intervenir au 1^{er} mai 1961, n'ont pas été mises effectivement en vigueur en raison de la non-parution des décrets d'application. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre toutes mesures utiles afin que, d'une part, les personnels de l'éducation physique et sportive bénéficient d'une amélioration indiciaire analogue à celle qui a été accordée aux autres catégories d'enseignants et que, d'autre part, soient publiés les décrets relatifs à la création des postes de chargés d'enseignement et des postes de professeurs adjoints. (Question du 4 août 1962.)

Réponse. — Lors de la mise au point des mesures de revalorisation de la fonction enseignante, la situation du personnel enseignant d'éducation physique a été réexaminée dans son ensemble et compte tenu de la création récente des emplois de chargés d'enseignement et de professeurs adjoints qui constituent des postes d'avancement pour les maîtres d'éducation physique aux termes des décrets du 22 avril 1960 et du 17 août 1961. Parallèlement à ce qui a été décidé pour les instituteurs, dont l'indice terminal n'a pas varié en échelle, il a été décidé: d'une part, d'améliorer le déroulement de carrière des maîtres d'éducation physique; d'autre part, d'aménager les dispositions statutaires relatives à l'accès de ces maîtres aux emplois de professeurs adjoints et de chargés d'enseignement de l'éducation physique de telle sorte qu'ils puissent accéder à ces deux grades dans les mêmes proportions que celles qui sont offertes aux instituteurs pour accéder, soit à l'échelle 2, soit aux emplois de professeurs de collège d'enseignement général. Les textes réglementaires aménageant l'accès des maîtres dans les nouveaux corps créés par les décrets du 22 avril 1960 et du 17 août 1961 d'une part, et augmentant, à compter du 1^{er} mai 1961, le nombre des emplois de professeurs adjoints et de chargés d'enseignement de l'éducation physique, d'autre part, ont reçu l'accord des départements ministériels intéressés. Leur publication devrait intervenir dans un délai raisonnable. Il n'apparaît donc pas qu'une discrimination ait été faite entre les maîtres d'éducation physique et les autres membres du corps enseignant.

16755. — M. Dolez expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'article 19 de l'arrêté du 21 novembre 1960 autorise les recteurs à accorder une délégation rectoriale comme auxiliaires temporaires dans l'enseignement du second degré, aux maîtres enseignants dans les classes secondaires des établissements soumis à la loi du 15 mars 1850. Ces maîtres peuvent être maintenus à titre provisoire par cette délégation rectoriale dans le poste qu'ils occupent au moment de la signature du contrat d'association passé entre l'établissement qui les emploie et l'Etat. Dans certains cas où la signature du contrat est intervenue assez tardivement — en fin 1961 par exemple — ledit contrat prenant effet rétroactivement à compter du 15 septembre 1960, les maîtres se voient refuser la délégation rectoriale, s'ils ont été engagés avant la signature du contrat, mais non pas avant la date à laquelle le contrat prend effet rétroactivement. Cette interprétation restrictive des dispositions de l'article 19 susvisé a des conséquences regrettables pour les intéressés eux-mêmes et aussi pour les établissements qui les emploient, ceux-ci ne pouvant que très difficilement remplacer pour la prochaine année scolaire les maîtres auxquels est refusée la délégation rectoriale. La circulaire du 22 février 1961, titre II-C-1-b donne une interprétation de l'article 19 précité qui est en contradiction avec d'autres textes. Si pour accorder la délégation rectoriale on exige la production d'un certificat d'exercice, l'article 19 de l'arrêté du 21 novembre 1960 n'a plus de raison d'être. Il lui demande de lui préciser comment il convient d'interpréter cet article 19 et s'il ne lui apparaît pas opportun de donner toutes instructions utiles afin que les maîtres qui occupent un poste au moment de la signature du contrat, puissent obtenir la délégation rectoriale accordée à titre temporaire, en vertu de l'article 19 de l'arrêté du 21 novembre 1960 aux maîtres enseignant dans les classes secondaires des établissements soumis à la loi du 15 mars 1850. (Question du 11 août 1962.)

Réponse. — 1° L'article 19 de l'arrêté du 21 novembre 1960 définit la situation des maîtres qui, au moment de l'intervention de la loi du 31 décembre 1959, enseignaient légalement dans les établissements d'enseignement privés soumis au régime de la loi du 15 mars 1850, dite loi Falloux, qui n'exige aucun titre. Ces maîtres, s'ils remplissent les conditions requises par l'article 2 du décret 60-386 du 22 avril 1960, reçoivent un certificat d'exercice qui leur permet de continuer leur service dans une classe sous contrat. 2° Depuis le 15 septembre 1960, date d'effet de la loi du 31 décembre 1959, il ne peut être fait appel, pour enseigner dans des classes sous contrat, qu'aux seuls maîtres qui justifient des titres de capacité prévus par les articles 1 et 3 du décret 60-386 du 22 avril 1960. L'article 19 de l'arrêté ne peut donc autoriser le recrutement de maîtres sans titres. L'interpréter autrement serait aller à l'encontre des dispositions expresses du décret susvisé.

16756. — M. Mahias appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les difficultés particulières rencontrées par les enfants d'exploitants agricoles pour poursuivre des études secondaires du fait de leur éloignement des établissements d'enseignement, et en raison des conditions dans lesquelles sont examinées les demandes de bourses présentées pour ces enfants. Le capital d'exploitation dont l'évaluation intervient dans l'examen des dossiers résulte la plupart du temps d'emprunts contractés par l'exploitant pour assurer la modernisation de son exploitation et entraînant de ce fait des charges financières supplémentaires. Il semble indispensable qu'une meilleure estimation des possibilités financières des exploitants agricoles soit faite en s'appuyant sur l'évaluation des ressources réelles procurées par l'exploitation agricole et non sur la valeur du capital d'exploitation et du capital foncier qu'elle représente. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin d'obtenir ce résultat et s'il n'estime pas que la chambre d'agriculture devrait être habilitée à désigner au moins un représentant à la commission départementale des bourses. (Question du 11 août 1962.)

Réponse. — La situation des enfants d'agriculteurs signalée par l'honorable parlementaire n'est nullement ignorée des services compétents qui s'efforcent de pallier les inconvénients résultant pour certains de l'éloignement des établissements scolaires. Les demandes de bourse, notamment, sont toujours examinées avec une particulière bienveillance. Toutefois l'évaluation des ressources pour cette catégorie sociale reste un problème très complexe à résoudre. Des études sont en cours en vue de déterminer des critères qui permettent de parvenir à une solution aussi satisfaisante et équitable que possible. Il ne paraît pas opportun, actuellement, de faire intervenir les chambres d'agriculture dans les commissions chargées d'examiner les demandes de bourse, où siègent déjà le directeur départemental des services agricoles, le ministre de l'agriculture étant représenté à la commission nationale.

16802. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'éducation nationale que des divergences semblent exister quant au point de départ de l'obligation scolaire, fixée théoriquement à cinq ans. Il lui demande comment il faut comprendre cette obligation et à quelle époque de l'année les jeunes enfants doivent être admis dans les établissements primaires. (Question du 25 août 1962.)

Réponse. — La loi organique du 23 mars 1882, modifiée par la loi du 9 août 1936, dispose en son article 4 que « l'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes français et étrangers, âgés de six à quatorze ans révolus ». Cette règle ne supporte pas d'exception. Sont admis à l'école primaire, à la rentrée scolaire de septembre, les enfants qui atteignent l'âge de six ans au cours de l'année civile considérée. Toutefois, dans les écoles primaires des communes rurales, qui ne comportent pas de classe ou section enfantine, les enfants peuvent être admis à partir de l'âge de cinq ans en application des dispositions du règlement scolaire modifié du 18 janvier 1887. Mais cette dérogation à la règle commune qui fixe à l'âge de six ans l'âge d'admission dans les écoles primaires n'a pas d'incidence sur la disposition législative précitée concernant le point de départ de l'obligation scolaire.

FONCTION PUBLIQUE

15838. — M. Tony Larue expose à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique la situation qui est faite aux fonctionnaires des postes et télécommunications pensionnés de guerre qui, en raison de l'aggravation de leur état, sont reconnus inaptes à leur emploi et reclassés dans les emplois de planton ou d'agent de service et perçoivent ainsi un traitement bien inférieur à celui qu'ils avaient précédemment. Il lui demande si, compte tenu du fait que cette inaptitude résulte de blessures ou de maladies contractées pour la défense de la patrie, les indices dont ils bénéficient comme fonctionnaires ne peuvent leur être maintenus à titre personnel, tout en laissant le soin à l'administration de les utiliser au mieux de leurs capacités. (Question du 5 juin 1962.)

Réponse. — La situation signalée par l'honorable parlementaire se relie au problème du reclassement dans un autre emploi des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leur emploi, qui a donné lieu aux dispositions du décret n° 53-712 du 9 août 1953 en son article 2, paragraphe VI. Aux termes de ce paragraphe, les fonctionnaires appartenant aux catégories B, C ou D, reconnus par le comité médical de leur administration avoir cessé de remplir les conditions particulières d'aptitude physique requises pour l'exercice de leurs fonctions, seront, s'ils sont physiquement aptes à l'exercice d'un autre emploi, reclassés dans un emploi équivalent avec reconstitution de leur carrière. Mais l'expérience prouve que l'application de cette disposition de principe peut aboutir au reclassement dans un emploi doté d'une rémunération maximum inférieure. C'est pourquoi, s'il est normal que la rémunération d'activité demeure fonction de l'emploi effectivement occupé, il est par contre équitable, dans le cas considéré, de permettre aux fonctionnaires pensionnés de guerre devenus inaptes à leur emploi, de voir prendre en compte pour la liquidation de leur retraite l'indice maximum de leur ancien emploi, lorsqu'ils sont admis à la retraite après avoir atteint depuis six mois au moins l'échelon maximum de l'emploi de reclassement. C'est pourquoi, un projet d'article de loi de finances vient d'être soumis à M. le ministre

des finances et des affaires économiques en vue d'éviter que le reclassement des intéressés dans un emploi inférieur n'entraîne également un désavantage pour le calcul de leur pension de retraite.

16672. — M. Lebas demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique, s'il lui paraît normal et légal — vu les événements actuels d'Algérie — d'obliger un fonctionnaire, libéré du service militaire et reçu auparavant adjoint technique des ponts et chaussées, à aller prendre un poste en Algérie, alors que ce fonctionnaire demande à aller dans n'importe quel territoire toujours lié à la France métropolitaine. (Question du 27 juillet 1962.)

Réponse. — Le fonctionnaire, sur lequel l'honorable parlementaire a bien voulu attirer mon attention, est un adjoint technique des ponts et chaussées qui a été déclaré admis au concours ouvert à cet effet en 1960. Comme il est de règle en la matière, les affectations sont prononcées sans retard pour l'ensemble des candidats reçus et le fonctionnaire en cause s'est vu alors affecté en Algérie, mais il n'a pu rejoindre son poste d'affectation, ayant dû, entre temps, accomplir son service militaire. Celui-ci s'achevant le 30 juin 1962, il en est résulté que le fonctionnaire intéressé s'est très régulièrement trouvé, en vertu de la décision précitée remontant à 1950, affecté en Algérie à la date du 1^{er} juillet 1962 ; mais, justement pour tenir compte de l'évolution de la situation et, notamment, du protocole signé le 28 août 1962 entre la France et l'Algérie, le département ministériel gestionnaire a modifié cette première décision en prévoyant l'affectation de ce fonctionnaire en France métropolitaine.

INDUSTRIE

16859. — M. Richards expose à M. le ministre de l'industrie qu'un problème important se pose avec beaucoup d'acuité, celui de l'aide à apporter par les pouvoirs publics à l'artisanat français. En effet, la mise en application de la réforme de l'artisanat du 15 juillet 1962, prise en vertu du décret du 1^{er} mars 1962, ne manquera pas d'entraîner une nouvelle augmentation de l'effectif des entreprises artisanales et, partant de la demande de crédits nécessaires à la modernisation de nouvelles exploitations artisanales, des jeunes désireux de s'installer et d'apporter à la vie économique de notre pays une aide substantielle aussi bien à la ville que dans les communes rurales, aide impossible à obtenir des grosses entreprises industrielles et commerciales. De plus, il faut penser aux demandes qui seront formulées par les réfugiés algériens. Il lui demande : 1° quels sont les motifs qui freinent actuellement l'octroi de crédits mis à la disposition des artisans par l'intermédiaire des banques populaires, et notamment pour le département de la Gironde ; 2° comment il est possible de concevoir que lesdits crédits puissent être épuisés au septième mois de l'année, alors qu'il reste de très importants besoins à satisfaire, si l'on veut bien convenir qu'il existe dans le département de la Gironde environ 22.000 entreprises artisanales ; 3° s'il entre dans les intentions des pouvoirs publics d'augmenter la dotation de 1962 en faveur de l'artisanat girondin, afin de permettre à ce dernier de pouvoir mieux satisfaire à sa modernisation, etc. ; 4° s'il est prévu des crédits spéciaux en faveur des artisans réfugiés d'Algérie. (Question du 1^{er} septembre 1962.)

Réponse. — Le financement des prêts octroyés aux artisans par les banques populaires en vue de l'équipement et de la modernisation de leur entreprises est assuré par des avances accordées chaque année à la chambre syndicale des banques populaires par le fonds de développement économique et social. Ces avances sont, depuis plusieurs années, en progression constante. En effet, elles sont passées d'un milliard d'anciens francs en 1956 à six milliards en 1962 (60 millions de nouveaux francs). Néanmoins, ces crédits sont encore insuffisants par rapport aux besoins du secteur artisanal. L'écart constaté dès la fin du premier semestre 1962 entre le montant des avances du F. D. E. S. et les demandes de prêts, a mis les banques populaires dans l'obligation de surseoir à l'instruction des dossiers. Dans ces conditions, le département de l'industrie a demandé au département des finances et des affaires économiques de consentir en faveur du crédit artisanal, au titre de l'année en cours, une avance complémentaire de l'ordre de 20 millions de nouveaux francs. Il a, en outre, précisé que, pour l'exercice 1963, une avance de 190 millions de nouveaux francs apparaît nécessaire. Il convient toutefois d'observer qu'en dehors des banques populaires les artisans disposent d'autres organismes de crédit, notamment la société interprofessionnelle artisanale de garantie et les caisses de crédit agricole mutuel pour le secteur rural, dont les ressources ne sont pas épuisées. Enfin, la loi du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer, les divers textes d'application de cette loi ainsi que l'article 14 de la loi de finances rectificative pour 1962 (loi du 31 juillet 1962) ont prévu des mesures financières spéciales pour l'ensemble des rapatriés, dont les artisans.

INTERIEUR

15781. — M. Maurice Thorez expose à M. le ministre de l'intérieur que malgré leurs nombreuses interventions auprès des services compétents de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police, les 216 familles d'un ensemble immobilier en copropriété, de la banlieue Sud, n'ont pu obtenir, jusqu'à présent l'application de la réglementation concernant l'hygiène et la sécurité publique. Pour

tant, les intéressés ont signalé notamment que : a) les sous-sols sont fréquemment inondés par les égouts collecteurs qui débordent souvent par suite d'un défaut de conception ; b) les entrées des couloirs des caves ne sont pas obstruées ; c) les rats circulent librement de l'extérieur vers les caves et de celles-ci vers les portes palières ; d) la fuite, en cas d'incendie, est rendue impossible. D'autre part, la pose de grillage aux soupiraux et le blindage des portes des réduits à poubelles, travaux indispensables par la préfecture de police, ne sont toujours pas réalisés. Il lui demande de lui faire connaître : 1° la nature des irrégularités relevées par les services préfectoraux compétents dans cet ensemble immobilier ; 2° les mesures qu'ils ont préconisées pour y remédier ; 3° si des mises en demeure ont été adressées à la société de construction et, dans l'affirmative, en quels termes et à quelles dates. (Question du 30 mai 1962.)

Réponse. — 1° Les visites des services compétents et en particulier celles effectuées en septembre 1961 et août 1962 ont permis de constater que des palliatifs insuffisants avaient été apportés à la situation signalée ; 2° en ce qui concerne les mesures prises ou à prendre, il convient de noter qu'en matière de sécurité des occupants en cas d'incendie, une bouche d'incendie de 100 mm a été installée rue Guy-Moquet, tandis qu'une voie carrossable suffisante (3,50 mètres de large) existe le long de chaque bâtiment et que dans ce même domaine, les mesures suivantes ont été préconisées : a) agrandissement du rayon de braquage au débouché des voies accédant aux deux bâtiments (14,50 mètres à l'extérieur) afin de permettre l'accès des grandes échelles des sapeurs-pompiers ; b) aménagement, dans l'un des soupiraux vitrés de la chaufferie, d'un chassis de 40 x 40 cm (gaine pompier) ; c) installation, au niveau des caves, de portes en bois plein de 30 mm d'épaisseur s'ouvrant dans le sens de la sortie et munies de fermeture automatique au niveau du rez-de-chaussée. En outre, en matière de dératissage et à la suite des mises en demeure, adressées à plusieurs reprises au gérant de la société, par la préfecture de police, il a été constaté, lors de la dernière visite, que des grillages avaient été posés aux soupiraux des caves et que le blindage des portes des réduits de poubelles avait été exécuté ; 3° l'installation d'une porte en bois dur à l'entrée du couloir des caves a été demandée le 9 décembre 1961, au gérant de la société qui n'a pas encore donné suite à cette première demande et qui vient d'être invité, le 7 septembre 1962, à procéder d'urgence aux travaux préconisés qui ont été indiqués au 2° ci-dessus et à rendre compte de leur exécution aux services préfectoraux. D'autre part, l'attention de M. le maire de Châtillon-sous-Bagneux a été appelée sur cette affaire par les services de l'habitation de la préfecture de la Seine, aux fins d'application éventuelle de la procédure prévue par la loi du 28 février 1957.

15812. — M. Privet appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la réponse faite le 3 février 1962 à sa question n° 12846 et lui signale que la situation exposée n'est pas une exception et que l'exemple cité est susceptible de se reproduire à tous les emplois de l'administration communale ; que, par exemple, un sous-chef de bureau ayant obtenu son indice terminal normal (430), s'il est promu chef de bureau, passera à l'indice 570, cinquième échelon ; qu'avec l'ancien régime, il pouvait obtenir trente mois plus tard l'échelon terminal normal de son nouveau grade, alors qu'avec le nouveau régime il lui faudra sept années et demie sans avoir bénéficié de l'avancement rapide du début de carrière ; que cette nouvelle réglementation est particulièrement dommageable pour les employés âgés de plus de cinquante-cinq ans qui se trouvent ainsi dans l'impossibilité d'arriver à obtenir le bénéfice de l'échelon terminal de chef de bureau lorsqu'ils partent en retraite à l'âge de soixante ans. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de remédier à cet état de fait, sur le plan général. (Question du 5 juin 1962.)

Réponse. — Examiné d'un point de vue général, le problème posé par l'honorable parlementaire ne peut appeler d'autres commentaires que ceux déjà fournis le 3 février 1962 dans la réponse à la première question écrite n° 12846. Les renseignements donnés paraissent d'autant plus valables que la circulaire n° 77 adressée aux préfets le 24 février 1960 pour l'application des arrêtés du 5 novembre 1959 a précisé que les agents en fonctions doivent être reclassés de telle façon qu'ils puissent parvenir à l'échelon terminal de leur nouvelle échelle dans le même laps de temps que celui prévu par le statut local. Il va de soi qu'une semblable procédure qui revêt un caractère exceptionnel ne saurait s'appliquer dans le cas où l'agent bénéficie d'une promotion de grade réservée uniquement au choix. Le principe d'égalité observé dans la fonction publique veut que l'agent soit alors soumis aux règles d'avancement d'échelon fixées par l'assemblée délibérante pour la partie de la carrière comprise entre l'échelon auquel il est classé et l'échelon terminal. Encore convient-il de noter que dans le cas particulier qui est cité dans la question écrite, un tel système n'aboutit pas depuis la publication du décret n° 62-544 du 5 mai 1962 à la prise d'une décision défavorable pour l'agent. En effet, un sous-chef de bureau parvenu à l'échelon terminal (indice brut 430) et promu au grade de chef de bureau à l'indice lui assurant un traitement égal ou immédiatement supérieur à celui perçu antérieurement, soit l'indice 440, conserve par le jeu des dispositions de l'article 7 du décret précité le bénéfice de l'ancienneté d'échelon acquise dans le précédent emploi. Il sera donc classé à l'échelon brut 470 (et non 570 comme il est indiqué dans la question écrite) dont se trouve assorti le cinquième échelon du grade de chef de bureau. Pour accéder à l'échelon terminal, il n'aura qu'à bénéficier d'un seul avancement d'échelon qui pourra lui être accordé dans les conditions établies par le conseil municipal. Il convient d'indiquer à cet égard que dans la majorité des cas le délai fixé est de quatre ans.

16355. — M. Souchal expose à M. le ministre de l'Intérieur que dans le décret n° 62-544 du 5 mai 1962, qui apporte certaines modifications au statut régissant le personnel des communes, l'article 4 dispose que, pendant une période de cinq ans, la limite d'âge de recrutement peut être portée de trente à quarante ans par les conseils municipaux. Cette judicieuse mesure, qui prend effet du 8 mai 1962, date de publication du décret, pose cependant des problèmes à la plupart des collectivités qui, depuis le 22 septembre 1957, date d'expiration de la disposition transitoire prévue à l'article 610 du code de l'administration communale, ont, en raison des difficultés de recrutement, continué à embaucher des agents auxiliaires permanents âgés de plus de trente ans. Il apparaît qu'il serait équitable que ces personnels qui, à la date du 8 mai 1962, ont dépassé quarante ans, puissent également bénéficier des nouvelles mesures en accédant à la titularisation, comme leurs collègues entrés plus tardivement. Il lui demande s'il envisage de prendre, en leur faveur, une disposition rétroactive permettant d'éviter cette anomalie. (Question du 5 juillet 1962.)

Réponse. — L'article 4 du décret n° 62-544 du 5 mai 1962 donne aux assemblées délibérantes la possibilité pendant une période de cinq ans de porter de trente à quarante ans la limite d'âge de recrutement des agents communaux. Mais il stipule également que cette limite peut être reculée d'une année par enfant à charge ainsi que d'une période égale à la durée des services militaires obligatoires et des services accomplis en qualité de titulaire ou d'auxiliaire, soit au compte de l'Etat, soit au compte d'une collectivité locale. Il n'est pas douteux que l'application simultanée de ces différentes dispositions doit permettre aux agents auxiliaires qui ont été recrutés avant l'âge de quarante ans par une commune usant du droit établi par le décret précité d'obtenir leur titularisation sans que leur âge actuel puisse y faire obstacle. Il reste entendu que ces agents doivent satisfaire non seulement à la condition d'âge mais aux conditions générales de recrutement fixées par le statut.

JUSTICE

16544. — M. Rombeaut expose à M. le ministre de la justice que, dans l'état actuel de la réglementation, le montant des indemnités versées aux jurés des cours d'assises est sans aucun rapport avec le montant des frais exposés par les intéressés. Dans certains organismes, tels que les caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales, il est de règle que les administrateurs sont entièrement remboursés de leurs pertes de salaire ou de gain et des diverses dépenses qui leur sont occasionnées par l'exercice de leur mandat. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les jurés désignés d'office pour siéger dans les cours d'assises, sans avoir aucune possibilité de se récuser, soient intégralement remboursés de leurs pertes de salaire ou de gain et des divers frais exposés dans l'accomplissement de leur fonction. (Question du 19 juillet 1962.)

Réponse. — L'insuffisance du taux des indemnités accordées aux membres du jury criminel a maintes fois été signalée à la chancellerie. Le décret du 8 mai 1961 a porté l'indemnité de session prévue à l'article R. 140 du code de procédure pénale (2° partie, règlements d'administration publique) de 12,50 nouveaux francs à 15 nouveaux francs par jour. L'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques, sans l'accord duquel aucune nouvelle augmentation ne peut intervenir, a été appelée sur cette question.

16927. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de la justice que certains magistrats en résidence en France, et tous les magistrats en service en Algérie, au cours de l'année 1961, se sont vu octroyer des bonifications pour services outre-mer en vertu de l'article 28 du décret n° 58-277 du 22 décembre 1958, pour les services accomplis antérieurement au 1^{er} janvier 1948 dans les départements d'outre-mer, et au 1^{er} janvier 1957 en Afrique du Nord, et ont vu régulariser leur situation judiciaire au 1^{er} mars 1959 avec perception de rappels à compter de cette date. Or, la plupart des magistrats en résidence en France métropolitaine au 1^{er} janvier 1961, mais ayant effectué des services outre-mer comme leurs collègues visés à l'alinéa précédent, n'ont bénéficié ni du reclassement judiciaire ni du rappel. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette inégalité et assurer ainsi la parité entre tous les magistrats. (Question du 25 août 1962.)

Réponse. — En application des renvois figurant aux tableaux de correspondance annexés au décret n° 58-1277 du 22 décembre 1958, les magistrats sont en droit de prétendre, pour leur reclassement au 1^{er} mars 1959 dans les échelons de la nouvelle hiérarchie, à la prise en compte des majorations d'ancienneté acquises, dans l'exercice effectif de fonctions judiciaires, antérieurement au 1^{er} janvier 1948 dans les départements d'outre-mer et au 1^{er} janvier 1957 en Afrique du Nord, dans la limite de l'ancienneté nécessaire pour accéder à l'échelon supérieur. Le ministère des finances vient de donner son accord pour que les majorations d'ancienneté soient utilisées dans les conditions précisées ci-dessus. En conséquence, les arrêtés portant reclassement des magistrats intéressés sont actuellement préparés par la chancellerie en vue d'être soumis au visa du contrôleur financier près le ministère de la justice.

RAPATRIES

16280. — M. Michel Sy demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des rapatriés : 1° s'il envisage d'étudier des mesures efficaces pour éviter l'engorgement de la fonction publique, né du retour de nombreux fonctionnaires d'Algérie, par la dispersion des éléments les plus jeunes vers les secteurs privés de l'économie nationale, notamment par des dispositifs budgétaires permettant à certains agents de percevoir une indemnité de licenciement substantielle, qui leur donnerait le loisir et la possibilité de se recaser dans une profession différente ; 2° s'il envisage de rattacher au secrétariat d'Etat aux rapatriés les agents des services concédés venant de Tunisie et du Maroc (et dont près d'un millier sont encore à attendre leur reclassement depuis trois ou quatre ans) et dont la gestion par le ministère des affaires étrangères apparaît comme une anomalie ; 3° quelles dispositions sont actuellement prises pour le reclassement des agents non titulaires, problème demeuré jusqu'à ce jour sans solution. Au-delà de cinquante ans, ces personnels n'ont aucune chance de se recaser dans le secteur privé. Il conviendrait de leur réserver une intégration automatique dans l'administration métropolitaine ou les services nationalisés et, également, de faciliter le rachat des cotisations vieillesse à ceux qui ont atteint soixante ans, et de les faire bénéficier des subventions affectées à ce rachat, afin que le fait d'avoir servi l'Etat pendant de nombreuses années ne soit pas considéré comme une circonstance aggravante qui les prive de la retraite accordée à tous les travailleurs à l'institution de la sécurité sociale. (Question du 29 juin 1962.)

Réponse. — 1° A la suite d'une enquête à laquelle il a été procédé dans les divers départements ministériels, il est en effet apparu qu'en ce qui concerne certains corps de fonctionnaires et d'agents des sociétés nationalisées ou services concédés, les intégrations de personnels en provenance d'outre-mer devaient entraîner une surcharge des effectifs et parfois même un bouleversement des structures de ces corps. Dès lors, il s'agirait nécessairement de favoriser le départ des agents qui en manifesteraient le désir, à condition que leur départ ne soit pas de nature à compromettre la bonne marche du service. A cet effet, différentes mesures de dégageant sont offertes aux fonctionnaires et agents des services publics, qui doivent les inciter à renoncer à poursuivre une carrière dans le secteur public, sous réserve, dans tous les cas, de l'avis du directeur des administrations ou organismes dont relèvent les intéressés. A) Congé spécial : peut être accordé sur demande aux fonctionnaires de la catégorie A au sens de l'article 17 du statut général des fonctionnaires, comptant au moins quinze ans de services civils et militaires valables pour la retraite. Dans cette position, les intéressés bénéficient des émoluments généraux de rémunération durant une période maximale de quatre ans. A l'expiration de cette période, ils sont admis d'office à une pension de retraite d'ancienneté ou proportionnelle à jouissance immédiate. B) Admission à une pension de retraite d'ancienneté à jouissance immédiate : l'âge requis pour l'attribution d'une telle pension est abaissé de cinq ans au maximum ; les intéressés bénéficient d'une bonification de service égale à l'abaissement de la limite d'âge qui leur est accordé. C) Indemnité de renonciation à reclassement : égale ou produite des émoluments généraux de rémunération mensuelle par le nombre d'années de services, validées pour la retraite. Minimum trois mensualités, maximum quinze mensualités ; 2° compte tenu de la nature des liens qui unissaient la France d'une part, à la Tunisie et au Maroc d'autre part, de tous temps le ministère des affaires étrangères a été seul compétent pour les affaires tunisiennes et marocaines. Par ailleurs, les opérations de reclassement des agents des services concédés de Tunisie et du Maroc, qui n'avaient pas pu aboutir par la procédure des conventions prévues par l'article 2 de la loi modifiée n° 56-782 du 4 août 1956, sont en cours de conclusion grâce à l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 62-525 du 20 avril 1962, qui permet la voie réglementaire lorsque des conventions n'ont pas pu être passées avec les organismes métropolitains ; 3° des décrets pour l'application de l'article 2 de l'ordonnance n° 62-401 du 11 avril 1962 sont en cours d'étude. Ces décrets préciseront les modalités de recrutement et de reclassement dans les administrations de l'Etat, les sociétés nationales et services concédés des ex-agents non titulaires des administrations et services publics de l'Algérie et du Sahara. Des indemnités de renonciation à reclassement, qui pourront éventuellement se cumuler avec les prestations résultant du décret n° 62-261 du 10 mars 1962, sont envisagées. Cette disposition permettra le reclassement dans le secteur privé des personnels qui en exprimeront le désir.

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

16734. — M. Cathala demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement comment concilier les commentaires portés sur un vote récent de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République relatif à une proposition de loi d'amnistie, d'une part, par M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'information qui a indiqué à l'issue du dernier conseil des ministres que le Gouvernement s'opposerait à la discussion de cette proposition de loi ; d'autre part, par M. le garde des sceaux qui semble considérer, selon les propos qui lui sont prêtés dans la presse, que le vote émis par la commission n'avait aucune signification politique et qu'il ne pouvait refléter l'opinion de la majorité de l'Assemblée. Sans vouloir s'attarder sur

le caractère déplaisant de ces affirmations, il lui demande s'il ne lui semble pas que le meilleur moyen de connaître le sentiment de l'Assemblée sur ce grave problème serait d'inscrire en priorité la discussion de cette proposition de loi à l'ordre du jour de la prochaine session parlementaire. Il lui demande également s'il ne pense pas qu'en agissant ainsi son Gouvernement serait en mesure de poursuivre l'œuvre d'apaisement qui a été entreprise récemment en amnistiant par ordonnance de nombreux assassins et leurs complices. (Question du 11 août 1962.)

Réponse. — Le Gouvernement ne saurait fournir d'explications sur des propos « prêtés » à tel ou tel de ses membres. Le conseil des ministres ayant délibéré sur le problème traité dans la question, la position du Gouvernement doit être recherchée dans le communiqué officiel et dans les commentaires du secrétaire d'Etat chargé de l'information. Les commentaires concernant d'éventuelles mesures d'amnistie, qui ont été données à la suite du conseil des ministres du 31 juillet 1962, expriment toujours la position du Gouvernement. La recrudescence des agressions armées et de la criminalité sous toutes ses formes n'établissent pas de toute évidence les conditions indispensables à des mesures d'indulgence.

TRAVAIL

16772. — M. Doiez demande à M. le ministre du travail de lui faire savoir s'il est en mesure de lui préciser que pour les jeunes travailleurs titulaires du C. A. P., obtenu dans un centre de formation professionnelle accélérée, les employeurs versent bien une rémunération fixée suivant les normes prévues, compte tenu de la qualification professionnelle des intéressés, ou en d'autres termes si les industriels reconnaissent d'une façon normale la validité des C. A. P. obtenus dans les centres de F. P. A. (Question du 11 août 1962.)

Réponse. — L'examen qui clôture obligatoirement tout passage dans un centre de formation professionnelle des adultes a pour objet de s'assurer que le niveau des stagiaires en fin de stage correspond à celui fixé par les commissions paritaires professionnelles. Toutefois, aucune disposition législative ou réglementaire n'oblige un employeur à accorder au titulaire d'un diplôme quelconque le salaire correspondant à la qualification théorique s'y rapportant, l'employeur n'étant tenu d'accorder que le salaire de l'emploi effectivement occupé. Il convient d'ajouter qu'en fait la valeur du certificat de formation professionnelle des adultes est à l'heure actuelle reconnue de façon générale dans l'industrie et le commerce. Les employeurs de ces activités font appel aux anciens stagiaires des centres de F. P. A. en qualité soit d'ouvriers qualifiés, soit de techniciens, suivant la formation reçue.

16841. — M. Richards expose à M. le ministre du travail qu'une convention générale et l'accord complémentaire prévu par le décret du 5 mai 1959, entre la France et la Grèce sur la sécurité sociale, ont été signés le 19 avril 1958, et que la circulaire d'application n° 70 S.S. du 19 juin 1962 en a précisé la portée. Il lui demande : 1° si les dispositions ci-dessus peuvent s'appliquer au personnel navigant sédentaire de nationalité grecque des compagnies de navigation grecques, dont les membres de la famille ont leur domicile en France ; 2° dans l'affirmative, si l'épouse française d'un marin grec du commerce peut prétendre au bénéfice du salaire unique de la femme au foyer pour le motif qu'elle réside en France ; 3° si la femme et les enfants, en cas de maladie, etc., sont couverts par les prestations de sécurité sociale, les allocations familiales, etc. ; 4° si, le cas échéant, au moment du paiement des prestations par les caisses de sécurité sociale, la femme dudit marin grec du commerce doit, comme on l'exige du travailleur français en France, produire un bulletin de paie de son mari et ce, pour le mois précédant la maladie ; 5° dans l'affirmative, si ce dernier doit mentionner le numéro d'immatriculation à une caisse grecque de sécurité sociale (I. K. A.) de l'intéressé, ainsi que celui de son employeur grec, ou bien si une attestation délivrée par un organisme compétent grec est suffisante ; 6° dans le cas où la femme serait déjà bénéficiaire des allocations familiales en France, si les paiements effectués par la caisse sont compensés par son homologue grec au titre de la convention ci-dessus ; 7° dans le cas où le siège de la société de navigation se trouverait dans un autre pays que la Grèce, si ledit marin grec de la marine marchande grecque, pourrait, éventuellement, prétendre bénéficier des dispositions de la convention franco-grecque ci-dessus. (Question du 25 août 1962.)

Réponse. — Les dispositions de la convention générale et de l'accord complémentaire de sécurité sociale entre la France et la Grèce ne sont pas applicables aux gens de mer (art. 2, 2°, de la convention). Elles seraient, par contre, susceptibles de s'appliquer au personnel sédentaire de compagnies de navigation relevant du régime général de sécurité sociale. L'expression « personnel navigant sédentaire » employée par l'honorable parlementaire ne permet pas, en l'absence de toute indication sur le régime dont relève ledit personnel, d'établir la situation du personnel en cause au regard de la convention susvisée. En vue d'une exacte appréciation des droits du ressortissant grec et de sa famille dont le cas est évoqué par l'honorable parlementaire, il y aurait lieu de fournir à mes services (direction générale de la sécurité sociale, 1^{er} bureau) des précisions permettant de savoir s'il s'agit d'un marin embarqué pour le compte d'une compagnie grecque ou française de navigation et sous quel pavillon se trouve le navire, ou s'il fait partie du personnel sédentaire d'une telle compagnie et, dans l'affirmative, dans quel pays il exerce son emploi.

16842. — M. Richards expose à M. le ministre du travail qu'une convention générale et l'accord complémentaire prévu par le décret du 5 mai 1959 entre la France et la Grèce sur la sécurité sociale ont été signés le 19 avril 1958 et que la circulaire d'application n° 70 S.S. du 19 juin 1962 en a précisé la portée. Il lui demande : 1° si les dispositions ci-dessus peuvent s'appliquer à un marin grec du commerce sédentaire dont les membres de la famille habitent en France, alors que la compagnie de navigation grecque qui l'emploie a son siège ou une filiale en Angleterre ; 2° dans le cas où il ne pourrait pas en être bénéficiaire s'il existe une convention entre l'Angleterre et la France sur la sécurité sociale qui permettrait, le cas échéant, à ce marin grec du commerce de se réclamer d'un régime de sécurité sociale en France. (Question du 25 août 1962.)

Réponse. — Les dispositions de la convention franco-grecque sur la sécurité sociale ne sont pas applicables aux gens de mer, aucun accord particulier n'ayant été pris à leur sujet (art. 2, 2°, de la convention). La convention franco-britannique sur la sécurité sociale couvre, par contre, les gens de mer. En vertu des accords inter-crimaires européens de sécurité sociale qui ont été ratifiés par la France, le Royaume-Uni et la Grèce, des marins de nationalité grecque seraient susceptibles sous certaines conditions de bénéficier des dispositions de la convention franco-britannique lorsqu'ils naviguent sous pavillon britannique et résident en France, ou inversement. L'expression « marin du commerce sédentaire » étant susceptible de prêter à confusion, il s'avère impossible en l'absence de certaines précisions de déterminer le régime applicable dans le cas évoqué par l'honorable parlementaire. Il y aurait lieu de fournir à mes services (direction générale de la sécurité sociale, 1^{er} bureau) des renseignements complémentaires permettant de savoir si le marin grec intéressé est employé à bord d'un navire par une compagnie grecque dont le siège ou filiale se trouverait en Angleterre et, dans l'affirmative, sous quel pavillon se trouve ce marin ou s'il s'agit, au contraire, d'un membre du personnel sédentaire de la compagnie en question, dans quel pays il exerce son emploi.

16843. — M. Richards expose à M. le ministre du travail que le Journal officiel du 4 août 1962, page 7748, a publié un tableau annexe du décret n° 62-885 du 31 juillet 1962 portant réorganisation de la section des métaux et industries diverses et de la section du commerce du conseil de prud'hommes de Paris, qui a placé dans la section industrielle 8^e catégorie, les chauffeurs-livreurs, les chauffeurs-livreurs-encaisseurs, les livreurs et garçons de magasin, les gardiens et les concierges d'usines. Il lui demande : 1° si les emplois ci-dessus, en cas de conflit du travail, relèvent obligatoirement de la section industrielle dans tous les conseils de prud'hommes ; 2° dans le cas contraire quels sont les conseils de prud'hommes où ces professions pourraient relever de la section commerciale. (Question du 25 août 1962.)

Réponse. — 1° En vertu des principes généraux de l'organisation judiciaire, la compétence de chaque conseil de prud'hommes ne s'étend qu'aux différends relatifs aux contrats de travail conclus entre les employeurs et les salariés exerçant une profession expressément dénommée au décret d'institution dudit conseil. En conséquence, les chauffeurs-livreurs, les chauffeurs-livreurs-encaisseurs, les livreurs et les garçons de magasin, les gardiens et concierges d'usines inscrits à la 8^e catégorie de la section des métaux et industries diverses du conseil de prud'hommes de Paris ne sont justiciables des sections industrielles des autres conseils que dans la mesure où leurs professions figurent dans la nomenclature des professions relevant des dites sections ; 2° sous le bénéfice de cette observation les professions susvisées considérées comme étant de nature industrielle ne sont inscrites que dans les sections industrielles de ces juridictions.

16863. — M. Richards remercie M. le ministre du travail de la réponse qui a été faite à sa question écrite n° 15233 le 13 juin 1962. Il lui demande : 1° comment expliquer qu'une caisse puisse appliquer le taux d'intérêt de 22 p. 100 alors que dans sa réponse il laissait prévoir seulement 19 p. 100 au maximum pour quatre trimestres de la première année ; 2° si le fait, pour un redevable, d'avoir été pénalisé à la suite d'une négligence de son comptable, non attaché à l'entreprise, est susceptible d'être pris en considération par la commission de recours gracieux de la caisse pour ce motif, et ceci en considération des instructions découlant des circulaires ministérielles n° 33 du 15 mars 1957 et n° 61 du 26 juin 1959. (Question du 1^{er} septembre 1962.)

Réponse. — Le décret n° 61-100 du 25 janvier 1961, relatif au recouvrement des cotisations de sécurité sociale dispose, dans son article 12, qu'une majoration de 10 p. 100 est appliquée aux cotisations de sécurité sociale qui n'ont pas été acquittées à la date limite d'exigibilité. Cette majoration est augmentée de 3 p. 100 des cotisations par trimestre ou fraction de trimestre écoulé après l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date d'échéance des cotisations non acquittées. Il en résulte, par le jeu des majorations trimestrielles, un taux de majoration de retard de 19 p. 100 au maximum pour la première année et de 12 p. 100 pour les années suivantes. L'application d'un taux de 22 p. 100, signalée par l'honorable parlementaire, ne peut donc, a priori, s'expliquer que par l'existence d'un retard de versement de quinze mois au maximum soit cinq trimestres civils ; 2° les entreprises peuvent, en cas de force majeure ou de bonne foi dûment prouvée, formuler une

demande gracieuse en réduction des majorations de retard encourues, en application des dispositions ci-dessus rappelées. Il va de soi — et l'administration n'a pas manqué de le souligner à différentes reprises — que, dans l'appréciation de la bonne foi et, à plus fortes raisons, de la force majeure, les organismes de sécurité sociale doivent, dans toute la mesure du possible, faire preuve d'une certaine mansuétude à l'égard des entreprises qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, n'ont pas satisfait, en temps utile, à leurs obligations. La négligence d'un comptable, par exemple, a été, dans certains cas d'espèce, retenue par la jurisprudence, comme un des éléments constitutifs de la bonne foi (cass. civ. 20 mai 1955). Mais, dans ce domaine, l'administration ne saurait agir par voie de dispositions générales, les organismes de sécurité sociale restant libres, sous le contrôle de juge, d'apprécier, en fonction des éléments propres à chaque cas de l'espèce, de l'opportunité de consentir une réduction de la dette, ainsi que de fixer le quantum de la remise accordée.

16865. — M. Richards expose à M. le ministre du travail que l'arrêté du 1^{er} septembre 1961 (Journal officiel du 7 septembre 1961) a fixé les évaluations forfaitaires pour le calcul des cotisations de sécurité sociale dues pour les personnels des hôtels, cafés et restaurants rémunérés en totalité ou en partie à l'aide de pourboires. Il lui demande : 1° si la base de la rémunération minima de 400 NF, zone 0, s'applique aux serveurs et aux serveuses des petites exploitations, c'est-à-dire si ces salariés sont à classer dans la première catégorie ; 2° dans la négative, quel est le personnel rétribué aux pourboires qui devra être classé dans ladite première catégorie. (Question du 1^{er} septembre 1962.)

Réponse. — 1° et 2° L'arrêté du 1^{er} septembre 1961 (Journal officiel du 7 septembre) a fixé les rémunérations forfaitaires à prendre en considération pour le calcul des cotisations de sécurité sociale dues au titre du personnel des hôtels, cafés et restaurants rémunéré aux pourboires. Ces rémunérations forfaitaires sont fixées suivant une grille hiérarchique correspondant à l'emploi exercé par ce personnel et non pas à leur importance numérique ou à la dimension de l'entreprise qui les emploie. Les travailleurs sont, à cet égard, classés en trois catégories, pour lesquelles l'assiette des cotisations de sécurité sociale est respectivement fixée à 400 nouveaux francs, 550 nouveaux francs et 700 nouveaux francs par mois, avec application, le cas échéant, des abattements de zone prévus par le décret n° 56-296 du 17 mars 1956 modifié. La première catégorie comprend aux termes dudit arrêté, les employés des lavabos et des vestiaires, les sommeliers verseurs, les commis débarrasseurs, les commis de suite et les commis de bar ; les garçons de restaurant, les garçons de café et de comptoir ainsi que les chefs de rang sont classés dans la seconde catégorie ; enfin la troisième catégorie comprend, notamment, les chefs sommeliers, les maîtres d'hôtel et les barmen. Les dispositions ci-dessus rappelées visent les personnels rémunérés par des pourboires versés directement par la clientèle et conservés par eux. Lorsque, par contre, les pourboires sont prélevés par l'employeur sous forme de pourcentage ajouté à la note des clients, lesdits pourboires sont déterminés par les sommes effectivement réparties au personnel. De même, lorsque sans résulter d'une majoration de la note, les pourboires sont cependant centralisés par l'employeur, les cotisations de sécurité sociale sont calculées sur l'ensemble de la rémunération ainsi acquise aux intéressés, dans la limite du plafond. Le texte précise que le mode de calcul des rémunérations sur le salaire réel ne saurait, en définitive, aboutir, dans les cas ci-dessus visés, à calculer les cotisations de sécurité sociale, pour les travailleurs de l'un ou de l'autre sexe âgés de dix-huit ans révolus et d'aptitude physique normale, sur la base d'une rémunération inférieure à 400 nouveaux francs par mois, soit 50 p. 100 du plafond légal qui est actuellement de 800 nouveaux francs par mois.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

12314 et 15446. — M. Bernasconi demande à M. le ministre des travaux publics et des transports : 1° combien ont coûté, jusqu'à présent, les travaux de construction du canal du Nord ; 2° combien coûteront-ils encore jusqu'à leur achèvement (prévu pour 1964) ; 3° quelle sera la rentabilité de l'opération, compte tenu, entre autres facteurs : a) de la moins-value qui interviendra dans la rentabilité de l'électrification récente du parcours Nord-Paris par suite de l'écrémage du trafic qui sera effectué par le canal au détriment du chemin de fer ; b) du fait que, dans quelques dizaines d'années, le charbon, principal fret du canal, sera épuisé dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais ; c) du fait qu'également dans quelques dizaines d'années, ce même charbon ne sera plus utilisé, étant remplacé par le pétrole ou par l'énergie atomique ; 4° quel sera le coût comparé du transport de 1.000 tonnes de charbon entre le Nord et Paris par le canal et par le chemin de fer. (Questions du 25 octobre 1961 et du 23 mai 1962.)

Réponse. — Au 1^{er} janvier 1962, les crédits engagés pour l'aménagement du canal du Nord s'élevaient à 135 millions de nouveaux francs. Les crédits prévus au IV^e plan, au titre des voies navigables, permettront d'engager les 100 millions de nouveaux francs encore nécessaires pour son achèvement. Le groupe de travail spécial, chargé d'étudier l'aménagement du canal, avait estimé la rentabilité de cette opération à environ 12 p. 100. Aucun élément récent ne permet d'envisager un changement important de ce taux de rentabilité. Les trafics de la Société nationale des chemins de fer français se distinguent, en effet, assez nettement des trafics voles

d'eau (en ce qui concerne particulièrement le trafic charbon) et des déplacements importants de trafics existants d'un moyen de transport à l'autre sont peu probables. La mise en service du canal du Nord n'entraînera donc pas une perte de trafic sensible pour la Société nationale des chemins de fer français. Une comparaison directe des coûts de transport de charbon entre le Nord et Paris, par le canal et par le chemin de fer, est par conséquent beaucoup moins intéressante que la comparaison entre les coûts de transport par voie d'eau avant la construction et après la construction du canal du Nord. S'il est difficile de prévoir avec précision l'avenir des transports de charbon entre les mines du Nord et du Pas-de-Calais et la région parisienne, on peut néanmoins estimer que malgré la concurrence du pétrole et, dans quelque temps, celle de l'énergie atomique, le charbon contribuera encore, durant de nombreuses années à jouer un rôle important. D'importantes économies de transport pourront donc encore être réalisées d'ici là, justifiant la construction du canal du Nord.

12445. — M. Cermolacce expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la loi du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail dans les enceintes portuaires prévoit le classement des travailleurs en deux catégories : 1° les dockers professionnels, 2° les dockers occasionnels. Ces deux catégories doivent bénéficier de la priorité à l'embauche. En violation de cette disposition légale et avec l'accord de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, l'Entreprise générale maritime a été autorisée à constituer sur le port de Bastia deux équipes de travailleurs dits « permanents ». La présence de ces équipes à cette disposition des patrons de l'entreprise en cause, est la cause du chômage auquel sont voués les dockers titulaires dont la plupart comptent plus de vingt ans de présence sur le port. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour inviter l'ingénieur en chef des ponts et chaussées intéressé à faire respecter les dispositions de la loi du 6 septembre 1947 et à mettre un terme à des procédés et à des pratiques qui sont en contradiction avec la loi. (Question du 31 octobre 1961.)

Réponse. — Si l'article 3 de la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947 (art. 87 du code des ports maritimes) prévoit le classement des ouvriers dockers en deux catégories (dockers professionnels et dockers occasionnels), l'article 9 de cette même loi (art. 92 du code des ports maritimes) prévoit que les ouvriers dockers occasionnels ne constituent qu'une main-d'œuvre d'appoint à laquelle il n'est fait appel qu'en cas d'insuffisance du nombre des dockers professionnels. Il n'est donc pas exact de dire que les deux catégories de dockers doivent bénéficier de la priorité d'embauche. Les ouvriers dockers permanents embauchés par l'Entreprise générale de manutention du port de Bastia sont classés ouvriers dockers professionnels par le bureau central de la main-d'œuvre de ce port. La différence entre le docker professionnel et le docker professionnel permanent tient à ce que dans ce dernier cas la durée du contrat de travail n'est pas limitée et n'a pas à être renouvelée au début de chaque vacation alors qu'il en est ainsi pour les ouvriers dockers professionnels. Au cas où l'entreprise serait conduite à licencier un docker permanent ou si l'ouvrier permanent vient à quitter de sa propre volonté l'entreprise qui l'emploie, il serait immédiatement et sans formalité réintégré dans l'effectif des dockers professionnels du port, qualité qu'il n'a jamais perdue et qui lui confère le droit au paiement éventuel de l'indemnité de garantie pour les vacations pour lesquelles il n'a reçu ni indemnité journalière pour accident de travail, ni indemnité journalière pour maladie des assurances sociales, ni indemnité de chômage, ni aucune autre rémunération quelconque. Le bureau central de la main-d'œuvre est d'ailleurs appelé à contrôler ce personnel en donnant son avis sur son recrutement. Il peut ainsi en limiter le nombre au volume courant du travail de l'entreprise, cette limitation devant éviter de compromettre les possibilités des autres entreprises pour le recrutement de la main-d'œuvre. Les textes concernant l'organisation du travail de manutention dans les ports maritimes n'ayant jamais fixé de limite à la durée du contrat de travail il n'est pas exact de dire que la pratique du recrutement des dockers permanents est en contradiction avec la loi.

15899. — M. Maurice Thorez expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la catastrophe survenue à l'aérodrome d'Orly, le 3 juin, et qui a coûté la vie à 131 personnes se trouvant à bord d'un Boeing 707 d'Air France a mis, une fois de plus, en évidence les dangers qui menacent les habitants des immeubles riverains de l'aérodrome. Il lui rappelle que, depuis longtemps, les intéressés ont exprimé aux autorités responsables leur inquiétude à ce sujet, et en particulier sur la très faible altitude à laquelle les avions lourdement chargés de passagers, en bagages et en combustibles, survolent leur habitation lors du décollage. Mais aucune suite pratique n'a été donnée à leurs légitimes doléances. D'autre part, des techniciens estiment que l'installation de dispositifs appropriés en bout de piste d'envol serait de nature à réduire, quelque peu, les risques d'accidents. Mais rien n'a encore été fait dans ce domaine. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre, après consultation des représentants de la population en cause, des ingénieurs de l'aviation civile, de l'association des commandants de bord et du syndicat national des pilotes de ligne, afin de préserver au maximum les riverains des pistes de l'aérodrome d'Orly contre les dangers qui pèsent sur eux. (Question du 7 juin 1962.)

Réponse. — Il convient de noter que les services du ministère des travaux publics et des transports et ceux de l'aéroport de Paris se tiennent en liaison étroite avec les riverains des communes voisines des aéroports d'Orly et du Bourget et que ceux-ci sont bien informés des conditions dans lesquelles sont exploités ces deux aéroports. L'altitude à laquelle les avions survolent les agglomérations est conforme aux réglementations française et internationale et les mesures prises par l'aéroport de Paris pour limiter la gêne causée par le bruit aux riverains de ses aéroports se sont révélées efficaces. D'autre part, aucune démonstration statistique ne peut être faite du risque plus ou moins grand que peuvent courir certaines habitations situées sous les axes de décollage en fonction de leur éloignement de l'aéroport. On peut remarquer au surplus que l'accident du 3 juin n'a causé que des dommages insignifiants aux riverains de l'aéroport d'Orly. En ce qui concerne les dispositifs appropriés qui, placés en bout des pistes d'envol, seraient de nature à réduire, quelque peu, les risques d'accident, il convient d'indiquer qu'il n'existe actuellement aucun dispositif d'arrêt susceptible d'être utilisé efficacement pour des avions commerciaux lourds. En effet, les dispositifs de ce type qui sont employés à bord des porte-avions ou sur des aérodromes militaires sont conçus pour arrêter les avions en fin d'atterrissage c'est-à-dire roulant à une vitesse relativement modérée et pesant une dizaine de tonnes soit dix à quinze fois moins que les quadricoptères couramment utilisés sur les lignes internationales. Des dispositifs d'arrêt sont actuellement à l'étude aux Etats-Unis pour limiter les conséquences d'atterrissages exécutés dans des conditions défavorables par des avions lourds. Les services du ministère des travaux publics et des transports et ceux de l'aéroport de Paris suivent avec attention les progrès de ces études; mais il n'est pas encore possible de prévoir l'époque à laquelle des dispositifs d'arrêt efficaces et sûrs pourront être employés pour prévenir certains accidents à l'atterrissage d'avions commerciaux lourds ni, à plus forte raison, pour parer aux conséquences d'un décollage défavorable, circonstance qui exigerait l'absorption d'une quantité d'énergie beaucoup plus considérable encore. En toute hypothèse, l'installation de dispositifs de ce genre, si elle paraît un jour recommandable, fera l'objet d'une étude qui sera soumise aux instances réglementaires.

16192. — M. Davoust demande à M. le ministre des travaux publics et des transports s'il envisage pas : 1° d'accorder aux aveugles et grands infirmes, titulaires de la carte d'invalidité, une réduction sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français et les transports en commun; 2° tout au moins dans l'immédiat, d'étendre aux grands infirmes, dont l'état nécessite l'aide constante d'une tierce personne, la possibilité déjà accordée aux aveugles de se faire accompagner gratuitement par leur aide ou guide dans les chemins de fer et transports en commun. (Question du 26 juin 1962.)

Réponse. — En l'état actuel de la législation, parmi les différentes catégories d'invalides, peuvent seuls bénéficier d'une réduction permanente sur les lignes de la Société nationale des chemins de fer français, les mutilés pensionnés de guerre, les victimes civiles de la guerre et les réformés pensionnés hors-guerre (militaires blessés au cours de leur temps de service légal) à condition que le taux d'invalidité soit au moins de 25 p. 100. Les invalides civils n'ont droit à aucune facilité de circulation, quel que soit leur taux d'invalidité. Toutefois, en ce qui concerne les aveugles civils, la gratuité est accordée pour le transport du guide. Sur le réseau de la Régie autonome des transports parisiens cette même facilité est octroyée mais, en outre, l'aveugle civil bénéficie du demi-tarif; d'autre part, les amputés des deux mains sont transportés gratuitement (ces dispositions ne sont appliquées qu'aux aveugles et amputés résidant dans la région parisienne). Sur les lignes exploitées par les entreprises de transport public routier, le guide de l'aveugle est également transporté à titre gratuit. Pour la S. N. C. F. et les transports parisiens, le remboursement de la perte de recettes qui résulte de l'octroi de ces facilités est pris en charge par le budget de l'Etat (ou d'autres collectivités publiques pour la R. A. T. P.), et pour les autres transports routiers, par compensation sur les tarifs des autres usagers. L'extension demandée entraînerait l'ouverture de crédits supplémentaires destinés à rembourser la S. N. C. F. et la R. A. T. P. D'après des renseignements donnés par le ministère de la santé publique et de la population, le nombre des aveugles et grands infirmes civils serait approximativement de 250.000 (taux d'invalidité supérieur à 80 p. 100). L'indemnité compensatrice à verser notamment à la S. N. C. F. serait calculée, comme pour les mutilés pensionnés de guerre, sur la base du taux de 50 NF par an et par personne pour la carte offrant une réduction de 75 p. 100 à son titulaire, et pour le transport gratuit du guide du grand invalide civil sur la base du taux de 102 NF appliqué actuellement pour les facilités accordées au guide des aveugles civils. Les charges supportées par l'Etat au titre des tarifs sociaux étant déjà fort lourdes, il ne paraît pas possible actuellement de les augmenter.

16440. — M. Nilès expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'afin que l'aveugle, de nationalité française, ayant à voyager sur le réseau de la S. N. C. F. ne soit pas pénalisé par la nécessité dans laquelle il se trouve d'avoir recours à un guide, les dispositions en vigueur prévoient la délivrance d'une carte spéciale permettant aux voyageurs aveugles, qui payent place normale, de faire voyager leur guide gratuitement. Il lui demande s'il n'envisage pas d'étendre ces dispositions aux grands

infirmes ayant besoin de l'aide d'une tierce personne. L'incidence financière ne pouvant pas raisonnablement être soulevée, il sembla tout naturel que cette petite satisfaction soit accordée aux grands invalides civils qui ne bénéficient pas de tarifs réduits sur les transports. (Question du 12 juillet 1962.)

Réponse. — L'octroi, au guide des aveugles civils, d'une autorisation de transport gratuit sur les lignes de la Société nationale des chemins de fer français donne lieu au remboursement, par le budget de l'Etat, de la perte de recettes qui en résulte pour la S. N. C. F. Une extension de cette mesure à la personne accompagnant les grands infirmes civils entraînerait l'ouverture de crédits supplémentaires calculés sur la base de 102 nouveaux francs par an et par personne intéressée. Ces crédits supplémentaires devraient donc être inscrits au budget de l'Etat qui supporte des charges déjà fort lourdes au titre des tarifs sociaux et il ne semble pas possible de les augmenter pour le moment.

16445. — M. Garraud demande à M. le ministre des travaux publics et des transports s'il ne pourrait pas, comme cela se fait pour les aveugles, faire accorder le transport gratuit sur le réseau de la S. N. C. F. à l'accompagnant des grands infirmes ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne. (Question du 13 juillet 1962.)

Réponse. — La mesure que propose l'honorable parlementaire constituerait certes une aide importante pour les grands infirmes qui ont besoin de l'assistance constante d'une tierce personne, mais l'on peut estimer d'après les statistiques du ministère de la santé publique et de la population que le nombre des grands infirmes civils en possession d'une carte d'invalidité s'élève au moins à 200.000, sans compter les anciens combattants. Il résulte, par ailleurs, des calculs de la Société nationale des chemins de fer français que l'extension du bénéfice accordé aux guides des aveugles civils, à la personne accompagnant les grands infirmes, entraînerait l'ouverture de crédits supplémentaires calculés sur la base de 102 nouveaux francs par an et par personne intéressée. La perte de recettes qui s'ensuivrait pour la S. N. C. F. serait donc considérable et devrait donner lieu, comme c'est le cas pour l'autorisation de transport gratuite du guide des aveugles, à un remboursement par le budget de l'Etat. Celui-ci supporte des charges déjà fort lourdes au titre des tarifs sociaux et il ne semble guère possible de les augmenter pour le moment.

16644. — M. Liguard demande à M. le ministre des travaux publics et des transports quelle est l'attitude du Gouvernement à l'égard de la recommandation n° 321, en réponse au rapport de la 4^e session de la commission européenne de l'aviation civile, qui a été adoptée par l'assemblée consultative du conseil de l'Europe le 17 mai 1962, et si le Gouvernement y a donné suite ou s'il envisage d'y donner suite. (Question du 27 juillet 1962.)

Réponse. — Parmi les diverses mesures que propose l'assemblée consultative par sa recommandation 321, les plus importantes sont celles par lesquelles l'assemblée demande au conseil des ministres : a) de mettre en vigueur les recommandations de la commission européenne de l'aviation civile ; b) de favoriser la mise au point de règles destinées à constituer un code de libération du transport aérien européen ; c) d'agir sur les compagnies aériennes des différents pays pour leur faire comprendre l'urgence de parvenir à une coopération renforcée. En réponse à ces recommandations, a) le Gouvernement français fera tous ses efforts pour mettre en application les solutions recommandées par la commission européenne de l'aviation civile soit lors de sa 4^e session, soit lors des sessions antérieures. Toutefois, au moment où la plupart des compagnies aériennes européennes annoncent que l'exercice 1961 s'est soldé par un déficit important, fruit d'une compétition intense sur leurs lignes internationales, le Gouvernement français ne peut que renouveler les réserves qu'il a déjà faites sur certaines des recommandations tendant à libéraliser trop largement les services réguliers de passagers et de fret et préconiser, avant d'accroître la concurrence, l'étude des différentes réformes à apporter à l'organisation du transport aérien européen pour assainir durablement sa situation financière. b) Pour ces mêmes raisons, les autorités françaises ne peuvent qu'accueillir avec une certaine réticence la recommandation visant à mettre au point un code de libération du transport aérien européen. Les échanges de vues qui ont déjà eu lieu à ce sujet au sein de la commission européenne de l'aviation civile ont d'ailleurs montré qu'il existait encore trop de profondes divergences entre les points de vue des différents pays pour aboutir rapidement à l'établissement d'un tel code. c) Le Gouvernement français est au contraire favorable à la recherche de toutes les formes de coopération dans le domaine technique, commercial et financier. En tout état de cause, le Gouvernement français reste très attentif à toutes mesures relatives à la coopération européenne dans le domaine du transport aérien, en raison des répercussions qu'elles peuvent avoir sur les lignes internationales.

16729. — M. Rieunaud expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la livraison du 20 juillet 1962 des documents administratifs du Journal officiel contenait le rapport final de la commission d'enquête sur l'accident aérien survenu le 7 octobre 1961, près du mont Canigou. Il lui demande pour quelles raisons le rapport sur l'accident de la Caravelle qui s'est écrasée le 12 septem-

bre 1961, près de Rabat-Salé, n'a pas encore été publié alors que cet accident est antérieur de près d'un mois à celui susvisé. (Question du 4 avril 1962.)

Réponse. — En application des dispositions de l'annexe 13 à la convention de Chicago, c'est l'Etat dont dépend le lieu où s'est produit un accident d'aviation qui est responsable de l'enquête. L'accident de la Caravelle F-BJTB étant survenu en territoire marocain, c'est donc aux autorités de ce pays qu'incombe la publication du rapport, publication qui ne constitue d'ailleurs pas une obligation sur le plan international. De toute façon, l'ordre chronologique de parution des rapports n'est pas forcément identique à l'ordre chronologique des accidents car les délais nécessaires aux expertises et études techniques diverses que comporte une enquête peuvent varier considérablement selon la nature et les circonstances de l'accident.

16730. — M. Cermolacce appelle l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur une anomalie des règlements de la Société nationale des chemins de fer français applicables en matière de billets populaires de congés annuels payés. En effet, dans le cas où le lieu de travail et de résidence d'un travailleur n'est pas le même que le lieu de son domicile légal ou habituel sa femme et ses enfants, ceux-ci ne peuvent bénéficier de la réduction de 30 p. 100 puisque le parcours effectué avec les billets populaires de congé annuels payés doit être le même pour l'ensemble des voyageurs inscrits sur les billets. Ainsi, un travailleur que les nécessités de sa profession ou la volonté de son employeur ont éloigné de sa famille et de son domicile légal se trouve pénalisé financièrement pour se rendre avec sa famille dans le lieu de vacances qu'ils ont choisi. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre afin que la Société nationale des chemins de fer français mette fin au plus tôt à une telle anomalie. (Question du 4 avril 1962.)

Réponse. — Le régime des billets populaires de congé annuel a été créé pour répondre aux dispositions législatives prises en 1936 en faveur des travailleurs salariés à l'occasion de leur congé payé. La réduction accordée aux salariés a été étendue à la famille, mais sous réserve que celui-ci voyage avec le titulaire du congé. Il ne s'agit en effet que d'un droit accessoire au bénéfice du tarif réduit accordé à titre principal au travailleur. Toutefois, ces dispositions ont été assouplies ; le titulaire et sa famille peuvent voyager en deux groupes, tant à l'aller qu'au retour, à la condition que le parcours effectué soit le même pour l'ensemble des voyageurs. Il ne paraît pas possible d'imposer à la Société nationale des chemins de fer français une nouvelle extension de ces conditions d'application et d'admettre que les voyages de la famille puissent être entièrement dissociés de ceux du salarié en raison, notamment, des mesures très onéreuses de contrôle supplémentaire qu'il serait nécessaire de prendre.

16731. — M. Meck appelle l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur une difficulté soulevée par l'application de l'arrêté interministériel du 31 août 1959 relatif à l'exploitation des autos-écoles. Ce texte distingue deux catégories de personnes soumises à la réglementation et impose à chacune des deux catégories des obligations spéciales : d'une part, le propriétaire de l'auto-école et, de l'autre part, le directeur. En revanche, le cas de gérance libre n'est pas prévu. Il lui demande si le gérant libre d'auto-école est considéré aux termes de la loi comme « propriétaire » ou comme « directeur », quelles obligations lui incombent et notamment au nom de qui doivent être immatriculées les voitures automobiles ; au nom du propriétaire des éléments incorporels du fonds ou au nom du gérant, ou si elles peuvent l'être indistinctement au nom de l'un ou de l'autre. (Question du 4 août 1962.)

Réponse. — Le cas de la location-gérance n'est pas prévu dans la réglementation des établissements d'enseignement de la conduite des véhicules automobiles car cette réglementation ne vise pas les modalités commerciales d'exercice de la profession, mais seulement les conditions d'exploitation indispensables pour garantir la qualité de l'enseignement. La réglementation ne distingue d'ailleurs que deux cas : celui de l'exploitant et celui des directeurs et moniteurs qui font l'objet de deux arrêtés distincts (arrêtés du 17 août 1962 remplaçant les arrêtés du 31 août 1959). Il est fait observer à cet égard que l'exploitant peut ne pas être titulaire du titre de moniteur d'auto-école et dans ce cas il est obligé de faire diriger son établissement par un directeur titulaire de ce titre, d'autre part, que le directeur peut exercer outre ses fonctions celles de moniteur. Dans le cas d'une gérance libre, le gérant doit être considéré comme un exploitant. Il est donc soumis aux dispositions de l'arrêté du 17 août 1962 (qui a abrogé et remplacé celui du 31 août 1959) relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite et, en outre, s'il dirige l'établissement ou enseigne lui-même, aux dispositions de l'arrêté portant la même date, relatif au titre de moniteur. L'agrément de l'établissement n'étant valable que pour l'exploitation à titre personnel, le gérant libre doit adresser au préfet du département où est situé le fonds de commerce une demande d'agrément à son nom en y joignant, outre les pièces réglementaires, un exemplaire du contrat de gérance ainsi que son numéro d'immatriculation au registre du commerce conformément à l'article 3 de la loi du 20 mars 1956. Les voitures automobiles destinées à l'enseignement faisant partie des éléments incorporels et matériels du fonds et étant la propriété du loueur restent immatriculées au nom de celui-ci.

16776. — M. René Pleven demande à M. le ministre des travaux publics et des transports pour quels motifs le Gouvernement français s'est opposé jusqu'ici à la réalisation du projet d'Air Union. (Question du 11 août 1962.)

Réponse. — Il n'est pas exact de dire que « le Gouvernement français s'est opposé jusqu'ici à la réalisation du projet d'Air Union ». En fait, la complexité du problème explique la longueur des études poursuivies et l'étendue des échanges de vues entre les autorités des pays européens intéressés. Une décision doit, de toute façon, intervenir prochainement.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 (alinéas 2 et 6) du règlement.)

16578. — 23 juillet 1962. — M. Jean Vitel expose à M. le ministre de l'éducation nationale les doléances qui lui ont été rapportées par les directeurs de collèges d'enseignement général, au sujet de l'épreuve de mathématiques (algèbre, géométrie, arithmétique) comprenant deux problèmes, subie par les candidats du concours d'entrée aux écoles normales d'instituteurs et d'institutrices en 1962. Ces problèmes, qui devaient être du niveau de la classe de troisième moderne, ainsi qu'il est prévu par les règlements, correspondaient à un niveau nettement supérieur. Il lui demande : 1° s'il est possible de connaître la moyenne générale de la note obtenue à cette épreuve, renseignements que la statistique devrait pouvoir aisément donner ; 2° au cas où il s'avérerait que cette moyenne est vraiment très inférieure à la normale, s'il ne serait pas opportun d'envisager de nouvelles épreuves pour cette matière, les candidats orientés vers les mathématiques ayant été par trop défavorisés, le coefficient « trois » étant attribué à l'épreuve.

16582. — 23 juillet 1962. — M. Nilles expose à M. le ministre de l'industrie que les habitants de Drancy se plaignent des mauvaises odeurs dégagées par des usines situées au Bourget et au Blanc-Mesnil. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour obliger les industriels intéressés à aménager dans leurs installations des dispositifs appropriés, et pour faire cesser ainsi un état de choses qui suscite les protestations justifiées de la population de Drancy.

16618. — 24 juillet 1962. — M. Gernez signale à M. le ministre de l'industrie les exigences de plus en plus impératives et importantes des services régionaux d'électricité de France dans le montant de la participation financière réclamé aux nouveaux abonnés des logements économiques et familiaux. En particulier, les sociétaires de certaines coopératives H. L. M., dont l'apport strictement personnel ne dépasse pas 1.000 nouveaux francs, se voient réclamer, pour des logements édifiés à l'intérieur des agglomérations et dans tous les cas en des lieux ne pouvant être considérés comme des écarts, des frais d'abonnement et de participation au renforcement du réseau qui atteignent 2.000 nouveaux francs. Alors que l'installation électrique intérieure n'a pas dépassé en général 400 nouveaux francs et que ces sociétaires, salariés modestes, ne disposent d'aucune somme supplémentaire à celle prévue initialement dans l'équilibre financier de la coopérative, une sorte de chantage est exercé par les services d'électricité de France qui refusent tout branchement électrique et laissent les occupants, ayant des familles nombreuses avec des enfants en bas âge, dans l'obligation de devoir quitter leur logement, faute de pouvoir y utiliser les appareils électriques indispensables et qui font partie du confort minimum dans la vie moderne. Il s'élève contre ces formules qui ne constituent pas des cas isolés et dont il peut citer un nombre important dans un seul arrondissement. Il lui demande s'il n'a pas l'intention d'intervenir auprès d'Electricité de France pour que ces pratiques abusives cessent et que les investissements nécessaires au point de vue réseau soient supportés par le service public et non pas par l'usager, incapable de par ses ressources de trouver un financement deux fois supérieur à ce qui lui a été demandé pour l'ensemble de sa maison.

16668. — 27 juillet 1962. — M. Rieunaud, se référant à la réponse donnée par M. le ministre de la construction à la question écrite n° 14346 de M. Le Guen (*Journal officiel*, débats A. N., du 24 mai 1962), lui demande s'il est actuellement en mesure de lui donner des indications sur les solutions qui pourront être adoptées, afin que l'aide personnelle au logement, qui est actuellement constituée par l'allocation de logement et par l'allocation de loyer aux personnes âgées, soit consentie à d'autres catégories de la population, en fonction des ressources des intéressés et des charges qu'ils auraient à supporter pour se loger.

16670. — 27 juillet 1962. — M. Godefroy demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre afin d'assurer l'écoulement de la récolte de pommes qui s'annonce devoir être excédentaire, cette année, dans les départements de l'Ouest.

16779. — 25 août 1962. — M. Poudevigne demande à M. le ministre des armées quelles mesures il compte prendre pour déterminer les dégâts éventuels causés par le franchissement du « mur du son » par les avions modernes.

16780. — 25 août 1962. — M. Michel Sy expose à M. le ministre du travail qu'une situation intolérable est créée à la bourse du travail de Paris. Celle-ci est gérée, aux termes de l'article 10 du décret des 17 et 18 juillet 1900, modifié par le décret du 17 août 1905, par une commission administrative élue par les délégués des syndicats logés appartenant dans leur très grande majorité à une seule confédération syndicale de travailleurs. La commission administrative de la bourse du travail de Paris, ne représentant qu'une seule et unique tendance, interdit, dans ces conditions, toute adhésion nouvelle des syndicats inscrits à la préfecture de la Seine sous le fallacieux prétexte de l'impossibilité de loger de nouveaux syndicats. Il s'ensuit que les services de la bourse du travail de Paris (traducteurs, conseils juridiques, bibliothèques) et les salles de réunions sises tant dans le local central que dans les annexes ne peuvent être utilisés par les autres organisations syndicales. Il lui demande : 1° s'il ne croit pas utile à la préservation des libertés syndicales de demander aux membres du Gouvernement chargés du commerce et de l'industrie de dissoudre la commission administrative de la bourse du travail de Paris et de faire administrer celle-ci par un régisseur que nommerait le préfet de la Seine conformément à l'article 2 du décret du 17 juillet 1900, modifié par les décrets du 11 août 1905, du 16 octobre 1908 et du 11 décembre 1922 ; 2° s'il n'envisage pas de demander aux ministres compétents de refondre les décrets précités afin que tous les syndicats inscrits à la préfecture de la Seine puissent être admis à la bourse du travail et que la commission administrative soit à l'image de la représentation de ces syndicats, en attendant une nouvelle construction digne de la ville de Paris.

16781. — 25 août 1962. — M. Godonnèche expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes qu'un fonctionnaire français en Algérie, actuellement en congé en métropole, a reçu une note ainsi rédigée : « Etat algérien. — Service de l'aide aux personnes âgées, Alger, 19 juillet 1962. — Le directeur du service de l'aide aux personnes âgées à M... Objet : congé de maladie. Je vous fais connaître que, suivant instructions gouvernementales, les congés de maladie sont suspendus depuis le 9 juillet 1962. En conséquence, s'il vous arrivait d'être malade en dehors du territoire algérien, il vous appartiendrait de rejoindre l'Algérie où un congé de maladie pourrait éventuellement vous être accordé par un médecin désigné par l'administration. Pour le directeur, le chef du B. O. R., signé (Illisible) ». Il lui demande : 1° si le destinataire, fonctionnaire français, doit éventuellement se conformer à une telle instruction émanant d'un Etat étranger et d'ailleurs absolument aberrante quant à la conception qu'elle manifeste sur le plan médical et humain ; 2° dans l'affirmative, en vertu de quels textes et de quels accords une substitution d'autorité aussi invraisemblable aurait pu intervenir ; 3° dans la négative, quelles dispositions le Gouvernement entend prendre pour que de telles situations soient à l'avenir clairement définies et pour éviter que des fonctionnaires français soient désormais l'objet d'ordres aussi manifestement abusifs en droit comme en fait.

16783. — 25 août 1962. — **M. Philippe Vayron** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes** quelles sont les mesures prises par le Gouvernement en faveur des agents de la formation professionnelle des adultes en Algérie, dont le sort semble avoir été oublié dans les textes traitant du reclassement des fonctionnaires français rapatriés ou restant sur place. Il lui demande notamment : 1° si un reclassement en France est prévu en ce qui les concerne ; 2° si oui, quel est l'organisme de rattachement ; 3° si les frais de déménagement seront remboursés sur la base des fonctionnaires du secteur public ; 4° à qui les demandes de mutations éventuelles devront être adressées ; 5° si rien n'est prévu en leur faveur, quel est le motif de cet abandon, qui semble d'autant plus étonnant que le seul but de ces agents a été d'élever le niveau de vie des populations algériennes en essayant de donner un métier rentable à sa jeunesse.

16786. — 25 août 1962. — **M. Callemer** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que, selon certaines informations de presse, les mesures prises en Suisse, en Italie et en Belgique à l'encontre de réfugiés politiques français seraient dues à des interventions faites par le Gouvernement français auprès de ces gouvernements voisins. Il lui demande : 1° si ces informations sont exactes ; 2° dans l'affirmative, si de telles interventions lui paraissent conformes aux traditions démocratiques et à la pratique traditionnelle du droit d'asile, alors que certains des dirigeants actuels de l'Italie n'ont échappé à la répression du régime fasciste que grâce à l'asile qui leur fut assuré par la République française.

16789. — 25 août 1962. — **M. Vanler** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les taxes forestières appliquées sur les bois que nous exportons placent ceux-ci dans des conditions de concurrence difficile sur certains marchés étrangers, notamment en Italie, qui reçoivent également des bois de l'Europe centrale. Il lui demande s'il n'est pas possible d'envisager un allègement, au moins momentané, de ces charges, par la suppression de la taxe de 2,50 p. 100 destinée à alimenter le budget annexe des prestations sociales agricoles ou, si cette mesure s'avérerait impossible en raison de la perte de ressources qu'elle entraînerait, de reporter cette taxation sur l'importation des bois étrangers, ce qui aboutirait même à une augmentation des ressources du budget en cause.

16792. — 25 août 1962. — **M. Michel Sy** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** les quatre cas suivants : 1° l'article 55 de la loi de finances pour 1962 faisait obligation au Gouvernement de saisir le Parlement dans le cadre d'un plan quadriennal des dispositions intéressant les ressortissants du code des pensions militaires d'invalidité. Il lui demande dans quel délai le Gouvernement compte déférer à l'obligation posée par la loi ; 2° la loi du 31 mai 1933 et la loi du 22 février 1937 stipulent expressément (article 128) que les pensions attribuées par décision de justice sous le régime de la preuve n'étaient pas revisables, annulant ainsi les dispositions des décrets-lois du 4 juillet et 8 août 1935. Il lui demande quelles mesures sont envisagées pour respecter la volonté formellement exprimée par le Parlement à deux reprises et qui reste systématiquement ignorée de l'administration ; 3° il existe une disparité de traitement injustifiée du fait de l'application des articles L. 4 et 5 du code des pensions entre les invalides de guerre et les invalides du temps de paix, contrairement aux dispositions primitives de la loi du 31 mars 1919. Il lui demande quelles dispositions sont envisagées pour rétablir l'égalité entre les deux catégories d'invalides et faire bénéficier, conformément à la justice et à la volonté primitive du législateur, les invalides du temps de paix des dispositions de l'article 45 ; 4° lors de la discussion de la loi du 29 juillet 1950 accordant le bénéfice de la sécurité sociale aux veuves de guerre, il avait été expressément précisé par M. le ministre des anciens combattants que ce même droit devait aussi être attribué aux veuves hors guerre. Il lui demande quelles dispositions sont envisagées pour tenir cet engagement pris par le Gouvernement.

16794. — 25 août 1962. — **M. Michel Sy** rappelle à **M. le ministre des armées** sa déclaration du 9 novembre 1961 devant l'Assemblée nationale, selon laquelle une décision devait intervenir au mois de décembre 1961 en ce qui concerne la fabrication de l'avion-cargo léger. Dès le mois de février 1961, un des quatre projets présentés à l'agrément du ministre des armées aurait été capable des performances imposées, mais aurait été jugé trop onéreux. Soucieux des conséquences de tout nouveau retard, tant à l'égard de nos forces armées que de nos possibilités d'utilisation civile et d'exportation d'un appareil-cargo léger, il lui demande : 1° quel était au mois de février 1961 le projet dont les performances apparaissent conformes aux normes imposées et de combien la réalisation de ce projet aurait dépassé les limites financières prévues ; 2° si l'utilisation d'appareils de cette conception pourrait être envisagée pour la desserte de lignes intérieures à partir de terrains pourvus d'installations sommaires, et si les possibilités d'utilisation civile, avec les chances d'exportation qu'elles comportent, entreraient en ligne de compte dans le choix à venir ; 3° quand sera arrêtée la décision du Gouvernement ; 4° si le Gouvernement, en complément de la déclaration de M. le Premier ministre, à l'Assemblée nationale, le 16 juillet 1962, d'une part, et de la réponse de M. le ministre des finances, au Sénat, le 18 juillet 1962, d'autre part, peut apporter la précision que dans le budget de 1963, les crédits de 46 milliards, prévus pour la fabrication de 27 appareils par la loi-programme, seront intégralement maintenus.

16795. — 25 août 1962. — **M. de Sesmaisons** attire l'attention de **M. le ministre des armées** sur la situation des jumeaux qui font actuellement leur service militaire. Il lui demande si, maintenant que les opérations sont terminées en Algérie, il ne serait pas possible de prévoir des mesures permettant une démobilisation plus rapide des jumeaux, pour tenir compte des inquiétudes qu'ont pu éprouver leurs familles et du risque plus grand que celles-ci ont accepté : deux de leurs enfants servant en même temps, dans la même unité, dans des zones opérationnelles.

16798. — 25 août 1962. — **M. Félix Mayer** expose à **M. le ministre de la construction** qu'à la suite de l'évacuation de la zone en avant de la ligne Maginot en 1939 des véhicules automobiles ont été soit réquisitionnés sans bon régulier de l'autorité compétente, soit pris sans autre formalité par les régiments sur place. D'une part, l'armée ne veut pas en prendre à sa charge l'indemnisation, la réquisition ayant été faite irrégulièrement et, d'autre part, les services de la reconstruction se refusent à considérer ces pertes comme résultant de l'évacuation et indemnisables suivant la loi d'octobre 1946 sur les dommages de guerre. Mais il ne paraît pas y avoir de doute que ces pertes trouvent leur origine dans l'évacuation de cette région dès la mobilisation générale. Il lui demande à quelle autorité incombe l'indemnisation de ces pertes, en considérant que les propriétaires en question seraient grandement lésés si seul le prix de réquisition à la valeur 1939 était retenu plus de 20 ans après la perte, et non le prix de la reconstitution.

16799. — 25 août 1962. — **M. Lombard** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que l'accès des professeurs adjoints répétiteurs aux emplois d'adjoint d'enseignement est réglé par le décret du 3 novembre 1948 (*Journal officiel* du 5 novembre 1948), qui en son article 1^{er} dispose : « A titre transitoire et jusqu'à extinction de leur cadre, les professeurs adjoints et répétiteurs (bacheliers) appartenant à la première, seconde et troisième classe de leur grade pourront accéder aux emplois d'adjoint d'enseignement dans la proportion d'une nomination sur cinq emplois vacants. » Les répétiteurs de l'enseignement technique ne bénéficient pas de cette mesure bien qu'ils dépendent maintenant des mêmes services que leurs collègues de l'enseignement du second degré. En outre, les intéressés n'ont pas bénéficié non plus des dispositions prises en mai 1961 en faveur du personnel de l'éducation nationale concernant leur reclassement et la revalorisation de leurs fonctions. Il lui demande s'il compte faire en sorte que, par mesure de stricte équité, et compte tenu du fait que le nombre des répétiteurs est dans l'enseignement technique extrêmement réduit (ainsi il n'en existe que deux pour toute l'académie

de Rennes), ceux-ci soient admis à bénéficier des dispositions prévues par le décret du 3 novembre 1948 concernant l'accès des professeurs adjoints répétiteurs aux emplois d'adjoint d'enseignement.

16800. — 25 août 1962. — **M. Bouchet** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quelles sont les conditions d'application des circulaires du 28 septembre 1961 et 22 mars 1962 relatives à la situation des instituteurs assurant leur service dans les classes du second degré des établissements classique, moderne et technique. Il lui demande tout particulièrement si les instituteurs délégués depuis trois ans dans un collège d'enseignement technique peuvent être titularisés ou maintenus de façon définitive et dans quelles conditions, dans les fonctions de professeur de collège d'enseignement général, au même titre que leurs collègues délégués depuis trois ans dans un lycée classique, moderne ou technique.

16801. — 25 août 1962. — **M. Charret** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** : 1° quel est, dans les lycées classiques et modernes d'une part, et dans les lycées et collèges techniques d'autre part, le nombre de surveillants généraux ; o) licenciés d'enseignement ; b) licenciés en droit ; c) titulaires d'une licence libre ; d) titulaires de certificats de licence ; e) titulaires du seul baccalauréat ; 2° pour chacune des catégories précédentes, le nombre de surveillants généraux : o) titulaires ; b) délégués ministériels ; c) délégués rectoraux ; 3° si les surveillants généraux délégués rectoraux, titulaires d'une licence en droit, pourront être : a) titularisés sur titres en application du nouveau statut sur la surveillance générale actuellement en préparation ; b) appelés à être nommés dans le nouveau cadre des censeurs adjoints, et dans quelles conditions.

16803. — **M. André Marie** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas suivant : **M. et Mme X...** ont acheté, en 1947, une forêt, dont, en 1959, ils ont fait l'apport à un groupement forestier constitué en application du décret n° 54-1302 du 30 décembre 1954, tendant à favoriser la constitution de groupements pour le reboisement et la gestion forestière, et du décret n° 55-1068 du 4 août 1955 pris pour son exécution. La société a été constituée entre **M. et Mme X...** et leurs enfants, lesquels étaient propriétaires d'une partie du terrain par suite d'une donation en avancement d'hoirie qui leur avait été faite par **M. et Mme X...** préalablement à la constitution du groupement forestier. En application de l'article 7 du décret du 30 décembre 1954 et de l'instruction de l'administration n° 7782, les apports ont bénéficié des exonérations de droit d'enregistrement. L'article 4 de la loi n° 51-1396 du 21 décembre 1961 institue un prélèvement sur les plus-values réalisées à compter du 1^{er} novembre 1961 par les personnes physiques ou morales à l'occasion de la vente, de l'expropriation ou de l'apport en société de terrains bâtis ou assimilés qui ont fait l'objet d'une mutation à titre onéreux ou d'un apport en société depuis moins de sept ans. Le décret n° 62-606 du 23 mai 1962, fixant les modalités d'application, précise que les mutations à titre onéreux, c'est-à-dire d'une façon générale toutes les mutations regardées comme étant à titre onéreux dans la terminologie des droits d'enregistrement, sont seules frappées du prélèvement au taux de 25 p. 100. Il lui demande, l'apport au groupement forestier ayant été considéré comme une mutation à titre gratuit, en application du décret du 30 décembre 1954 et de l'instruction de l'administration n° 7782, si la plus-value qui pourrait se dégager, lors de la vente par le groupement forestier, d'une partie ou de la totalité de la forêt, serait ou non soumise au prélèvement institué par l'article 4 de la loi n° 51-1396 du 21 décembre 1961.

16804. — 25 août 1962. — **M. Richards** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'à la suite de sa réponse à sa question écrite n° 14842 (*Journal officiel* du 27 juin 1962), il appert que la loi du 28 décembre 1959 a profondément modifié le caractère de l'alinéa 1^{er} de l'article 1435 du code général des impôts qui permet l'exonération de la cote mobilière aux vieillards non assujettis à la surtaxe progressive ; et qu'une discrimination est faite aux vieillards âgés de plus de 65 ans

retraités de la sécurité sociale pour le motif possible que ces derniers auraient pu se trouver sous un autre régime avant le 1^{er} janvier 1960 que celui auquel ils peuvent être soumis en 1962. Il lui demande : 1° comment interpréter la formule « à la condition que, sous le régime en vigueur avant le 1^{er} janvier 1960, ils n'eussent pas été passibles, à raison de leurs bénéfices ou de revenus de l'année précédente, de la surtaxe progressive ou de la taxe proportionnelle », et si cela a pour conséquence directe de tenir compte, dans le temps, de la situation antérieure pour juger du présent ; 2° si le simple fait, pour un vieillard, de ne plus se trouver dans la même situation de revenus en 1962 qu'en 1959 est suffisant pour lui faire perdre le bénéfice de l'exonération de la cote mobilière, alors qu'il serait de la plus pure équité que ce soit la situation présente et non celle du passé qui soit prise en considération ; 3° s'il en était autrement, comment les vieillards — à qui on promet tant — ne pourraient pas être incités de voir leurs maigres revenus de retraite de la sécurité sociale encore diminués par les augmentations croissantes de la vie et des impôts, sans compter celles de toutes sortes qu'ils doivent subir indirectement ; 4° en tout état de cause, s'il n'envisage pas de prendre des mesures pour le moins humaines pour permettre à ces nouveaux déshérités de la vie de pouvoir, grâce à la modification de l'article 1435, par voie autoritaire ou réglementaire, revenir ainsi à l'ancien texte qui était plus libéral.

16805. — 25 août 1962. — **M. Raymond Bolsé** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'aux termes d'un acte sous signatures privées en date du 20 novembre 1959, un sieur **J...** a promis de vendre à une autre personne un appartement dépendant d'un immeuble en construction dans son futur état d'achèvement. A la suite de diverses difficultés entre les cocontractants, est intervenu un jugement récent d'un tribunal de grande instance, constatant que l'écrit susénoncé valait vente, et condamnant les parties à l'exécuter. Or, à l'époque où l'acte a été passé, était en vigueur l'article 1371 ter du code général des impôts qui avait été substitué à la date du 1^{er} janvier 1956 à l'ancien article 1371 bis du même code, lequel réduisait le droit de mutation à titre onéreux au taux de 1,20 p. 100 et supprimait la taxe de première mutation à titre onéreux, pour la première mutation à titre onéreux, notamment des constructions nouvelles dont les trois quarts au moins de la superficie totale étaient affectés à l'habitation sous condition que les travaux de constructions aient été commencés après le 31 mars 1950 et soient achevés avant le 1^{er} janvier 1962. L'article 3 du décret n° 50-898 du 2 août 1950, modifié par l'article 8 du décret du 12 janvier 1956, subordonnait l'obtention du bénéfice de cet allègement à la production : o) d'une copie du permis de construire ; b) et d'un certificat du maire enregistré avant le 1^{er} avril 1962, précisant la désignation cadastrale de l'immeuble, les nom, prénoms et domicile du propriétaire, la date d'achèvement des travaux de construction et celle de la délivrance du certificat de conformité et attestant que l'immeuble neuf est à concurrence des trois quarts au moins de sa superficie totale à usage d'habitation, qu'il est complètement terminé et en état d'être habité dans toutes ses parties. Ces dispositions ont été abrogées à compter du 1^{er} janvier 1959 par l'article 49 de l'ordonnance du 30 décembre 1958. Or, l'immeuble en cause a fait l'objet d'un permis de construire en date du 6 mai 1958 et le certificat de conformité a été délivré par les services municipaux à la date du 24 décembre 1959, mais aucun certificat du maire n'a été enregistré avant le 1^{er} avril 1962, cette formalité n'ayant plus de raison d'être depuis le changement du régime fiscal. Il lui demande si, eu égard au changement de législation, par mesure de tempérament, le droit réduit de 1,20 p. 100 peut être perçu, alors que les parties sont en mesure de produire le permis de construire, le certificat de conformité et un certificat du maire attestant l'habitabilité de l'immeuble, quoique ce dernier n'ait pas été enregistré avant le 1^{er} avril 1962, le tout sous réserve des pénalités encourues, ou si au contraire doit être perçu le droit de 10,80 p. 100 (tarif ordinaire) augmenté des taxes locales et taxe à la première mutation, soit au total 20,10 p. 100.

16806. — 25 août 1962. — **M. Turroques** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le propriétaire d'un immeuble peut, en vertu de l'article 32 du décret du 30 septembre 1953, et sous certaines conditions, se soustraire au paiement de l'in-

démnité d'éviction fixée par décision judiciaire au profit d'un locataire commerçant. Il lui demande si l'exercice de cette faculté, qui a pour résultat de rendre sans effet la condamnation prononcée, ouvre droit à restitution de la taxe proportionnelle perçue lors de l'enregistrement du jugement intervenu. Il est de principe, en effet, en la matière, que tout droit dont la cause d'exigibilité a été supprimée par un événement postérieur doit être restitué (art. 1953 du C. G. I.).

16807. — 25 août 1962. — M. Le Douarec, rappelant qu'aux termes du troisième alinéa du paragraphe III de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, « Le preneur qui exerce son droit de préemption bénéficiera pour son acquisition d'avantages fiscaux et de crédits équivalents à ceux qui seront consentis aux acquéreurs des fonds rétrocédés par les S. A. F. E. R. », demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° quels sont les avantages fiscaux résultant de l'application de ce texte, notamment en ce qui concerne les droits d'enregistrement et de timbre relatifs aux acquisitions effectuées par les preneurs en vertu du droit de préemption ; 2° quels sont le montant, la durée et le taux d'intérêt des crédits consentis aux preneurs exerçant le droit de préemption ; 3° quelle est la date d'entrée en vigueur de ces avantages fiscaux et de ces crédits.

16808. — 25 août 1962. — M. Motte expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 1241 du code général des impôts dispose que : « Sont exemptés des droits de mutation à titre gratuit, lors de leur première mutation à titre gratuit, les constructions, reconstructions ou additions de constructions achevées postérieurement au 31 décembre 1947, dont les trois quarts au moins de la superficie totale sont affectés à l'habitation ». Il lui demande suivant quel processus sera appliqué le texte considéré dans l'hypothèse suivante : deux sœurs célibataires viennent de faire construire en indivision un immeuble d'habitation ; le décès de l'une d'elles rendra alors la survivante seule propriétaire de cet immeuble, et cette mutation bénéficiera des dispositions susdites alors que, par le fait de la dévolution successorale, moitié de l'immeuble indivis se trouvera ainsi mutée à titre gratuit pour la première fois. Il lui demande précisément si, au décès de la survivante, les dispositions considérées joueront à nouveau, cette fois sur la moitié indivise constituant la part initiale de l'intéressée, part dont en tout cas ce sera alors la première mutation à titre gratuit.

16809. — 25 août 1962. — M. Paquet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 4 de la loi n° 61-1396 du 21 décembre 1961 institue un prélèvement de 25 p. 100 sur les plus-values réalisées à l'occasion de la vente des terrains non bâtis et assimilés ayant fait l'objet d'une mutation à titre onéreux ou d'un apport en société depuis moins de sept ans ; que la vente par des sociétés civiles constituées uniquement entre les copropriétaires indivis de terrains non bâtis recueillis par voie de succession ou de donation ou entre ces copropriétaires et les titulaires des droits immobiliers y afférents ne constituerait pas un fait générateur du prélèvement s'il intervenait plus de sept ans après l'acquisition réalisée par le défunt ou le donateur. Il lui demande si le prélèvement sera exigé lors de la vente d'un terrain appartenant à une société civile, formée uniquement entre des frères et sœurs cohéritiers dans la succession de leur père mais comprenant, d'une part, des terrains indivis entre eux comme leur provenant de ladite succession (le père à son décès en était propriétaire depuis plus de sept ans) et, d'autre part, des terrains ayant la même origine mais attribués préalablement à l'un des associés au moyen d'un partage partiel, postérieurement au décès de l'auteur commun et antérieurement à la constitution de la société civile.

16810. — 25 août 1962. — M. Laurin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article L. 5 (1°) du code des pensions civiles et militaires de retraite, annexé au décret n° 51-590 du 23 mai 1951, prévoit, en vue d'une mise à la retraite anticipée, une réduction d'âge et de durée de services pour les fonctionnaires anciens combattants, les périodes qui permettent de

prétendre à cette réduction étant celles auxquelles sont attachés des bénéfices de campagne doublés. Il lui demande si ces dispositions sont également applicables aux fonctionnaires sollicitant la pension proportionnelle prévue à l'article L. 6 (2°) dudit code et, plus précisément, pour ceux qui atteignent l'âge de soixante ans sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté.

16811. — 25 août 1962. — M. Jarrosson expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les apports à des sociétés dites « de famille » sont exclus du champ d'application du prélèvement de 25 p. 100 sur les plus-values lorsque la vente des terrains ou leur apport à une autre société a lieu plus de sept ans après l'acquisition réalisée par le défunt ou le donateur, à condition que les sociétés en cause ne se livrent pas à des opérations portant sur d'autres immeubles que ceux de l'apport des membres fondateurs, à condition également que les sociétés en cause n'admettent pas d'autres associés que les membres fondateurs, leurs héritiers, donataires ou légataires. Il lui demande si cette dernière condition doit bien être interprétée de la façon suivante : « Au moment de la vente ou de l'apport à une autre société, la société ne doit être composée que des membres fondateurs, de leurs héritiers, donataires ou légataires, à l'exclusion de tous tiers ».

16812. — 25 août 1962. — M. Karcher demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si est applicable à la pension alimentaire dont bénéficie une divorcée pour ses enfants l'article 16 de la loi n° 59-1472 du 23 décembre 1959 ainsi conçu : « Le montant brut de l'impôt résultant de l'application du barème est réduit, en ce qui concerne les bénéficiaires de traitements, salaires et pensions, d'une somme égale à 5 p. 100 du montant des sommes effectivement soumises à l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre de ces traitements, salaires et pensions, lorsque les dites rémunérations entrent dans le champ d'application du versement forfaitaire prévu à l'article 231 du code général des impôts ou sont exonérées de ce versement ». Le texte ci-dessus a eu manifestement pour but de neutraliser l'augmentation de la charge fiscale qui aurait résulté, pour les salariés et titulaires de pensions, de la hausse de 5 p. 100 apportée aux divers polders de l'impôt sur le revenu des personnes physiques par l'article 13 de la même loi. Au surplus, sous le régime antérieur au 1^{er} janvier 1960, les pensions alimentaires procédant d'un jugement de divorce étaient exonérées de la taxe proportionnelle ainsi que du versement forfaitaire de 5 p. 100, et elles demeurent présentement en dehors du champ d'application dudit versement et de la taxe complémentaire. Il s'ensuit qu'en prétendant exclure du bénéfice de la réduction de 5 p. 100 les revenus dont il s'agit, l'administration violerait manifestement la volonté du législateur, puisque ces revenus se trouvent surimposés par rapport à la période antérieure à l'entrée en vigueur de la loi susvisée.

16813. — 25 août 1962. — M. Clermontel expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'équité voudrait que fussent modifiées, au profit des rapatriés d'Afrique du Nord, les dispositions fiscales qui, concevables en temps normal, paraissent abusives à leur égard. D'une manière générale, les annuités d'amortissement d'un prêt consenti par un organisme quelconque pour l'achat d'une propriété, d'un fonds de commerce, d'un portefeuille d'assurances, etc., ne sont pas déductibles du revenu imposable de l'intéressé, le remboursement d'un prêt constituant en fait un enrichissement et étant prélevé sur les bénéfices. Mais, en ce qui concerne un rapatrié d'Afrique du Nord qui, du fait des événements, a perdu tous les biens qu'il pouvait y détenir, l'achat en métropole, au moyen d'un prêt, d'un nouvel outil de travail équivalent à celui qu'il possédait, constitue pour lui non un enrichissement, mais certainement la reconstitution d'un bien antérieur. Il lui demande quelles mesures exceptionnelles il compte prendre, en accord avec M. le secrétaire d'Etat aux rapatriés, afin que soient exonérées de l'impôt, c'est-à-dire déductibles du revenu, les annuités de remboursement des prêts accordés aux rapatriés d'Afrique du Nord par divers organismes tels que le Crédit hôtelier, en vue de la reconstitution en métropole de l'outil de travail (propriété, usine, atelier, fonds de commerce, portefeuille d'assurances, etc.) abandonné en Afrique du Nord.

16814. — 25 août 1962. — **M. Vaibrègue** signale à l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation particulièrement difficile dans laquelle se trouvent des entreprises métropolitaines travaillant en Algérie ou au Sahara. L'état d'insécurité régnant dans leur zone a entraîné le départ progressif des cadres et du personnel européen ou musulman, paralysant ainsi complètement leur activité. Du fait de l'interdiction qui leur a été faite par les autorités algériennes de rapatrier leur matériel dans la métropole, ce matériel, qui représente une grosse part de l'actif de ces entreprises, reste inemployé, sans surveillance, sans entretien, et se détériore. Parallèlement, certaines de ces entreprises ayant leur siège social en France ont, par ailleurs, des difficultés sur le plan fiscal : a) soit à cause des retards apportés par les collectivités algériennes ou sahariennes ou par les banques légales, à leur régler le montant des travaux exécutés ; b) soit du fait qu'aucune suite n'est donnée par les services locaux de l'assiette à leurs réclamations dont certaines portent sur des erreurs matérielles manifestes ; c) soit enfin du fait que les comptables des contributions d'Algérie, au lieu d'exercer les saisies conservatoires du privilège du Trésor sur le matériel se trouvant sur les chantiers algériens ou sahariens, adressent à leurs collègues de la métropole des contraintes pour faire exercer ces saisies sur le matériel que possèdent en France ces entreprises. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas nécessaire de donner d'urgence des instructions aux comptables du Trésor pour suspendre toutes mesures d'exécution de poursuites à l'égard de ces entreprises à raison de leurs impositions algériennes ou sahariennes ; 2° si des mesures fiscales ou autres sont envisagées pour dédommager ces entreprises des lourdes pertes qu'elles subissent du fait de la situation en Algérie.

16815. — 25 août 1962. — **M. Vaibrègue** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** : s'il est exact que des Français repliés d'Algérie, où ils ont dû laisser la plus grande partie de leur patrimoine, peuvent faire l'objet, aux fins de poursuites en France, des contraintes émanant du service des contributions d'Algérie et adressées aux percepteurs de leur résidence de repli ; 2° dans l'affirmative, s'il lui serait possible, en raison des circonstances exceptionnelles et dans le cadre des mesures sociales d'accueil et de solidarité nationale prises par le Gouvernement en faveur de ces Français, de donner aux comptables du Trésor en France des instructions pour suspendre toutes mesures d'exécution de poursuites à leur égard, en ce qui concerne leurs impositions algériennes ou sahariennes.

16816. — 25 août 1962. — **M. Davoust** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** quelles suites il compte donner à l'arrêt du Conseil d'Etat du 9 avril 1962 (n° 20517 à 20519), qui a considéré que les dispositions de l'article 4 de la loi du 28 juin 1941 étaient applicables aux exploitations et entreprises effectuant les mêmes opérations dans les halles, foires, fêtes et marchés publics lorsque ces opérations étaient limitées, sans aucune opération annexe, à la perception des droits de stationnement et d'occupation temporaire du domaine public. Les opérations visées par le Conseil d'Etat ne peuvent être effectuées que par les exploitations en régie et les entreprises concessionnaires des communes, et il importe de savoir, en l'absence d'entreprises privées dont le régime fiscal pourrait servir de référence, si dorénavant les règles communales devront acquiescer rigoureusement, dans les conditions du droit commun, tous impôts, tous droits fiscaux, toutes contributions et toutes taxes qui sont actuellement réclamés pour les mêmes opérations aux adjudicataires des communes, ou si, au contraire, et plus justement, l'égalité fiscale exigée par les dispositions de l'article 4 de la loi du 28 juin 1941, qui ont été reprises par le code général des impôts (article 1654), devra être réappliquée en considérant que toute exemption de droits, taxes ou contributions, dont les règles bénéficient actuellement, se trouve également applicable pour les mêmes opérations des concessionnaires des communes.

16817. — 25 août 1962. — **M. Sallénave** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation particulière des ouvriers de chantiers de forage en matière d'impôt sur le revenu : l'article 5 de l'annexe 4 du code général des impôts prévoit la

possibilité d'une déduction supplémentaire de 10 p. 100 pour frais professionnels au bénéfice de certaines catégories d'assujettis, parmi lesquels les ouvriers du bâtiment, mais l'assimilation des ouvriers de forage à ces derniers donne souvent lieu à des contestations. Compte tenu, d'une part, du petit nombre d'ouvriers de forage en comparaison des ouvriers du bâtiment et, d'autre part, du fait que les premiers sont exposés aux intempéries et à diverses causes de salissure comme les seconds mais, en outre, aux souillures par les hydrocarbures, il lui demande s'il n'envisage pas d'accorder aux foreurs le bénéfice de cette disposition.

16819. — 25 août 1962. — **M. Fry** expose à **M. le ministre de l'intérieur** les défaillances des pouvoirs publics, municipalités et préfectures qui pratiquent la politique de la « bouche cousue » et se lavent les mains devant les désagréments de toutes sortes dont sont victimes la population laborieuse et les personnes âgées du fait d'une forme de grève mise en usage depuis trois mois par les employés des services de transports en commun de l'agglomération de Roubaix-Tourcoing et environs. Les véhicules s'arrêtent à des moments différents de la journée sur un point quelconque du parcours. Les voyageurs sont mis dans l'obligation de descendre, et les chauffeurs et receveurs ferment les voitures. Ils décident eux-mêmes du temps pendant lequel les autobus resteront immobilisés. La préfecture interrogée considère la situation avec philosophie. « Il s'agit, a déclaré la préfecture, d'une crise chronique. Nous étudions une profonde réorganisation ». Il lui demande si cette philosophie du laisser-aller et du « pas d'histoires » en toutes occasions, étendue à l'ensemble des affaires du Nord, synthétisée par une déclaration du plus haut représentant du Gouvernement, citée antérieurement (« Je ne suis pas Don Quichotte »), est conforme aux instructions données par lui.

16820. — 25 août 1962. — **M. Becker** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'il ne semble pas que la réouverture du casino d'Englen et, en particulier, l'autorisation de la roulette, puisse contribuer au bien-être ou à la moralité de la population de la région parisienne. Cette mesure est apparue comme scandaleuse à beaucoup d'honnêtes gens et sans justifications possibles. Il lui demande quelles raisons ont pu militer en faveur des avantages qui viennent d'être consentis à ce casino.

16821. — 25 août 1962. — **M. Renouard** demande à **M. le ministre de l'intérieur** : 1° quels sont les critères, indépendamment du chiffre des habitants, qui ont servi de base au calcul des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées aux secrétaires généraux et secrétaires généraux adjoints de mairie, fixées par l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 février 1962 (J. O. du 7 mars 1962) ; 2° quel est le nombre annuel et maximum d'heures supplémentaires correspondant à l'indemnité forfaitaire, qui ne doit pas dépasser les taux annuels prévus par ce texte.

16822. — 25 août 1962. — **M. Davoust** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que certaines municipalités interdisent sur le territoire de leur commune l'exercice du camping et du caravaning, dont la liberté est reconnue par l'article 1^{er} du décret n° 59-275 du 7 février 1959, et que les arrêtés portant interdiction sont souvent non ou insuffisamment motivés, imprécis, ou conçus en termes trop généraux. La référence faite à l'article 3 du même décret est parfois abusive, puisque l'ordre public n'est généralement pas menacé et que la protection de la salubrité est assurée dans la plupart des cas grâce aux installations intérieures réalisés dans les « caravanes ». Les expulsions de campeurs et caravaniers qui, de plus en plus nombreux, participent à la vie économique des régions visitées, pendant la période des vacances, n'aboutissent qu'à frustrer les communes de ressources non négligeables au profit de localités plus accueillantes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour préciser les droits des usagers, que nul texte ne peut obliger à stationner sur des emplacements payants, et pour annuler des arrêtés dont la teneur a déjà été reconnue non conforme au droit par décision du Conseil d'Etat en date du 14 février 1958.

16824. — 25 août 1962. — **M. Longueue** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que l'arrêté du 27 juin 1962, portant révision du classement indiciaire de divers emplois communaux, affecte l'emploi de rédacteur du même indice de début (indice brut 210) que l'emploi

de conducteur autos P. L. Si les indices de fin de carrière sont moins avantageux dans le second cas, il n'en reste pas moins qu'il apparaît anormal qu'un rédacteur dont on exige non seulement qu'il possède des diplômes, tel que le baccalauréat complet, mais encore qu'il passe un concours assez difficile, soit recruté au même salaire qu'un chauffeur auquel on demande simplement le permis de conduire « poids lourds ». Il lui demande s'il n'envisage pas d'améliorer de façon substantielle l'indice de début de l'emploi de rédacteur, cette mesure paraissant seule susceptible de faciliter le recrutement de cette catégorie d'agents.

16825. — 25 août 1962. — M. Frédéric-Dupont expose à M. le ministre de l'Intérieur que le 29 juillet 1962 une course de taureaux avait lieu à Autun. Autun n'étant pas une ville de tradition taurine, il y a donc eu une infraction à la loi. Constat a été dressé des estocades portées aux taureaux et, malgré l'intervention de représentants de sociétés de protection des animaux, la police a refusé d'intervenir. Il lui demande les raisons pour lesquelles la loi prohibant les courses de taureaux n'est pas appliquée à Autun, et les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

16826. — 25 août 1962. — M. Mignot demande à M. le ministre de la justice : 1° si tous les détenus faisant l'objet de poursuites à l'occasion de faits relatifs aux événements d'Algérie bénéficient, selon les assurances données, du régime politique, dit régime A, quel que soit leur lieu de détention ; 2° dans la négative, quelles en sont les exceptions et pour quels motifs, en ce qui concerne notamment les prisons de Marseille, Montpellier, Rouen, Toul, et à la prison de la Santé pour les 480 détenus qui sont répartis dans les 3°, 5°, 7°, 9° et 11° divisions.

16828. — 25 août 1962. — M. Vollquin attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des rapatriés sur la décision prise par le Gouvernement de ne plus accorder les prestations de subsistance ni d'ailleurs les autres avantages prévus aux réfugiés revenus d'Algérie après le 24 juillet 1962 et qui auraient choisi de s'installer dans les départements des Alpes-Maritimes, du Var, des Bouches-du-Rhône et de l'Hérault. Des réfugiés justifiant ou non d'une résidence normale dans un des départements précités se seraient vu refuser le droit aux prestations. Cet état de choses soulève des questions délicates et il semble difficile de refuser à un mari, arrivant après le 24 juillet 1962, de rejoindre son épouse repliée dans un département intéressé et qui a réussi à trouver une résidence considérée comme normale. Egalement, le cas peut se poser de personnes âgées qui ont comme seule ressource de se réfugier auprès de parents habitant dans ces régions et qu'on ne peut donc priver non plus du droit aux prestations. D'autres cas semblables peuvent se présenter à l'administration. Il lui demande s'il n'envisage pas de donner toutes instructions utiles pour que la réglementation puisse être appliquée avec plus de souplesse et un sens social et humain plus développé.

16829. — 25 août 1962. — M. Lacaze expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des rapatriés que nos compatriotes qui résidaient dans les départements français d'Algérie avant le 1^{er} juillet 1962 devaient, s'ils étaient victimes d'un dommage (soit corporel, soit industriel, commercial ou agricole, soit immobilier), déposer une demande d'indemnisation à la mairie de leur résidence, ceci en vertu de la décision n° 55-032 de l'assemblée algérienne, homologuée par décret du 30 juillet 1955, et de l'arrêté du 13 juillet 1961, et il devait leur en être donné récépissé (art. 3 dudit arrêté). Depuis lors, l'indépendance de l'Algérie a été proclamée, et la situation a évolué dans le sens du chaos le plus complet, et il semble bien audacieux d'entrevoir une possibilité de règlement de la part des services administratifs inexistants du nouvel Etat algérien. Il lui demande quelles mesures sont envisagées en vue de sauvegarder les droits de nos compatriotes, qu'ils soient demeurés en Algérie, ou à plus forte raison s'ils sont rentrés en métropole, et si des acomptes ou des avances peuvent éventuellement leur être consentis.

16831. — 25 août 1962. — M. Mignot demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des rapatriés quelles mesures il compte prendre pour faire hâter le règlement aux rapatriés d'Algérie des prestations de retour et de subsistance prévues par la loi, ou le paiement de la deuxième mensualité, étant donné les trop longs délais — allant parfois jusqu'à quatre semaines — demandés pour la constitution des dossiers faite, dans certaines régions, dans le désordre et l'incohérence.

16832. — 25 août 1962. — M. Michel Sy expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des rapatriés que de nombreuses personnes âgées se trouvent réfugiées en France et totalement démunies de ressources, souvent atteintes d'infirmités ou de maladie. Il lui demande : 1° quelles sont les dispositions d'assistance auxquelles ils peuvent actuellement prétendre ; 2° si des mesures nouvelles sont à l'étude pour étendre de façon permanente le bénéfice de la sécurité sociale maladie aux vieillards rapatriés, et en particulier pour les infirmes et invalides qui n'ont pu, lorsqu'ils étaient dans des territoires devenus étrangers, cotiser aux régimes de sécurité sociale métropolitaine.

16833. — 25 août 1962. — M. Félix Mayer expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que les taux des allocations militaires (allocations d'aide sociale aux familles dont le soutien indispensable est sous les drapeaux) n'ont plus été augmentés depuis 1954, et que leur montant mensuel est absolument insuffisant et devrait être rajusté au coût de la vie. Il lui demande s'il n'envisage pas une augmentation notable de ces allocations dans les prévisions budgétaires de 1963.

16835. — 25 août 1962. — M. Michel Sy expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que, dans certaines régions, l'absence d'établissements publics en matière de rééducation d'enfants infirmes oblige les parents à recourir à un établissement privé, ce qui aggrave fortement les charges financières imposées aux familles. Il lui demande si, en attendant qu'une indemnité compensatrice soit instituée pour réaliser vraiment la gratuité de l'éducation à laquelle ont droit les enfants infirmes — au même titre que tous les autres enfants —, des mesures particulières ne pourraient être prises dans le cadre du ministère des finances, et notamment par l'autorisation accordée au chef de famille de défalquer de ses revenus les sommes payées au titre de la rééducation d'un infirme, lorsque l'inexistence d'établissements publics locaux oblige à recourir à un établissement privé.

16836. — 25 août 1962. — M. Sallenave expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que l'allocation de compensation aux infirmes travailleurs est considérée comme une ressource dans le calcul du plafond permettant d'obtenir l'allocation-loyer, alors que la majoration pour tierce personne n'est pas considérée comme telle : en conséquence, l'aveugle travailleur ou le grand infirme qui perçoit l'allocation de compensation au taux de 3.908,98 NF se voit refuser l'allocation-loyer, tandis qu'elle lui serait accordée s'il bénéficiait seulement de la majoration pour tierce personne, soit 3.474,85 NF. Il lui demande, comme suite logique de ce qui précède, d'envisager la possibilité, dans le calcul des ressources, de déduire le montant de la majoration pour tierce personne du montant de l'allocation de compensation, lorsqu'il s'agit d'une demande d'allocation-loyer émanant d'un aveugle travailleur ou d'un grand infirme travailleur ayant droit à la majoration pour tierce personne.

16837. — 25 août 1962. — M. Michel Sy expose à M. le ministre du travail que, selon le rapport fait au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale le 18 février 1949 (J. O., documents parlementaires, annexe n° 6521), il restait à sa disposition 727 millions d'anciens francs sur le fonds appelés le « milliard de la charte du travail ». Il lui demande de lui préciser, en détail, l'usage qui a été fait de ce crédit.

16838. — 25 août 1962. — **M. Richards** expose à **M. le ministre du travail** qu'à défaut de convention collective ou d'accords de salaires, les employeurs ne sont tenus à régler les salaires de leur personnel que dans les conditions édictées par le décret du 23 août 1950 sur le salaire national minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.). Il lui demande : 1° si les employeurs doivent néanmoins régler les salaires de leur personnel compte tenu des divers coefficients d'emplois parus lors des accords dit Parodi ou Crolzat qui fixaient également la valeur du point, et sur quelles bases ; 2° si, d'après la loi du 11 février 1950, lesdits accords ne sont pas devenus caducs quant à la valorisation des salaires et des moyens de calcul qui déterminent ces derniers ; 3° si, en tout état de cause, ce n'est pas le S.M.I.G. qui seul est, dans ces conditions, applicable, nonobstant la qualification professionnelle du salarié.

16839. — 25 août 1962. — **M. Richards** expose à **M. le ministre du travail** qu'une profession qui n'a pas de convention collective ni d'accords de salaires a cependant adressé à ses membres une « recommandation » leur demandant d'appliquer de nouveaux salaires. Il lui demande : 1° si, en l'occurrence, la « recommandation » peut être considérée comme une « obligation » légale ou si, au contraire, les membres du syndicat patronal en question ne se trouvent liés par ladite « recommandation » que dans la mesure où, en toute liberté, ils décident ou non, personnellement, de l'appliquer ; 2° si les syndicats de salariés peuvent se réclamer légalement de la dite « recommandation » pour actionner les employeurs qui n'appliqueraient pas la décision prise unilatéralement par le syndicat patronal.

16840. — 25 août 1962. — **M. Richards** expose à **M. le ministre du travail** que la décision du 28 juillet 1945 portant classification des emplois dans les établissements industriels et commerciaux des spectacles a classé les opérateurs de cinéma au titre V de l'annexe sous la rubrique « Exploitation des salles cinématographiques » dans la 4^e catégorie, 5^e échelon et 5^e catégorie, 1^{er} échelon ; et qu'une autre décision du 30 avril 1946 a porté ces professions aux échelons 7^e et 2^e en accordant aux opérateurs du cinéma une prime de technicité de 10 p. 100. Il lui demande : 1° si ces accords sont toujours en vigueur, notamment en ce qui concerne la prime de technicité ; 2° si, en cas de conflit du travail, lesdits opérateurs de cinéma, nonobstant le mode de paiement de leur salaire, ne relèvent pas de la section industrielle du conseil de prud'hommes du ressort du lieu de l'emploi ou s'ils doivent être considérés comme des employés de commerce pour le motif que ne transformant pas la matière, cette situation de fait serait suffisante pour faire dire qu'ils sont justiciables de la section commerciale et des conséquences juridiques qui en découleraient.

16844. — 25 août 1962. — **M. Cermolacce** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que le décret du 9 octobre 1929 avait assimilé les agents de gardiennage des services extérieurs de la marine marchande aux agents de l'Etat de la 4^e catégorie. En conséquence de cette assimilation, la parité de leurs traitements et accessoires de traitements avait été faite avec les fonctionnaires de cette catégorie. Etaient compris dans la 4^e catégorie : les agents subalternes des douanes, les gardiens de la paix, les postiers et, en ce qui concerne plus particulièrement le personnel de la marine marchande, les gardes maritimes et les agents du gardiennage. Le décret n° 3240 du 9 décembre 1943 a supprimé cette assimilation, alors que normalement les agents de gardiennage auraient dû conserver la même parité que les gardes maritimes. Loin de contester les fonctions d'autorité exercées par ces derniers, il faut cependant reconnaître que les responsabilités assumées par les agents du gardiennage sont aussi grandes ; telle, notamment, la fonction de vague-mestre avec ses risques et responsabilités d'encaissement de mandats et lettres chargées. Eu égard au nombre peu élevé de ces agents, et de leur situation précaire, il lui demande s'il n'entre pas dans ses intentions : 1° de faire procéder à un nouveau classement indiciaire ; 2° de faire bénéficier ces agents du décret n° 62-753 du 4 juillet 1962 portant attribution d'une indemnité de risques et de sujétions.

16845. — 25 août 1962. — **M. Pierre Villon** expose à **M. le ministre de l'industrie** que, malgré de nombreuses interventions parlementaires et contrairement à des promesses ministérielles, le conseil d'administration de la Société des pétroles de Pechelbronn aurait décidé de fermer sa raffinerie au cours de l'année 1963 et de transférer ses capitaux dans les nouvelles raffineries de Strasbourg. Il attire son attention sur les conséquences graves qu'une telle décision aurait pour des familles qui, de père en fils, ont travaillé dans l'industrie pétrolière de cette commune et qui y possèdent souvent leur maison, et sur le fait que ce projet de fermeture semble être une des raisons qui ont fait déclarer « zone critique » la région du Nord de l'Alsace, dépourvue de toute industrie de remplacement. Il s'étonne que l'on s'apprête à cesser l'exploitation de la raffinerie de Pechelbronn et à construire deux nouvelles raffineries près de Strasbourg, alors que l'oléoduc Marseille-Karlsruhe passe dans la région de Seltz et qu'il aurait suffi de construire une bretelle de cet oléoduc, d'une longueur de 15 kilomètres, pour alimenter la raffinerie de Pechelbronn et pour la maintenir en activité. Il lui demande : 1° pourquol la construction de cette bretelle de l'oléoduc n'a pas été prévue ; 2° s'il n'estime pas devoir prendre des mesures pour faire procéder à cette construction et pour obliger la Société des pétroles de Pechelbronn à maintenir l'exploitation de la raffinerie existante.

16846. — 25 août 1962. — **M. Voliquin** attire l'attention de **M. le ministre des travaux publics et des transports** sur les informations parues dans la presse et relatives à une décision prise par le Gouvernement en conseil interministériel, concernant l'effort supplémentaire consenti pour la construction d'autoroutes. Le programme qui a été donné et dont l'achèvement est prévu pour les premiers mois de 1963 comporte uniquement l'autoroute du Nord, l'autoroute du Sud et l'autoroute de l'Ouest. Il lui demande si la région de l'Est fait vraiment partie des préoccupations gouvernementales et si, au surplus, l'emprunt qui pourrait être lancé à cette occasion le serait également dans cette région qui semble avoir été oubliée par le Gouvernement. Il lui demande tout spécialement s'il peut lui fournir des précisions à ce sujet, et surtout certains apaisements relatifs à la construction éventuelle d'autoroutes, absolument indispensables dans l'Est du pays.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 138 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

15972. — 13 juin 1962. — **M. La Combe** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le trouble profond causé, parmi les exploitants agricoles, par certains intermédiaires qui n'hésitent pas à accaparer de nombreuses exploitations herbagères pour y faire séjourner des animaux et ce à des fins spéculatives. Une large part de ces activités échappe, très souvent, au contrôle de l'administration et, par là même, à l'assujettissement fiscal qu'elles impliquent, cependant, en raison de leur nature essentiellement commerciale. De nombreuses exploitations familiales sont ainsi menacées de disparition. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cet état de choses.

16048. — 19 juin 1962. — **M. Leptdi** signale à **M. le ministre de l'intérieur** l'état de vétusté, d'insalubrité et de malpropreté dans lequel se trouvent beaucoup de bureaux de police, de commissariats de quartier et de commissariats d'arrondissement à Paris. Il lui donne l'exemple du commissariat d'arrondissement du X^e arrondissement, installé dans les sous-sols de la mairie, où quatre-vingts inspecteurs et agents travaillent dans des conditions qui choquent les administrés ayant à se rendre dans ces bureaux, sans parler du fait qu'un seul cabinet d'aisances est à la disposition du personnel et que l'absence de crédits empêche de tenir ces lieux dans l'état de confort et d'hygiène le plus élémentaire. Il lui demande s'il envisage d'intervenir auprès des autorités municipales et préfectorales pour qu'une rénovation systématique des locaux de police parisiens soit entre-

prise sans tarder, afin notamment que le commissariat du X^e arrondissement de la « Ville Lumière » ne constitue plus, au milieu du XX^e siècle, une survivance des bureaux décrits par Balzac ou Eugène Sue.

16128. — 21 juin 1962. — M. Dreyfous-Ducas expose à M. le ministre de l'agriculture que, dans son bulletin du 2 décembre 1961, il prévoyait une réorganisation des services extérieurs de son ministère. Il lui demande si cette réorganisation doit être prochainement mise en place, et notamment si elle doit comporter : a) une modification des structures des D. S. A., des conservations des eaux et forêts et du service départemental du génie rural, ainsi que de l'inspection des lois sociales et de l'inspection de la répression des fraudes; b) la création, à l'échelon départemental, d'un organisme « d'affaires et d'études générales » analogue à la direction générale des affaires et études générales du ministère; c) l'intégration des chefs de section des services agricoles dans un corps administratif de catégorie A; d) la création d'un corps de fonctionnaires administratifs de catégorie A pour l'administration et la gestion des établissements d'enseignement agricole.

16145. — 22 juin 1962. — M. Becker demande à M. le ministre des postes et télécommunications quels sont les taux maxima et minima des primes de rendement des catégories suivantes: 1^o inspecteur principal à Paris; 2^o administrateur de 2^e classe; 3^o administrateur de 1^{re} classe; 4^o administrateur de classe exceptionnelle; 5^o sous-directeur de l'administration centrale; 6^o directeur de l'administration centrale.

16395. — 10 juillet 1962. — M. Rousseau expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les bois français exportés sont soumis aux taxes forestières, alors que les bois étrangers importés en sont exonérés. Cependant, l'article 104 de la loi de finances pour 1961 prévoyait que pour les produits d'exploitation forestière et de scierie importés, les taxes étaient exigibles et perçues selon les règles prévues pour les produits français similaires, étant précisé que les produits des scieries importés en l'état sont imposables lors de leur première vente ou utilisation en France. L'article 2 de la loi de finances pour 1962 posait nettement le principe de placer dans une situation fiscale ou parafiscale de complète égalité sur notre marché les produits français et leurs similaires importés. Toutefois, cette disposition se trouve mise en échec, en ce qui concerne le bois, par le décret du 30 décembre 1960 qui a suspendu l'application de l'article 104. Il apparaît donc illogique et inéquitable de placer les scieurs français dans une situation défavorisée vis-à-vis des importations de bois étrangers. Afin de ne pas porter atteinte aux ressources du fonds forestier national et au budget annexe des assurances sociales agricoles, il lui demande s'il n'envisage pas d'instaurer pour les scieurs français l'égalité de traitement entre les sciages indigènes et les sciages importés.

16396. — 10 juillet 1962. — M. Noël Barot expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en application du décret n° 60-1479 du 30 décembre 1960, les produits d'exploitation forestière et de scierie importés sont exonérés des taxes forestières, alors que les bois français exportés sont soumis aux dites taxes. Les scieurs français estiment qu'il est illogique de les placer du point de vue fiscal en situation défavorisée par rapport à leurs concurrents importateurs de bois étrangers. Cet état de choses est d'autant plus regrettable que les pays sur lesquels sont exportés les bois français appliquent à ceux-ci des droits de douane qui, en Suisse notamment, atteignent des taux fort élevés. Il lui demande si, en vue de rétablir l'égalité de traitement entre les sciages indigènes et les sciages importés, tout en maintenant les ressources du fonds forestier national, il n'envisage pas une modification du décret du 30 décembre 1960 tendant à soumettre aux taxes forestières certains produits d'importation, tels que les sciages, les traverses et les merrains, cette imposition pouvant d'ailleurs être limitée à 3 p. 100 de la valeur de ces produits de scierie, l'exportation des similaires français supportant les mêmes charges, afin de ne pas diminuer les ressources du fonds forestier national et du budget annexe des assurances sociales agricoles.

16398. — 10 juillet 1962. — M. René Pleven signale à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation au regard du calcul des cotisations du régime obligatoire d'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles de certaines communes dont le cadastre a été rénové. Dans ces communes, tous les impôts fonciers sont, à partir d'une certaine date, établis sur de nouvelles bases, résultant du cadastre rénové. Simultanément, les cotisations gérées par la mutualité sociale agricole restent fixées sur les bases cadastrales de l'ancien cadastre périmé. Il en résulte de très grossières erreurs et une situation qui paraît irrégulière et qui risque de se perpétuer, les caisses départementales de mutualité sociale agricole manquant des crédits nécessaires pour procéder au travail de revision qu'imposerait l'institution du cadastre rénové. Il lui demande s'il n'envisage pas d'accorder aux caisses le concours de ses services afin de remédier à cette situation.

16399. — 10 juillet 1962. — M. Dufiot expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant : Mme B... a acquis en décembre 1930, une propriété d'une contenance de 4.338 mètres carrés, sur laquelle sont érigées diverses constructions, dont un logement à usage de concierge, et des hangars pouvant servir d'abris contre les intempéries. Cette propriété était à usage de sports pour jeunes filles et complètement clôturée. Le 24 octobre 1939, la propriétaire a fait apport de la totalité de l'immeuble, non à une société civile ou commerciale, mais à une association sportive, régulièrement déclarée, régie par la loi de 1901, avec la clause formelle qu'en cas de dissolution de ladite association, de quelque façon qu'elle arrive, l'immeuble apporté reviendrait à Mme B... apporteuse. Aucune rémunération du bien apporté n'a été accordée à cette dernière. Par suite de diverses circonstances, en particulier manque de sécurité et d'hygiène, l'association qui n'avait pour but que la pratique du sport et qui s'est trouvée dans l'impossibilité de récupérer un terrain de remplacement, a décidé de disparaître. De ce fait, conformément aux conventions contenues dans l'acte authentique, qui avait constaté l'apport immobilier, celui-ci retourne *ipso facto* à Mme B... Cette dernière, qui n'avait acquis la propriété que pour la pratique des sports féminins, vient de décider de l'aliéner. Il lui demande si, éventuellement, cette vente sera soumise au prélèvement sur les plus-values institué par la loi n° 61-1396 du 21 décembre 1961. En effet, Mme B... est propriétaire de l'immeuble depuis 1930, sauf apport, non à une société mais une simple association régie par la loi de 1901, sans contrepartie à son profit. Il ne s'agit pas d'un terrain non bâti ni d'un terrain recouvert en tout ou partie de constructions achevées ou de bâtiments destinés à être démolis ou surélevés par la cédate. Cette propriété clôturée est recouverte en partie d'une maison de concierge et d'abris comme il a été exposé. La partie non bâtie est entourée d'arbustes et servait pour les jeux de jeunes sportifs. De ce fait il ne semble pas que d'après les termes de la circulaire de la direction générale des impôts du 15 juin 1962, la vente de l'immeuble en partie bâti entre dans le champ d'application de la loi du 21 décembre 1961.

16400. — 10 juillet 1962. — M. Frédéric Dupont attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la législation actuelle, en matière d'actions de jouissance, en vertu de laquelle le reversement dans les caisses de la société par les actionnaires intéressés, des sommes dont les actions sont amorties, s'analyse juridiquement comme un accroissement de l'engagement des actionnaires interdit par la loi. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de prendre l'initiative de modifier cette législation pour apporter une dérogation au régime légal en vigueur en faveur des sociétés dont le capital est composé d'un faible nombre d'actions de jouissance par rapport aux actions de capital. Une telle dérogation a déjà été adoptée en matière de regroupement d'actions dans le but d'unifier les actions, souci partagé par beaucoup de sociétés. Il lui demande s'il a l'intention de déposer un texte portant dérogation au régime en vigueur et prévoyant des modalités qui tiendraient compte des intérêts légitimes des porteurs d'actions de jouissance ou de capital, partiellement amorti.

16401. — 10 juillet 1962. — M. Jarrosson attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la répartition des primes de service et de rendement prévues par la

décret n° 59-220 du 3 février 1959, dont l'inégalité a pour résultat de modifier la grille des traitements et de placer défavorablement les attachés par rapport à leurs collègues. Il lui demande comment il envisage de remédier à cette situation.

16406. — 10 juillet 1962. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la veuve d'un ingénieur des travaux des services du génie rural, décédé en service en 1937, se trouve lésée par rapport aux personnes dans son cas devenues veuves après l'année 1948. En effet, à cette date une loi est intervenue attribuant le bénéfice de la rente d'invalidité aux veuves dont le mari était décédé en service. Les articles 5, 6 et 7 du projet de loi de finances rectificative pour 1962 apporte un certain nombre de modifications aux dispositions du code des pensions civiles et militaires, mais la situation des femmes devenues veuves avant 1948 n'a toujours pas été abordée. Il lui demande ce qu'il compte faire pour supprimer cette anomalie qui apparaît aux intéressées comme une véritable injustice.

16408. — 10 juillet 1962. — **M. Motte** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la société nationale Repal bénéficie de la moitié de la concession d'Hassi-Messaoud au Sahara. Elle appartient exclusivement, par moitié au B. R. P. et à la délégation d'Algérie, donc à l'Etat de qui relèvent directement ces deux services. En 1958, la Repal se trouvait dans l'obligation urgente d'avoir des disponibilités pour la continuation de ses mises en exploitation. Elle a donc dû s'adresser à l'épargne privée, c'est-à-dire en majorité à la petite épargne. Les sociétés Rep durent souscrire des actions Repal à 6 fois 1/2 le nominal et versèrent ainsi indirectement à l'Etat 27 milliards d'anciens francs pour obtenir des actions d'un nominal de quatre milliards. Il lui demande : 1° s'il est exact que, selon les accords d'Evian, tout ou partie des actions Repal qui appartiennent à la délégation générale d'Algérie seront cédées au nouvel Etat algérien ; 2° dans l'affirmative, ce qu'a fait le Gouvernement ou ce qu'il compte faire pour sauvegarder les droits des petits porteurs, dont le nombre s'élève à 500.000 environ et qui, depuis 1958, n'ont encaissé aucun coupon, mais ont contribué à la création de la richesse pétrolière de la France en Algérie.

16417. — 11 juillet 1962. — **M. Dreyfous-Ducas** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'à la suite des événements qui se sont produits dans les trois derniers mois dans certaines villes d'Algérie, et notamment à Alger, un certain nombre de sociétés industrielles ou commerciales se trouvent dans l'incapacité d'assurer le règlement des marchandises qui ont été achetées chez leurs fournisseurs métropolitains et qu'il pourrait en résulter des difficultés de trésorerie assez grandes dans de nombreuses sociétés métropolitaines. Il lui demande si le Gouvernement n'envisage pas de prendre certaines mesures pour pallier ces inconvénients et si, en particulier, la Banque de France ou tout autre établissement de crédit ne pourrait être habilité à escompter, sous certaines garanties, les chèques ou les effets de commerce émis par certaines sociétés algériennes.

16441. — 12 juillet 1962. — **M. Niles** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que le chapitre X de l'instruction ministérielle du 22 décembre 1961 : 1° constate que, devant l'insuffisance de l'aide sociale en France, certaines nations étrangères sont obligées de compléter les allocations d'aide sociale françaises par des secours permettant d'assurer l'entretien de leurs nationaux résidant sur notre territoire ; 2° prescrit que la situation des intéressés soit examinée tout spécialement avec le souci que l'effort complémentaire, dont ils bénéficient, leur profite réellement, et ne donne pas la possibilité de réduire d'autant l'allocation d'aide sociale française. Il lui demande si cette aide de fait, qu'il considère comme un secours aléatoire et facultatif, ne postule pas des instructions similaires en matière d'aide de fait d'un parent non tenu à l'obligation alimentaire, voire d'un ami ou d'un concubin, dont le caractère de secours est précaire lui aussi.

16444. — 13 juillet 1962. — **M. Labbé** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la population** qu'en date du 28 juin 1962 paraissait au *Journal officiel* une mise au point intéressante sur les conditions d'accès aux fonctions de biologiste des hôpitaux par

les médecins et les pharmaciens. En le remerciant des précisions qu'il lui a fournies, il lui fait remarquer qu'il n'a pas été répondu au quatrième point de sa question écrite n° 15503, ainsi libellé : « 4° si le nouveau décret permet aux pharmaciens biologistes à temps partiel d'être maintenus dans leur poste et, dans le cas contraire, quels critères ou quelles normes peuvent être retenus pour justifier leur remplacement ». Il lui demande s'il peut lui répondre sur ce point précis.

16447. — 13 juillet 1962. — **M. Hostache** demande à **M. le ministre des armées** s'il est exact que, dans certaines unités du Sahara, la prime de 12 nouveaux francs par mois prévue pour les hommes de troupe est utilisée pour l'amélioration de l'ordinaire par l'intermédiaire du « mess de troupe ».

16451. — 13 juillet 1962. — **M. Bégué** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il est exact que des instructions seraient données afin que les postes d'agrégés vacants dans les établissements de Paris et de certaines grandes villes soient confiés à des contractuels, retraités ou autres, et que les agrégés soient affectés de préférence en province. Dans le cas où une pareille information exprimerait une vérité, elle serait contraire au droit et à l'équité ; elle ne manquerait pas en outre d'accroître le découragement et l'amertume des professeurs agrégés. Il insiste pour qu'une prompt réponse lui soit fournie dans les plus brefs délais.

16458. — 13 juillet 1962. — **M. Vaschetti** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'une société anonyme a cédé en cours d'exploitation des éléments d'actifs immobilisés, et a pris l'engagement de réemployer dans les trois ans, conformément à l'article 40 du C. G. I. Elle a, pour exécuter ce rempli, souscrit des parts d'une société à responsabilité limitée dont elle possède plus de 20 p. 100. Ces parts figurent dans son bilan pour une valeur bien inférieure au prix de souscription puisqu'elles doivent être portées à la valeur comptable de l'élément cédé. La société à responsabilité limitée envisage d'absorber par voie de fusion l'actif et le passif de la société anonyme. A l'actif figurent des parts de la société absorbante qui seront annulées, une société ne pouvant posséder ses propres parts. Il lui demande si l'opération de fusion donnera seulement ouverture au droit d'apport de 0,80 p. 100 et au droit d'apport majoré de 1,20 p. 100 pour la partie de la valeur des parts attribuées à la société anonyme absorbée dépassant la valeur nominale du capital de cette dernière société.

16461. — 13 juillet 1962. — **M. Maurice Thorez** expose à **M. le ministre de la construction** que les souscripteurs à des programmes de logement en copropriété situés à Ivry, Vitry, Antony, Boulogne, Châtillon-sous-Bagneux, Fontenay-aux-Roses, Fresnes, Maialoff, Montrouge, Sceaux, Vanves et Villejuif ne rencontrent pas auprès des différents ministères intéressés les concours auxquels ils sont en droit de prétendre pour se défendre contre les agissements de certains promoteurs. Il lui demande : 1° pourquoi il ne communique pas aux victimes des scandales immobiliers le résultat des enquêtes ouvertes à la requête des souscripteurs ; 2° pourquoi le ministère de la construction ne veille pas à ce que les règles de l'art des constructions bénéficiant des primes et des prêts de l'Etat soient strictement respectées, et si le cahier des prescriptions techniques et fonctionnelles annexé aux circulaires des 29 novembre 1955 et 28 avril 1958 est ou non applicable ; 3° pourquoi le ministère des finances et des affaires économiques ne répond pas à la requête que lui ont adressée les souscripteurs d'un programme sis à Châtillon-sous-Bagneux en vue de savoir si le plan de financement remis par le promoteur, sur réquisition du tribunal, correspond réellement à celui qui a été déposé aux services de ce ministère lors de la demande d'attribution du prêt ; 4° quelles mesures ont été décidées tant par le ministère de la construction que par le ministère des finances et des affaires économiques pour que les expertises techniques et financières s'effectuent dans des conditions normales, sans entrave. (Il est de fait que les devis, marchés et plans ne sont pas remis par les promoteurs aux experts et ceux-ci ne peuvent se prononcer. Près de trois ans après la décision du tribunal, les rapports ne sont pas encore déposés) ; 5° quelles dispositions ont été prises par le ministère de la justice, le ministère de la construction et le ministère des finances et des affaires économiques pour que les 100 millions

d'anciens francs versés à leur promoteur par les 183 souscripteurs d'un programme sis à Châtillon-sous-Bagneux, en sus du coût réel de l'opération (marge légale de 6 p. 100 comprise), leur soient enfin restitués, et les raisons pour lesquelles l'expertise financière et la procédure pénale ne sont pas diligentes, ou si l'on attend un nouveau dépôt de bilan plus grave encore que celui du Comptoir national du logement.

16464. — 16 juillet 1962. — **M. Jacques Feron** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'une société a été constituée pour une durée de dix années, avec stipulation qu'elle continuera ensuite de plein droit pour une nouvelle période de dix ans et ainsi successivement tous les dix ans, à moins que l'un des associés ne manifeste, un an au moins à l'avance, sa volonté de faire cesser la société à l'expiration de la période décennale en cours. Il lui demande à quel droit d'enregistrement serait soumis l'acte aux termes duquel les associés décideraient de modifier les statuts en substituant à la durée actuelle, qui est pratiquement illimitée, une durée fixe, de cinquante ans, par exemple, à compter de l'acte modificatif.

16470. — 16 juillet 1962. — **M. Hostache** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Information** s'il ne lui paraît pas anormal que, dans ses journaux parlés ou télévisés, la R. T. F., à l'exemple de certaines feuilles à sensation, donne à des crimes de droit commun, et à leurs suites judiciaires, une publicité d'autant plus regrettable qu'elle peut avoir une influence néfaste sur la jeunesse, et que les auditeurs ou téléspectateurs, à qui ces rubriques répugnent, n'ont pas, comme les lecteurs d'un journal, la possibilité de tourner la page.

16474. — 16 juillet 1962. — **M. Blin** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que l'arrêté du 5 novembre 1959 fixant les échelles indiciaires susceptibles d'être attribuées aux titulaires des emplois communaux prévoit, pour les ouvriers professionnels de première ou de deuxième catégorie, un échelon exceptionnel (indice 280 ou 305), lequel n'est accessible qu'à 25 p. 100 de l'effectif des ouvriers professionnels et seulement lorsque l'emploi de chef d'équipe n'existe pas. Certains services techniques municipaux comportent à peu près tous les corps de métiers (maçons, peintres, couvreurs, serruriers, etc.), et chaque corps de métier forme une équipe dont quelques-unes seulement ont à leur tête un chef. Il lui demande si, dans ces conditions, il convient de considérer l'emploi de chef d'équipe d'une façon générale pour l'ensemble des services techniques, auquel cas les ouvriers professionnels 1 ou 2 quel que soit leur métier ne pourraient bénéficier de l'échelon exceptionnel, ou bien si l'on doit estimer que les ouvriers professionnels appartenant à une équipe n'ayant pas à sa tête de chef (soit chef peintre ou chef maçon par exemple) peuvent bénéficier de l'échelon exceptionnel.

16482. — 16 juillet 1962. — **M. Legaret** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** qu'en raison des événements d'Algérie, et en particulier de ces dernières semaines à Oran, des enfants restent orphelins, leurs parents ayant été assassinés dans des conditions dramatiques et souvent sous leurs yeux. Il lui demande ce qui est prévu pour ces enfants, s'ils ont droit au titre de pupilles de la nation et dans quelles conditions ils peuvent revendiquer ce titre.

16483. — 16 juillet 1962. — **M. Legaret** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes** qu'en raison des événements d'Algérie, et en particulier de ces dernières semaines à Oran, des enfants restent orphelins, leurs parents ayant été assassinés dans des conditions dramatiques et souvent sous leurs yeux. Il lui demande ce qui est prévu pour ces enfants, s'ils ont droit au titre de pupilles de la nation et dans quelles conditions ils peuvent revendiquer ce titre.

16484. — 16 juillet 1962. — **M. Maurice Faure** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'aux termes de l'article 740 du code général des impôts: « Pour la liquidation et le paiement des droits sur les mutations à titre gratuit, les immeubles,

quelle que soit leur nature, sont estimés d'après leur valeur vénale réelle à la date de la transmission, d'après la déclaration détaillée et estimative des parties... ». Il lui expose le cas suivant: après le décès de son mari, Mme X... a déposé, la déclaration régulière de la succession recueillie par elle en qualité de légataire universelle en toute propriété. L'actif de cette succession se composait principalement d'un appartement propre au mari, habité par le défunt et son épouse. Cet appartement a été évalué en tenant compte qu'au moment du décès il était occupé. Or, l'inspecteur de l'enregistrement du lieu de situation de l'immeuble prétend rehausser cette évaluation sous le prétexte que du moment que l'appartement, à l'époque du décès, n'était habité que par le défunt et son épouse, on doit calculer sa valeur comme étant libre de toute occupation, ce qui revient à peu près à doubler le chiffre porté dans la déclaration de succession, le prix de vente des appartements libres étant couramment le double de celui des appartements occupés. Toutefois, des renseignements qui nous sont parvenus, il paraît résulter que l'administration considère, en général, que, dans le cas cité, l'immeuble est en état d'occupation et que sa valeur doit être déterminée en conséquence. Cette position, qui paraît plus conforme à l'équité, n'étant pas celle de tous les services de l'administration de l'enregistrement, on aboutit à cette situation paradoxale que, selon le lieu de situation des immeubles recueillis dans des conditions susénoncées, l'impôt dû, sur des immeubles semblables, pourra présenter des différences allant du simple au double. Il lui demande s'il n'envisage pas: 1° de faire décider que les immeubles occupés, au moment du décès, par le défunt et son épouse ou ses héritiers doivent être, pour leur évaluation, considérés comme étant occupés; 2° de toute manière, de faire uniformiser la doctrine de l'administration en cette matière; 3° en attendant qu'une instruction ou une circulaire soit publiée à ce sujet, d'inviter les agents de l'administration à ne pas adresser de réclamation et à stopper toutes les procédures qui auraient déjà été engagées tendant à rehausser l'évaluation des immeubles répondant aux conditions ci-dessus.

16495. — 17 juillet 1962. — **M. Hostache** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que l'enseignement de la musique est presque inexistant en France, tandis que dans la plupart des pays du monde, il atteint un niveau extrêmement important. Alors que nous nous orientons vers une réduction du temps de travail et une existence qui comportera de plus en plus de loisirs, il est indispensable de donner au plus grand nombre, non seulement le goût d'entendre la musique, mais celui de l'exécuter. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de promouvoir l'enseignement de la musique au moins au stade primaire, et de doter la plus grande partie des établissements d'éducation nationale de professeurs, ainsi que des instruments les plus importants: pianos, violoncelles, etc.

16502. — 17 juillet 1962. — **M. Rieunaud** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** si, conformément aux indications fournies à plusieurs reprises, le Gouvernement n'envisage pas de procéder à une diminution des taxes sur les carburants dans le projet de budget de 1963; l'exemple des pays voisins, notamment l'Italie, étant probant tant au point de vue des finances publiques que de l'activité économique en général.

16508. — 17 juillet 1962. — **M. Billoux** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques**, que le conjoint survivant d'une femme fonctionnaire ne peut prétendre à une pension de réversion, sauf s'il est atteint d'une infirmité ou d'une maladie incurable le rendant définitivement incapable de travailler, et si ses ressources globales, y compris le montant de cette pension, ne dépassent pas le minimum vital. Aucun argument de fond ne peut justifier le refus du Gouvernement d'accorder, dans tous les cas, une pension de réversion au veuf d'une femme fonctionnaire. Il lui demande: 1° s'il envisage d'inclure des dispositions de cet ordre dans le projet de réforme du code des pensions civiles et militaires en cours d'élaboration; 2° dans la négative, pour quelles raisons, autres que le coût d'une telle mesure.

16510. — 18 juillet 1962. — **M. Lebas** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** quelles sont les conditions d'application de l'article 1649 quater B du code général des impôts,

qui stipule : « La faculté d'utiliser un concours supplémentaire d'un compagnon est accordée à l'artisan âgé de plus de soixante ans et déclaré inapte suivant les modalités fixées par l'article 653 du code de la sécurité sociale ». Il lui demande, en particulier : 1° si un artisan âgé de soixante ans, dont l'état de santé ne lui permet plus de participer aux travaux de son entreprise artisanale, mais qui conserve néanmoins la direction de celle-ci, peut, sans perdre le bénéfice des dispositions fiscales en faveur des petits artisans, utiliser le concours d'un compagnon supplémentaire ; 2° en conséquence, si l'inaptitude visée à l'article 1649 quater B du code général des impôts doit être appréciée eu égard seulement à la nature de l'activité professionnelle de l'artisan ou façonnier, ou si elle doit être totale sur le plan physique et intellectuel et comporter la cessation de l'activité avec demande d'admission à la retraite.

16513. — 18 juillet 1962. — M. Frédéric-Dupont demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il est exact que le Gouvernement français est décidé à rembourser au F. L. N. les fonds saisis sur ses « collecteurs » pendant les sept années de guerre. Il lui demande quel est le montant de ces fonds et, en outre, s'il ne prévoit pas qu'une partie de ceux-ci sera réservée pour indemniser les familles de ceux qui ont été assassinés, et notamment les veuves et les enfants des 49 gardiens de la paix tombés sous les balles du F. L. N.

16514. — 18 juillet 1962. — M. Frédéric-Dupont expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le décret n° 62-623 du 23 mai 1962 (Journal officiel du 3 juin 1962) prévoit : « A titre transitoire et pour la seule année universitaire 1962-1963, la faculté de médecine de l'université de Paris est autorisée à inscrire en première année en vue du diplôme de docteur en médecine, uniquement les candidats justifiant à la fois, d'une part, du baccalauréat de l'enseignement du second degré et, d'autre part, du certificat d'études P. C. B. ou du succès à l'examen A sanctionnant les enseignements scientifiques de la première année d'études médicales ». Ce décret est en contradiction formelle avec la réponse faite par le ministre de l'éducation nationale à la question de M. Henriot, sénateur, en date du 15 novembre 1961, et qui précisait « que la dualité du régime des études dans les facultés de médecine est purement transitoire et qu'à compter de l'année universitaire 1961-1962 toutes les facultés et écoles appliqueront la réforme des études médicales suivant les mêmes modalités ». Il s'agit là d'une discrimination entre les étudiants des facultés de Paris et les étudiants des facultés de province, discrimination particulièrement défavorable pour les étudiants de Paris dont les familles doivent supporter des frais supplémentaires, du fait que ces étudiants sont dans l'obligation de préparer le certificat d'études P. C. B., obligation dont sont dispensés les étudiants de province. Il lui demande s'il compte revenir sur cette décision qui crée, dans des conditions anormales, une discrimination entre différents étudiants de France et qui soulève dans un très grand nombre de familles parisiennes une émotion justifiée.

16516. — 18 juillet 1962. — M. Davoust demande à M. le ministre de l'éducation nationale quelles mesures il compte prendre pour développer l'enseignement de l'instruction civique et faire appel à toute méthode susceptible de donner aux élèves le sens de la responsabilité personnelle et collective, ainsi que l'habitude de l'autodiscipline.

16520. — 18 juillet 1962. — M. Raphaël-Leygues demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques à quelles impositions serait soumis un industriel qui, propriétaire de 33 p. 100 des actions d'une société anonyme dont les titres ne sont pas cotés en Bourse, démissionne de ses fonctions d'administrateur et échange ses actions, moitié contre un certain nombre d'actions d'une société cotée en Bourse et moitié contre la remise échelonnée sur dix d'un certain nombre de titres de l'emprunt 3,5 p. 100 1952-1958 dit emprunt Pinay. Il lui demande en particulier si l'imposition sur les plus-values serait exigible sur la totalité de la fraction excédant le capital nominal des actions antérieurement possédées par l'industriel dont il s'agit, estimées d'après la valeur en Bourse au

jour de l'échange à la fois des actions de la société cotées et des dix tranches de titres de l'emprunt 3,5 p. 100 1952-1958, ou au contraire si l'impôt sur les plus-values ne serait pas exigible qu'au fur et à mesure des remises par l'acquéreur des actions des titres de l'emprunt 3,5 p. 100 1952-1958 et uniquement pour les titres échangés pendant les cinq années suivant la démission des fonctions d'administrateur.

16524. — 18 juillet 1962. — M. Pierre Courant expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, dans sa circulaire du 9 avril 1959 précisant les conditions d'application de l'article 8 de la loi du 4 février 1959 sur l'évaluation forfaitaire de la base d'imposition d'après certains éléments du train de vie, la direction générale des impôts spécifie au paragraphe 27, concernant les domestiques : « Le domestique doit, d'autre part, être affecté au service matériel de l'employeur, c'est-à-dire qu'il doit être affecté soit à des soins de ménage, soit à des soins physiques donnés à la personne de l'employeur ou d'un membre de sa famille ». En son paragraphe 28, le texte stipule : « Il résulte de ce qui précède qu'il y a lieu notamment de faire abstraction dans le décompte du personnel domestique, des concierges, des domestiques agricoles, des jardiniers chargés exclusivement de cultiver un jardin potager, etc. ». Il lui demande si, en présence de ces deux documents, l'administration peut retenir comme élément imposable un garde-chasse. Il est à remarquer que la loi de finances du 21 décembre 1961, par le tableau figurant en son article 6, dispose que rentrent dans les éléments du train de vie : « la location des droits de chasse et la base arrêtée au montant des loyers payés », ce texte ne semblant pas prévoir que les autres dépenses afférentes à la chasse : gardiennage, repeuplement, dégâts de gibier, etc. rentrent dans la base imposable.

16530. — 18 juillet 1962. — M. Zillier demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques, quand un propriétaire d'immeubles ou son mandataire exige de ses fournisseurs des factures de travaux majorées, en vue de pouvoir réclamer à ses locataires des sommes supérieures à celles réellement dépensées, si l'administration des contributions est en droit de réclamer une taxe quelconque et, dans l'affirmative, si elle peut comparer les décomptes envoyés aux locataires avec le montant des recettes figurant sur les livres comptables des fournisseurs.

16539. — 19 juillet 1962. — M. Dreyfous-Ducas expose à M. le ministre de l'intérieur que la régularité des incendies de forêts dans le Sud-Est de la France laisse à penser que l'administration responsable a admis que ces sinistres avaient un caractère inévitables. La tradition orale locale rapporte que, pour mettre un terme aux incendies trop fréquents dans les forêts du Sud-Est, un décret impérial de Napoléon I^{er} avait prévu qu'en cas de nouveaux incendies, les préfets des départements concernés seraient fusillés. La même tradition veut que, pendant plusieurs décades, il n'y a pas eu de nouveaux sinistres. Certes, le code pénal actuel ne saurait admettre un tel rapport aveugle sur de hauts fonctionnaires de responsabilités diffuses, et il n'est pas souhaitable d'avoir recours à des peines aussi irréversibles. Il lui demande s'il faudra attendre qu'un sinistre provoque des accidents mortels, aussi graves que ceux qui ont eu lieu en Gironde en 1949, pour que les préfets — notamment ceux des Alpes-Maritimes, du Var et des Bouches-du-Rhône — décident d'appliquer les mesures prescrites par les articles 180 à 184 inclus, et par l'article 186 du code rural, notamment en ce qui concerne l'organisation des services de lutte contre l'incendie et le débroussaillage. Contrairement à ce qui se passe dans la forêt landaise, où la densité de la population est très faible, même en été, la bande côtière des départements du Sud-Est, où ont justement lieu les incendies, est très peuplée, surtout en été, et dans ces conditions, le problème de la défense contre les incendies peut y être traité de façon moins onéreuse. On pourrait envisager, notamment, que soient mises sur pied, dans chaque commune, sous la responsabilité des maires, des brigades de cinquante à soixante volontaires, équipés de combinaisons spéciales et de légers gourdins ignifugés en batte-feu, qui seraient placés sous la conduite de cinq ou six pompiers dotés d'engins portatifs à mousse carbonique. Ces équipages, réunis par appel de tocsin ou de sirène dans les deux ou trois communes les plus voisines du sinistre, pourraient être

à pied d'œuvre en moins d'une demi-heure. Ainsi la quasi-totalité des incendies serait alors éteinte en moins d'une heure. Il y a lieu de rappeler que les dispositions de la loi de finances rectificative de 1962 règlent le problème des pensions éventuelles de ces pompiers bénévoles volontaires en cas d'accident. Dans ces conditions, il estime que tout retard dans l'organisation de telles équipes de protection contre l'incendie engage gravement la responsabilité des préfets et du ministre de l'intérieur, et il lui demande s'il compte s'inspirer des suggestions ci-dessus pour remédier à cet état de choses.

16545. — 19 juillet 1962. — **M. Jallon** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la décision de création du nouveau franc date du mois de décembre 1958. Il lui demande : 1° quand l'ensemble des nouvelles pièces de monnaie seront mises en circulation ; 2° quels sont à ce jour les éléments positifs et négatifs de cette opération monétaire.

16547. — 19 juillet 1962. — **M. Brocas** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que la loi n° 56-334 du 27 mars 1956 avait notamment pour objet de réparer les préjudices de carrière subis par les anciens résistants, sans faire parmi eux aucune discrimination, de manière à aligner leur situation administrative sur celle des fonctionnaires recrutés entre 1940 et 1944. Il lui demande les raisons pour lesquelles cette loi n'a pas été appliquée aux anciens combattants des Forces françaises libres, agents de la sûreté nationale, ainsi que le prouve le fait que la plupart de ces agents recrutés en 1945 et 1946 sont aujourd'hui officiers de police adjoints de deuxième classe alors que leurs collègues recrutés entre 1940 et 1945 sont tous pourvus déjà de grades plus élevés.

16550. — 19 juillet 1962. — **M. Motte** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas suivant : 1° suivant acte reçu, le 30 août 1954, par M^r A. et M^r B., tous deux notaires à N., M. et Mme X. ont fait donation, à titre d'avancement d'hoirie, sans dispense de rapport à leurs successions futures à M. Y., leur fils, qui a accepté expressément, la finance du droit de présentation afférent à l'office de notaire, dont M^r C. était titulaire. Cette donation a été consentie moyennant diverses charges, et notamment l'obligation pour M. Y., qui a accepté, de servir aux donateurs et jusqu'au décès du survivant d'eux, sans réduction au décès du prémourant, une rente annuelle et viagère de 420.000 francs ; 2° aux termes d'un acte reçu par M^r A. et M^r B., tous deux notaires à N., le 30 juin 1960, M. et Mme X. ont fait donation-partage à titre de partage anticipé à leurs dix enfants, dont notamment M. Y., actuellement notaire à M., de la créance qu'ils possédaient sur M^r Y., à titre de rapport de la valeur de l'office à lui donné en avancement d'hoirie, à charge pour lui de continuer, comme par le passé, à leur servir la rente annuelle et viagère fixée aux termes de l'acte de donation du 30 août 1954. Il lui précise que M^r Y. avait cru pouvoir déduire de ses bénéfices professionnels le montant de la rente viagère dont il se trouvait redevable envers M. et Mme X. aux termes de la donation du 30 août 1954 susénoncée, estimant qu'il s'agissait d'une rente viagère servie à titre obligatoire et gratuit et antérieurement à la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, mais que cette prétention a été rejetée par l'administration des contributions directes. Il lui demande : si la position de l'administration est conforme à la législation en vigueur, ou si cette rente annuelle et viagère peut être déduite des revenus de M^r Y. au titre de l'I. R. P. P.

16567. — 20 juillet 1962. — **M. Frédéric-Dupont** demande à **M. le ministre des armées** : 1° quelle est la valeur des installations laissées à Bizerte, notamment l'arsenal et l'hôpital, à la suite des accords de juillet 1962 ; 2° si, en contrepartie de cette remise, des avantages financiers ont été consentis soit au bénéfice du Gouvernement français, soit au bénéfice des Français expropriés de Tunisie par le Gouvernement tunisien.

16568. — 20 juillet 1962. — **M. Doublet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les décrets du 30 octobre 1961 ont créé un comité des bourses qui semble se comporter comme une puissance souveraine. Il lui demande : 1° dans quelle

condition les décisions sont prises par cet organisme qui est sans responsabilité propre, et notamment : a) si les procès-verbaux conservent le nombre des votants avec l'indication des suffrages « pour » et des suffrages « contre » pour chaque décision prise ; b) si les votes sont recueillis nominativement ; 2° le dernier mot devant rester au pouvoir de tutelle qui est un pouvoir responsable, et ce comité, composé en partie de représentants d'intérêts particuliers, ne pouvant engager le ministre responsable de l'intérêt général, s'il ne pense pas devoir faire usage du pouvoir de veto qu'il n'a pas semblé, jusqu'à présent, exercer.

16570. — 20 juillet 1962. — **M. Trébosc** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les services spécialisés (viticulture) de la direction générale des impôts ont décidé de mettre en application l'ordonnance n° 59-125 du 7 janvier 1959 prévoyant l'arrachage des cépages dits « prohibés ». Au moment où l'agriculture, spécialement dans les zones déshéritées, subit une crise sévère, il semble qu'une telle décision soit inopportune, surtout lorsqu'elle s'adresse à des agriculteurs qui utilisent eux-mêmes la totalité de leur production de vin pour leur consommation courante. Il lui demande s'il envisage de faire reporter une telle décision pour tous ceux qui s'engageraient à ne pas commercialiser leur production.

16573. — 20 juillet 1962. — **M. Dronne** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** : 1° quelle a été la destination des fonds saisis chez les agents du F. L. N. en France, en particulier chez la haute personnalité qui assumait les fonctions de trésorier ; 2° s'il ne compte pas affecter ces fonds aux réfugiés d'Algérie pour leur accueil et leur réinstallation en France.

16585. — 23 juillet 1962. — **M. Davoust** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** : 1° si un receveur municipal peut refuser le paiement d'une dépense votée par le conseil municipal, inscrite au budget, faisant l'objet d'une délibération approuvée par l'autorité de tutelle ; 2° si, à la suite d'un ordre de paiement délivré par le maire, le percepteur peut à nouveau refuser le paiement, en motivant le refus par le fait que la dépense n'est pas prévue par des textes législatifs ou réglementaires précis ; 3° s'il estime qu'il est normal que le maire et l'autorité de tutelle soient impuissants devant de tels faits, alors qu'une lettre du ministre de l'intérieur statuant sur le fait invoqué et estimant le bien-fondé de la délibération du conseil municipal, a été remise au percepteur, et que celui-ci persiste toujours dans son refus de paiement ; 4° sur quels textes le maire peut s'appuyer pour obliger un percepteur à appliquer les instructions ministérielles.

16586. — 23 juillet 1962. — **M. Chazelle** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les difficultés que rencontrent les porteurs d'obligations « rente italienne 3 1/2 p. 100 ». D'après le libellé des titres, le service de la rente 3 1/2 p. 100 (ex-consolidé 5 p. 100) doit être effectué à Paris, Londres, Berlin et Vienne respectivement en francs, livres sterling, marks et couronnes, à la parité de la livre or. Le remboursement du capital doit se faire à la même parité. En 1950, le Gouvernement italien a demandé au Gouvernement français de lui communiquer des précisions sur les emprunts italiens qui bénéficient d'une option de change ou d'une clause or. Depuis lors, malgré les négociations économiques qui ont eu lieu en mai 1954, aucune offre concrète de règlement n'a été présentée par les autorités italiennes. alors que pour certains emprunts litigieux, l'Italie a soumis des propositions de rachat aux porteurs suisses, néerlandais et britanniques. Il ne semble pas possible d'admettre une discrimination quelconque entre les obligations détenues par les porteurs étrangers et celles détenues par les porteurs français. A l'heure actuelle, le Gouvernement italien a pris un décret de remboursement dudit emprunt ne tenant aucun compte de la clause or. Il lui demande quelles dispositions envisage de prendre le Gouvernement français ; 1° pour obtenir du Gouvernement italien le respect de ses obligations à l'égard des porteurs de titres « rente italienne 3 1/2 p. 100 » ; 2° pour s'assurer que le remboursement aura lieu comme prévu à la parité de la livre or et non en francs dévalués.

16587. — 23 juillet 1962. — **M. Chazelle** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que dans sa réponse à sa question écrite n° 14128 (*Journal officiel* du 31 mars 1962) relative aux aménagements à apporter au classement indiciaire d'un certain nombre d'emplois communaux, il est indiqué que de nouveaux arrêtés fixant les échelles indiciaires de ces emplois pourront être publiés dans un délai assez court. Il demande : 1° s'il peut lui préciser ce qu'il convient d'entendre par l'expression « délai assez court » en ce qui concerne le personnel de direction de l'administration communale (secrétaires généraux, secrétaires généraux adjoints, chefs de bureau, sous-chef de bureau, rédacteur, etc.) notamment dans les villes de plus de 5.000 habitants ; 2° s'il lui paraît possible d'envisager l'application rapide de la méthode d'avancement normal dont les règles ont été fixées par les arrêtés du 5 novembre 1959, publiés au *Journal officiel* du 15 novembre 1959, méthode statutaire acceptée par plusieurs commissions paritaires intercommunales, et notamment par celle du département de la Loire le 14 juin 1960.

16588. — 23 juillet 1962. — **M. Dilligent** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas d'un contribuable propriétaire d'un immeuble nouvellement construit dont le revenu, déduction faite des frais d'entretien de cet immeuble, est déficitaire. L'intéressé a imputé ce déficit sur le montant de ses revenus soumis à la taxe complémentaire. L'administration des impôts n'admet pas cette déduction sous prétexte que le revenu d'un immeuble neuf n'étant pas imposable à la taxe complémentaire, son déficit ne peut venir en déduction pour le calcul de cette taxe. Une telle position semble difficilement conciliable avec l'intention du législateur qui a voulu faire bénéficier les immeubles neufs d'une situation privilégiée, puisque dans le cas particulier signalé ces immeubles neufs se trouvent désavantagés par rapport aux immeubles anciens. Il lui demande s'il est exact que le déficit provenant d'un immeuble neuf, dont le revenu est exonéré de la taxe complémentaire, ne peut venir en déduction du montant du revenu servant de base à ladite taxe. Si cette déduction n'est pas admise, il conviendrait tout au moins de donner aux contribuables la faculté de choisir entre les deux formules suivantes : ou bien exonération de la taxe complémentaire et non déduction du déficit, ou bien régime commun des autres immeubles.

16589. — 23 juillet 1962. — **M. Jaillon** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas d'une société anonyme exploitant un fonds de scierie de bois, qui procède à la construction d'une maison d'habitation avec une indemnité de dommages de guerre, ladite indemnité couvrant entièrement le montant des travaux, et la construction étant faite par des artisans. Il lui demande si cette société doit être considérée comme ayant, au regard des taxes sur le chiffre d'affaires, la qualité d'entrepreneur général passible de la T. V. A. sur les 60 p. 100 du montant de la construction, étant précisé que l'architecte chargé de diriger l'exécution des travaux a été réglé directement et en premier lieu par les services de la reconstruction.

16591. — 23 juillet 1962. — **M. Laurent** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 104 de la loi de finances pour l'année 1961 disposait que « pour les produits d'exploitation forestière et de scierie importés, les taxes sont exigibles et perçues selon les règles prévues pour les produits français similaires, étant précisé que les produits de scierie importés en l'état sont imposables lors de leur première vente ou utilisation en France ». Le décret du 30 décembre 1961 a suspendu l'application de l'article 104 rappelé ci-dessus, ce qui semble en contradiction avec l'article 285 bis du code des douanes ainsi libellé : « Les produits assujettis à des droits, taxes, surtaxes et autres redevances qui sont contenus dans des marchandises importées sont soumis à des taxes de compensation qui sont destinées à établir l'équilibre des charges fiscales avec les produits similaires d'origine nationale ». L'inégalité de traitement qui résulte de ces dispositions aboutit à surcharger fiscalement les bois français, tandis qu'elle place en situation comparative favorable les bois importés. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que la production forestière française ne subisse plus les conséquences de cette inégalité de traitement fiscal.

16593. — 23 juillet 1962. — **M. Janvier** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que M. et Mme X ont fait donation entre vifs à Mme Y, leur fille unique, d'une portion de jardin, avec obligation d'en faire immédiatement donation à sa fille, par conséquent leur petite-fille. Cette donation a été faite sous les conditions habituelles et moyennant une rente annuelle viagère qui doit être servie par la petite-fille à M. et Mme X pendant leur vie et celle du survivant d'eux, et ensuite à M. et Mme Y pendant leur vie et celle du survivant d'eux également. L'acte de donation a été enregistré gratis, mais les services de l'enregistrement, considérant que la transmission du jardin en cause s'est opérée d'aïeux à petite-fille, estiment que le droit de donation est exigible, alors qu'en réalité il y a eu deux mutations successives au premier degré, précisément pour réduire les frais d'acte. Il lui demande s'il peut lui confirmer la régularité de cette double mutation au premier degré.

16594. — 23 juillet 1962. — **M. Profichet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait que le régime des études médicales a été modifié par le décret du 28 juillet 1960. Celui-ci ramenait la durée des études à six années, et l'article 2 précisait que : « au moment de la première inscription les étudiants sont tenus de produire le diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire... ». Le décret du 18 février 1961 apportait une dérogation aux dispositions du décret précité : « A titre transitoire et pour la seule année universitaire 1961-1962, le ministre de l'éducation nationale peut autoriser une faculté ou école de médecine à inscrire en première année, en vue du diplôme de docteur en médecine, uniquement les candidats produisant à la fois le certificat P. C. B. et le diplôme de bachelier... ». En application de ce décret, étaient autorisées à exiger le P. C. B. pour l'année 1961-1962 les facultés ou écoles de Paris, Lille, Marseille, Toulouse, Grenoble. Or, contrairement aux affirmations du ministre de l'éducation nationale de l'époque, dans sa réponse à une question écrite n° 2071 du sénateur Henriot, un décret du 23 mai 1962 a prorogé à titre transitoire, et pour la seule année universitaire 1962-1963, ces dispositions en ce qui concerne la faculté de médecine de Paris. Il est certain que cette disposition proroge une dualité de régime entre les bacheliers qui se destinent aux études de médecine selon qu'ils se trouvent dans le ressort de l'académie de Paris ou dans celui d'une autre académie. Cet état de fait sanctionne à la fois les familles en leur imposant les frais d'une année d'études supplémentaire et les étudiants en les obligeant à préparer le certificat d'études P. C. B., et ne fait que reporter le problème des effectifs des étudiants à la faculté de médecine de Paris. Il lui demande s'il n'envisage pas de rapporter le décret du 23 mai 1962 afin que tous les étudiants en médecine de France se trouvent sur un pied d'égalité.

16601. — 23 juillet 1962. — **M. Jacques Féron** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en l'état actuel de la doctrine administrative les inérêts des prêts consentis par les entreprises à leur personnel bénéficient, à compter du 1^{er} janvier 1961, de l'exonération de la taxe sur les prestations de services, dans la limite où ces prêts constituent des investissements valables au regard de la participation obligatoire des entreprises à la construction de logements. Il lui demande si cette même décision est valable dans l'hypothèse où les prêts sont consentis au personnel par l'intermédiaire d'organismes collecteurs de cette participation obligatoire.

16603. — 23 juillet 1962. — **M. Jacques Féron** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas d'une société anonyme qui procède à une distribution de dividendes entre ses actionnaires par voie de prélèvement sur la réserve spéciale de réévaluation. Cette répartition étant passible de la retenue à la source de 24 p. 100 en raison du fait que la société a incorporé à son capital, au début de 1950, des réserves ordinaires d'un montant supérieur à la réserve spéciale de réévaluation distribuée, il lui demande si ladite société est fondée à récupérer par voie d'imputation, à l'occasion de sa répartition de dividendes, la taxe additionnelle au droit d'apport qui a été perçue lors de l'enregistrement du procès-verbal constatant la réévaluation de l'augmentation de capital.